



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



minota.

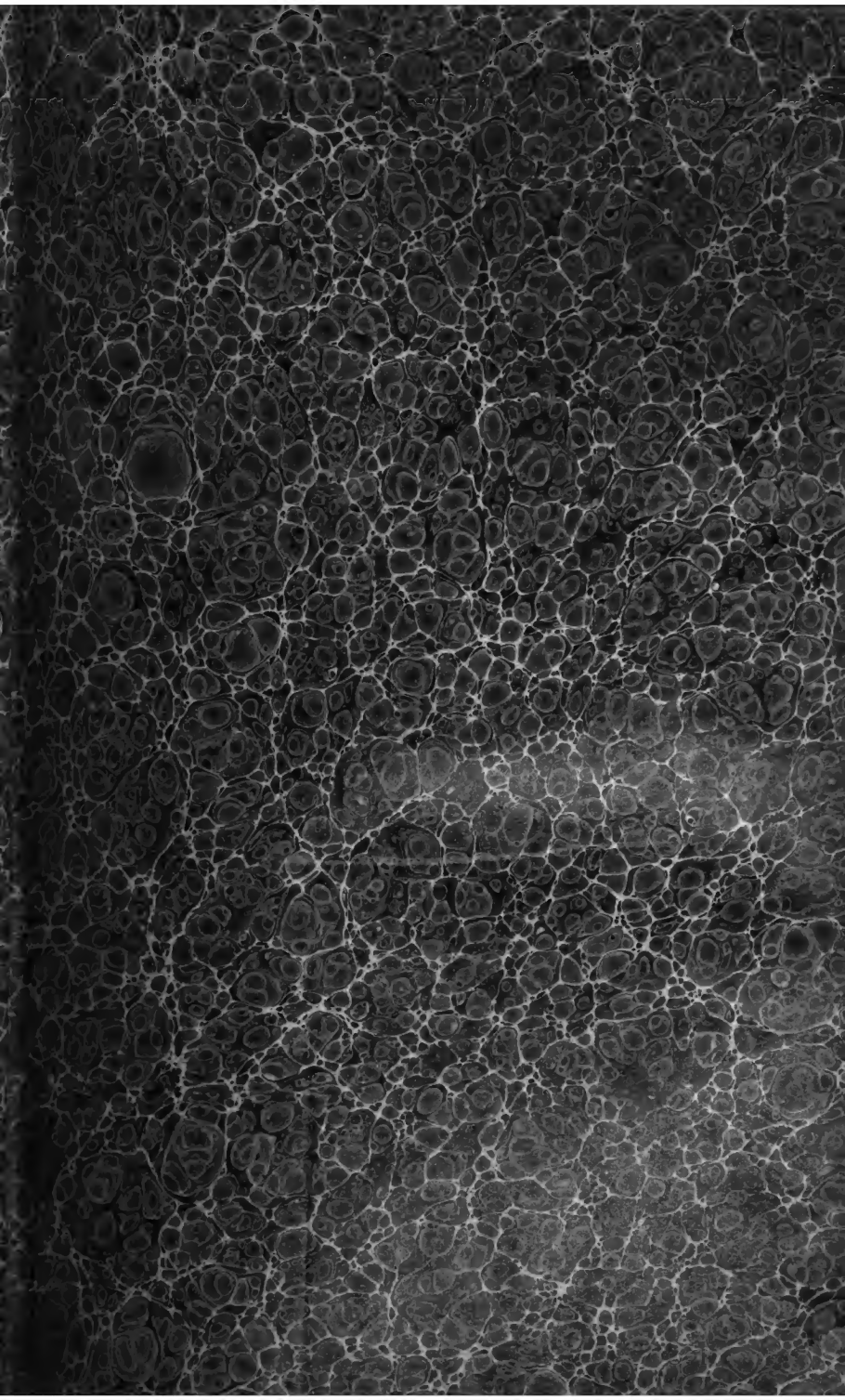


UNIVERSITEIT



80

GOC



119 P4

113 P4

RÉPERTOIRE

DE

L'ADMINISTRATEUR DE MARINE,

OU

TABLES, par ordre de dates et de matières, des principales Lois relatives à la Marine et aux Colonies, depuis leur origine jusqu'à ce jour.

On y a joint l'indication des principaux Traités de Paix depuis 1356.

PAR M. BAJOT,

CHEF DU BUREAU DES LOIS AU MINISTÈRE
DE LA MARINE.

Leges anchoræ sunt Rei Publicæ. BACON.
Les Lois sont les ancrs du vaisseau de l'État.

A PARIS,

CHEZ FIRMIN DIDOT, IMPRIMEUR
DE L'INSTITUT DE FRANCE, ET LIBRAIRE POUR LA
MARINE, LES MATHÉMATIQUES, etc., RUE JACOB, N^o 24.

1814.

89

À Son Excellence

M.^r le Baron Malouet,

Chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis,
Commandant de la Légion-d'Honneur, Ministre et
Secrétaire-d'Etat de la Marine et des Colonies.

Monseigneur,

Un ouvrage de génie qui paraîtrait
sous vos auspices en recevrait un nou-
veau lustre. Comment donc me per-
mettre d'y publier un simple recueil
dont tout le mérite consiste en d'assez
longues recherches, de la patience et
quelque méthode !

Mais ce Recueil peut devenir
utile à l'Administration, et cette con-

sideration suffit pour que Votre Excellence n'en refuse point l'hommage.

Ainsi dans l'ordre administratif comme dans l'ordre naturel, les petites choses comme les plus grandes, quand elles concourent à l'harmonie générale, sont admises à partager cette bienveillance supérieure qui ne dédaigne rien, et dont tout éprouve l'influence tutélaire.

J'ai l'honneur d'être avec respect

Monsieur,

De Votre Excellence,

Le très-humble et très
obéissant serviteur

Bajot.

P R É F A C E.

MESSIEURS DESAINT et LEBEAU ont publié, sur la matière que je traite, des tables qui ne remontent pas au-delà de l'année 1789. Celles de M. Desaint s'arrêtent au mois de vendémiaire an VIII (octobre 1799); et le recueil de Lebeau, composé aujourd'hui de 19 volumes, dont les quatre derniers sont incomplets, se termine à l'année 1809.

Il n'existe aucun répertoire de lois relatives à la marine, antérieur aux époques précitées, et je crois superflu de chercher à faire sentir l'utilité d'un pareil travail, aujourd'hui sur-tout que la monarchie, rétablie sur ses antiques fondements, va de nouveau s'appuyer sur ses lois anciennes (1).

En effet, depuis vingt-cinq ans n'a-t-on pas généralement perdu de vue, et n'est-il même pas permis de douter que beaucoup d'administrateurs aient jamais connu toutes les ordonnances rendues, selon les temps et les lieux, sur

(1) Le gouvernement qui vient de finir avait lui-même reconnu « *Qu'il fallait s'occuper moins de faire de nouvelles lois, que d'exécuter les anciennes.* »

les différentes parties du service de la marine. J'en excepterai les grandes ordonnances de 1681, 1689, 1765, (même les ordonnances éphémères de 1772 et 1774), 1784 et 1786 qui sont entre les mains de tout le monde, et que tout administrateur de la marine doit posséder à fond, comme règles fondamentales de son honorable profession.

En publiant ce recueil, je me suis proposé le double but d'ouvrir aux élèves les sources de l'instruction, et de faciliter aux administrateurs déjà vieillis dans la carrière, des recherches qui, sans un pareil secours, sont toujours pénibles, et souvent infructueuses.

Ce n'est donc pas seulement comme objet de curiosité que j'ai donné le titre et l'analyse des lois Rhodiennes, dont le texte publié une seule fois dans le seizième siècle, reparaît maintenant plus correct. Ces lois, de la plus haute antiquité, sont aussi de la plus profonde sagesse. Neuf siècles avant l'ère chrétienne, on voit paraître sur la scène du monde un peuple qui, renfermé dans une île assez étroite, mais heureusement située, appelle insensiblement chez lui le commerce de toutes les nations. L'amour des sciences et des arts, de nombreuses colonies, de grandes richesses, une longue prépondérance, et le respect des peuples voisins, tels sont les avantages dont Rhodes fut red-

vable à sa marine, qui dut elle-même cette influence aux lois qui la régissent.

L'authenticité des lois rhodiennes, telles qu'elles sont parvenues jusqu'à nous, a trouvé, je le sais, plus d'un contradicteur. Mais ce n'est point ici le lieu de discuter cette matière, ni de vouloir concilier entre eux les savants. Il me suffira de dire que les CUJAS, les LEUNCLAVE, les MARQUARD FREER, JACQUES GODEFROY, VINNIUS, I. A. CRUVIUS, et enfin GRAVINA, les ont proclamées comme véritable code des Rhodiens, et qu'ils ont employé toutes les ressources de leur érudition et de leur éloquence pour fixer sur elles l'attention et la confiance générale.

Rome elle-même, la superbe Rome, aux temps de sa plus grande splendeur, après avoir accepté l'appui de ces illustres insulaires, en adopta les lois, et sut les approprier à la nature de son gouvernement.

La connaissance des lois romaines sur la marine doit donc suivre immédiatement celle des lois grecques, et j'ai cru devoir, en raison de leur peu d'étendue, ne pas me borner à indiquer les endroits du *Corpus Juris civilis* qui les renferment, mais encore en donner l'analyse.

On ne peut se le dissimuler, c'est évidemment dans les lois anciennes qu'on a puisé l'idée des

deux plus belles institutions de notre marine : celle des *classes* que les autres puissances maritimes envient tant à la France, et celle de la *caisse des invalides*, dont l'établissement a mérité au gouvernement, qui ne saurait y toucher sans une espèce de sacrilège, l'éternelle reconnaissance des marins et de leurs familles. (Voyez *Lois Romaines*, pages 23 et 25).

Les bornes de ce recueil ne m'ont pas permis de donner l'analyse des lois amalfitaines, de celles du consulat de la mer, des jugements d'Oleron, et des ordonnances de Wisbuy⁽¹⁾. Les premières, rédigées par les habitants d'Amalfi, au royaume de Naples, furent adoptées par les états voisins, et conservèrent leur force pendant

(1) Les lois amalfitaines en 954.

Les lois du consulat de la mer, *Il consolato del mare* en 1075, et dont il existe deux éditions publiées, l'une en 1577, et l'autre en 1635.

Jugements d'Oleron, mis au jour en 1266, se trouvent dans les Us et Coutumes de la mer, de Cleirac, édition de 1671, page 7.

Ordonnances de Wisbuy en 1288 ou 1300, dans le même ouvrage, page 130.

Il faut ajouter à ces ordonnances celles de la *hanze teutonique* en 1597 ; la *Jurisdiction maritime*, vers 1600 ; enfin le *Guidon de la mer*, en 1630 ; elles sont toutes rapportées dans Cleirac, et renferment la jurisprudence maritime de l'Europe moderne, avant que la France eût un code particulier sur cet objet.

plusieurs siècles. On les avait prises, en grande partie, dans les lois rhodiennes.

Les secondes, nées du temps des croisades, furent la règle de tous les peuples de l'Europe, et principalement de ceux qui habitaient sur les bords de la Méditerranée; la langue italienne dans laquelle elles sont écrites, prouve assez leur origine.

On doit les jugements d'Oleron à la reine Éléonore, duchesse de Guyenne, qui, à son retour de la Terre-Sainte, en fit dresser le premier projet. Ils étaient extrêmement respectés en France, et ils furent long-temps en vigueur sur les côtes occidentales de l'Europe.

« Au nord-est de l'île Gothland, dit l'auteur
« des Us et Coutumes, fut jadis une très-belle et
« très-magnifique ville nommée Wisbuy, bâtie
« par des étrangers venus au pays, qui s'adon-
« nèrent tellement à la navigation, que cette
« ville fut long-temps la foire et le marché le
« plus célèbre de l'Europe. Là venaient com-
« mercer les Goths ou Suèves, les Rous ou
« Russiens, Danois, Prussiens, Livons, Alle-
« mands, Flamands, Fins, Vandales, Saxons,
« Anglais, Écossais, Français, etc.

« C'est en cette magnifique ville que les lois
« et ordonnances maritimes, qui étaient prises
« et passaient pour équitables sur toutes les
« côtes et mers depuis la Moscovie jusqu'au

« détroit de Gibraltar , furent composées et
« conservées en langue tudesque ou theuton ,
« mais personne n'a été si curieux de retenir
« la date bien exacte du temps où elles furent
« mises au jour. »

Dire que les différentes lois dont je viens de parler étaient reconnues et suivies en France pour la plupart, c'est déclarer qu'alors nous n'avions point, à proprement parler, de législation maritime ; ainsi des lettres-patentes de Philippe-Auguste et de Charles V, qu'il est cependant bon de ne pas ignorer, n'ont avec la marine qu'un rapport indirect et local : il en fut publié de semblables sous Charles VIII, François 1^{er}, Henri II, Charles IX, Henri III, et sous les règnes suivants. Mais déjà Charles VI, imité par ses successeurs, avait rendu en 1400, la première ordonnance sur le fait de l'amirauté. J'en cite une de Henri IV sur les privilèges des officiers de la marine et des gens de mer. Pendant ce règne parurent encore divers réglemens établis chez des peuples commerçants et navigateurs dont le régime nautique était approuvé et reçu en France, autant qu'il n'était pas en opposition avec les lois de l'état. Le siècle de Louis XIII fut en quelque sorte l'aurore de la marine française. On la voit sortir de l'enfance ; elle s'accroît, et les lois se multiplient. Les grands résultats de

son influence pouvaient-ils échapper au génie vigoureux et perçant de Richelieu ? ce grand homme devait, pour la marine, comme pour tout le reste, préparer le beau siècle de Louis XIV.

Les deux immortelles ordonnances de 1681 pour la marine commerçante, et de 1689 pour la marine militaire, furent précédées d'une foule d'ordonnances partielles sur toutes les branches du service. Elles ont été recueillies pour la plupart et publiées en 1675 et 1677 par Sébastien-Mabre Cramoisy, directeur de l'imprimerie royale. Ce recueil est devenu très-rare.

C'est après plus d'un siècle que l'ordonnance de 1681 forme aujourd'hui toute la partie de notre Code du Commerce qui concerne les affaires maritimes; et toutes les ordonnances qui ont suivi celle de 1689 n'en ont été que des imitations plus ou moins heureuses.

De ces deux ordonnances générales, la première a eu trois commentateurs, MERVILLE, VALIN, et un avocat de Marseille qui ne s'est pas nommé : Valin est le seul justement estimé.

La seconde n'a eu que Richebourg ; et son commentaire, si c'en est un, ne consiste que dans la citation et quelques rapprochements des ordonnances qui l'avaient précédée.

« L'ordonnance de 1689, dit un publiciste
« de nos jours, mérita comme celle de 1681
« d'être approuvée et presque entièrement

« adoptée par les nations voisines. L'œil attentif
« de celui qui la rédigea se porta successivement
« sur toutes les parties du service : les devoirs
« du matelot comme ceux du premier officier
« furent exactement tracés. Tout en un mot
« fut réglé, spécifié, déterminé avec cet ordre,
« cette clarté, cette précision qui font que la
« multitude des détails ne nuit pas à l'ensem-
« ble, et qu'elle laisse toujours voir l'unité de
« dessein. »

Pendant soixante et dix-sept ans cette ordonnance n'éprouva pas la moindre altération, et lorsqu'en 1765 on voulut lui en substituer une autre, on ne put que la reproduire sous une date, des titres, et dans un ordre de matières, différents ; et, si l'on en excepte quelques transpositions d'articles, plusieurs dispositions énoncées en d'autres termes, des dénominations que le changement des temps et l'amour-propre des hommes rendaient plus convenables, enfin certains détails un peu plus approfondis, l'ordonnance de 1765 n'est véritablement qu'une copie de celle de 1689.

A l'ordonnance de 1772, qui donnait tant de pouvoirs et de prérogatives aux officiers d'administration, aux officiers de port, et aux ingénieurs constructeurs, succéda bientôt celle de 1774, qui rétablit en partie chaque corps de la marine dans ses attributions, et fut peu

de temps après remplacée elle-même par l'ordonnance de 1776, dont le système administratif est entièrement opposé à celui de 1772, pour ce qui regarde le personnel.

Enfin, l'ordonnance de 1786 est moins une ordonnance générale qu'un composé d'ordonnances détachées sur les différentes parties du service. Le recueil qui les renferme contient aussi l'ordonnance du 31 octobre 1784, sur les classes, et celle du 1^{er} novembre de la même année, qui rend aux officiers d'administration les fonctions qu'ils remplissaient à la mer avant l'ordonnance de 1776.

Il n'entre pas dans mon plan, et il ne m'appartient même pas d'établir aucune comparaison entre le régime de ces différentes ordonnances, mais le lecteur jaloux de s'instruire, après les avoir bien étudiées, trouvera de nouveaux motifs d'admirer l'étonnante sagesse et l'admirable sagacité des rédacteurs de l'ordonnance de 1689.

Quelles que soient cependant la pénétration et l'étendue des connaissances chez les hommes chargés de faire une ordonnance générale, il leur est impossible de tout prévoir; l'esprit humain a ses bornes. Les circonstances varient sans cesse, et les convenances de localités sont trop multipliées pour que l'on puisse les embrasser dans un même corps de dispositions

législatives. De-là naît la nécessité de beaucoup d'ordonnances particulières, qui restent isolées; et telle est la cause de toutes celles que l'on a vues paraître dans l'intervalle des époques auxquelles se rattachent les ordonnances générales. Le nombre s'en est tellement accru, qu'il brave les efforts de la mémoire la plus robuste, et c'est principalement sur cette considération que j'ai fondé l'utilité de mon répertoire.

Les matériaux en ont été amassés de longue main. Je les ai recueillis dans les grands dépôts publics, dans les archives des ports, dans celles de Versailles et de Paris, ainsi que j'y fus autorisé, le 16 août 1801, par une lettre du ministre Forfait; enfin dans un assez grand nombre d'ouvrages que j'ai souvent cités par abréviation, et qu'il est bon de faire connaître plus particulièrement. Ce sera en même temps une nomenclature des livres qui doivent entrer dans la bibliothèque d'un administrateur de marine.

Us et Cout. Us et Coutumes de la mer, par Cleirac, édition de 1647, 1661 et 1771, 1 vol. in-4°. C'est le plus ancien auteur qui ait écrit sur la législation de la marine moderne: outre les Jugements d'Oleron, les Ordonnances de Wisbuy, celles de la Hanse teutonique et des villes anséatiques, le Guidon de la mer, les Assurances d'Amsterdam et d'Anvers, et la Jurisdiction de la marine, on y trouve plusieurs ordon-

nances et déclarations du Roi, des Jugements et sentences de l'amirauté, des arrêts du parlement, etc. sur ce qui concerne la marine.

Hydrographie du Père Fournier, 1 vol. in-f°, 1667.

Corpus juris Civilis, cùm notis Gothofredi, 2 vol. in-f°. Paris, 1627.

Col. Collection de lois, édits, arrêts, déclarations, ordonnances sur toutes les parties de l'administration publique, imprimées séparément et réunies en 135 vol. in-4°. On a joint à cette collection, qui remonte à 1207 et se termine à 1792, celle des décrets des assemblées législatives jusqu'à ce jour.

Édits, déclarations, réglemens et ordonnances du Roi sur le fait de la marine, publiés par Sébastien-Mabre Cramoisy, directeur de l'imprimerie royale, 1 vol. in-4°. Paris, 1677. Ce recueil intéressant contient toutes les ordonnances qui ont servi à former celle de 1689.

C. N. Code Naval. C'est le recueil précédent distribué par ordre de matières, et mis à la fin du dernier tome de *l'Histoire générale de la Marine*, par Boismélé, continuée par Richebourg, 3 vol. in-4°, qui ont paru successivement dans les années 1754, 1756 et 1758. On y trouve aussi l'ordonnance même de 1689.

R. de P. concernant la Comp. de l'Am., Recueil de Pièces concernant la Compétence de l'Amirauté, publié en 1759 par M. Poncet, 1 vol. in-8°, réimprimé en 1780.

Code des Prises de Chardon, 2 vol. in-4°. Paris, 1784.

Code des P. de Leb. Code des Prises de Lebeau, 4 vol. in-8°. Paris, an 9; de l'imprimerie de la Rép.

Même ouvrage, 3 vol. in-4°.

Ordonnance de Louis XIV, donnée à Fontainebleau au mois d'août 1681, touchant la Marine. Il en existe des éditions de tous les formats, depuis l'in-24 jusqu'à l'in-4° inclusivement, et toutes imprimées avec une correction remarquable. Valin, avocat et procureur du Roi au siège de l'amirauté de la Rochelle, en a donné, vers le milieu du siècle dernier, un commentaire fort estimé, et dont les décisions sont d'un grand poids dans les affaires administratives et judiciaires qui concernent la marine. On ne saurait trop en recommander la lecture; on trouvera dans les 2 vol. in-4° qui le composent une infinité d'ordonnances qu'on aurait de la peine à se procurer ailleurs. Il y en a quatre éditions, 1760, 1766, 1770 et 1776.

Les deux autres commentateurs de l'ordonnance de 1681 sont, Merville, 2 vol. in-8°, édition 1714, 1715, 1737, 1747, 1749, 1756; et l'Avocat de Marseille, 1 vol. in-8°, 1780. Valin les a fait oublier. Ils donnent cependant quelques aperçus qui ont échappé à ce dernier.

M. Sanfourche Laporte a donné en 1809 un ouvrage de jurisprudence maritime très-estimé, qu'il a intitulé *le Nouveau Valin*.

Ordonnance du Roi, donnée à Versailles, le 15 avril 1689, pour les armées navales et arsenaux de la marine. Les meilleures éditions sont celles in-4° de l'année même de la publication. On y a mis une table

de matières qui facilite beaucoup les recherches. Elles ont été réimprimées chez Prault; in-12, 1750 et 1756.

• *Ordonnance du Roi concernant la marine, du 25 mars 1765.* Dans les éditions in-8° on a substitué le chiffre romain au chiffre arabe conservé dans celles in-4°. Celles-ci n'ont point comme les premières une analyse en marge de chaque article, mais on trouve à la fin du volume comme dans celles de l'ordonnance de 1689, une table des matières.

Le même volume doit renfermer les ordonnances séparées, mais de même date, concernant les officiers d'administration de la marine et les ingénieurs constructeurs.

Je ne connais des ordonnances de 1772 et de 1774, et des réglemens, instructions, etc., qui les accompagnent, qu'une seule édition, celle de l'année où elles ont été rendues, et en un seul format, l'in-4°.

Ordonnance du Roi concernant la régie et administration générale et particulière des ports et arsenaux de marine, du 27 septembre 1776; suivie des ordonnances supplémentaires de même date.

Les éditions in-4° de cette ordonnance sont devenues rares. Elle a été réimprimée à Toulon, format in-12, sans désignation de date; mais il faut généralement se méfier sous le rapport de l'exactitude de ces réimpressions particulières. Les bonnes éditions de toutes les ordonnances sont de l'imprimerie royale.

Ordonnances et réglemens concernant la marine, du 1^{er} janvier 1786. On y joint ordinairement celle du 31 octobre 1784 sur les classes.

Il y en a une assez correcte, faite à Metz, en 2 vol. in-12. Elle se trouve encore, ainsi que celle de 1765, dans le *Recueil en 17 volumes des nouvelles ordonnances du Roi*, imprimé à Metz, en 1787, chez J. B. Collignon.

R. du C. d'État. Recueil du Conseil d'État, renfermant dans un volume in-4° un grand nombre d'ordonnances détachées. Il faisait partie de la bibliothèque du Conseil.

Code pénal des Eaux et Forêts, 2 vol. in-12, 1781, renfermant les dispositions réglementaires relatives au martelage des bois propres au service de la marine.

Ordonnance de 1669 sur les Eaux et Forêts. Paris, 1753. Ce volume contient toutes celles relatives à cette matière depuis 1673 jusqu'en 1752.

Code Noir, ou Recueil des réglemens rendus jusqu'à présent, concernant le gouvernement, l'administration, la justice, la police, la discipline et le commerce des nègres dans les Colonies Françaises, à Paris, chez Prault, 1788, in-18.

Code de la Martinique, in-fol. imprimé à Saint-Pierre de la Martinique, en 1767.

Recueil des lois relatives à la marine et aux colonies, depuis l'année 1789, commencé par Lebeau, et continué au ministère de la marine. Il se compose aujourd'hui de 19 volumes dont les quatre derniers sont incomplets.

Bulletin des Lois. Il se compose de cinq séries :

La 1^{re} contient 6 volumes, et renferme toutes les lois en général rendues depuis l'an 2 jusqu'au directoire ;

La 2^e, 9 volumes, depuis le directoire jusqu'au consulat ;

La 3^e, 9 vol. depuis le consulat jusqu'à l'empire.

La 4^e, 20 vol., et se termine au 26 mars 1814.

Au 1^{er} avril 1814 commence le premier volume de la 5^e série.

Ainsi la collection générale du Bulletin se compose aujourd'hui de 44 volumes imprimés à Paris, à l'imprimerie royale.

Journal Militaire, contenant tout ce qui est relatif à l'administration et à la composition de la force publique, et enfin tout ce qui concerne la guerre et la marine ; imprimé chez Magimel, rue Dauphine, commence à l'année 1790 jusqu'aujourd'hui ; 48 vol. et les 7 volumes de supplément.

Lois et Constitutions des Colonies françaises de l'Amérique sous le vent ; par Moreau de Saint-Méry, depuis 1550 jusqu'en 1785, 6 vol. in-4°.

Constitution de l'armée française, décrétée par les assemblées nationale, constituante, etc., à Paris, chez Prault, 1793, 5 vol. in-4°.

Tels sont les ouvrages où j'ai puisé mes renseignements, et que j'ai cités le plus souvent qu'il m'a été possible. Plusieurs officiers et administrateurs distingués, plusieurs personnes attachées au ministère même, et non moins recommandables par les emplois dont elles sont revêtues que par leur mérite personnel, ont aussi bien voulu m'aider de leurs lumières ; qu'on

me permette de leur en adresser ici mes remerciements. J'en dois de particuliers à M. Firmin Didot, mon imprimeur, qui joint à toutes les connaissances de son art, celles d'un véritable savant, et dont l'éloge mérite d'être fait par une autre bouche que la mienne.

Je ne puis mieux terminer cette préface que par les expressions mêmes dont se servait, dans une occasion à-peu-près semblable, l'estimable auteur de la législation militaire (1).

« Sans doute il s'est glissé des fautes et des
« omissions dans cet ouvrage : nous recon-
« naissons à cet égard notre insuffisance ; mais
« nous comptons sur l'indulgence, prêts à
« profiter des *nouveaux* conseils qu'on voudrait
« bien nous donner, et à en faire usage dans
« les suppléments que nous nous proposons
« de publier à mesure des changements. »

(1) Etat actuel de la législation sur l'administration des troupes, par M. Quillet, commissaire des guerres, etc. Paris, chez Magimel, rue Dauphine ; 3 vol. in-8°. Ouvrage qui a eu cinq éditions.

RÉPERTOIRE

DE

L'ADMINISTRATEUR DE MARINE.

LOIS RHODIENNES.

943 ans avant Jésus-Christ, 70 ans après
Salomon.

Νόμος Ῥοδίων ναυτικὸς.
Jus navale Rhodiorum. .

Se trouve en grec et en latin à la fin du tome II du Droit grec-romain, *Jus græco-romanum* de Leunclavius, extrait de la Bibliothèque de François Pithou. Édition de Pierre Fischer, 1594.

Se trouve en latin et en français dans l'Hydrographie du père Fournier, liv. V, chap. 4, folio 189.

On dit qu'elles existent aussi en grec et en latin dans les ouvrages de Peckius et de Vinnius.

Περὶ ἀγκυρῶν πλοίου κλαπέντων.
De Anchoris navis furto subreptis.

Περὶ ἀγκυρῶν καὶ λοιπῶν ἐξαρτίων κλαπέντων.
De Anchoris et reliquis armamentis furto
subreptis.

Περὶ ναύτου κλοπὴν ἐργασαμένου.
De Nautâ qui furtum commisit.

Περὶ πλοίου ἀπὸ κλεπτῶν ἢ πειρατῶν συλὴν ὑπομείναντος.
De Navi quam fures aut piratæ spoliarunt.

Περὶ ναυτῶν ἐν μάχῃ κύλλωμα ἐργασαμένων.
De Nautis qui in rixâ graviter alios læserint..

Περὶ ναυτῶν ἐν μάχῃ φόνον ἐργασαμένων.
De Nautis qui in rixâ cædem commiserint.

Περὶ ναυτῶν ἐν μάχῃ πῆρῳσιν ὀφθαλμῶν, ἢ αἰδοίων
κύλλωσιν ἐργασαμένων.
De Nautis qui in rixâ oculos eruerint, aut
herniosos fecerint.

Περὶ ναυκλήρου καὶ ναύτου ἀλλοτρίας λαβόντων ἐνθηκας,
καὶ σὺν τῷ πλοίῳ ἀποδρασάντων.
De Exercitore et Nautâ qui alienas merces
receperint, et cùm navi aufugerint.

Περὶ ναυκλήρου καὶ ἐπιβατῶν, περὶ ἀποβολῆς βουλευο-
μένων.
De Exercitore et Vectoribus de Jactu consul-
tantibus.

Περὶ πλοίου ζημίαν ἢ ναυάγιον ὑπομείναντος.
De Navi jacturam aut naufragium passâ.

Περὶ Ἐμπόρων πλοῖα ναυλουμένων.
De Mercatoribus qui naves promisso nauulo
conducunt.

Περὶ πάσης παραθήκης διδομένης ἐν πλοίῳ ἢ ἐν οἴκῳ.
De omni deposito quod in navi vel domo
datur.

Περὶ παραθήκης χρυσίου ἀντιλεγομένης.
De Auri deposito cui contradicatur.

Περὶ παραθηκαρίου τὴν παραθήκην ἀρνησαμένου.
De Depositario qui depositum inficiatus est.

Περὶ Ἐμπόρου ἢ Ἐπιβάτου ἢ Δούλου παρατιθέντος καὶ
ἐν ἀκτῇ ἀπομείναντος, τοῦ πλοίου ἀποφυγόντος διὰ
πειρατείαν ἢ ληστῶν ἐπιδρομὴν.

De Mercatore vel Vectore vel Servo qui rem
deposuit et in littore remansit, navi profugâ,
propter Piratarum aut Latronum incursum.

Περὶ χρημάτων ἐπιποντίων ἐκδανεισθέντων.
De Pecuniis usurâ trajectitiâ creditis.

Περὶ χρυσίου καὶ ἀργυρίου ἐπὶ κέρδους κοινωνία
χρησθέντων.
De Auro et Argento ad lucri societatem mu-
tuatis.

Περὶ τοῦ χρήματα ἐκδανεισαμένου ἐπὶ προθεσμίᾳ καὶ
ἀποδημήσαντος.

De eo qui pecuniam cepit in diem et peregrè
profectus est.

Περὶ τοῦ ναυλωσαμένου πλοῖον, καὶ ἄρραβῶνα δεδωκότος.
De eo qui navem conduxit et arrham dedit.

Περὶ τῶν ναυλωσαμένων πλοῖον καὶ ἐγγράφως συμφωνη-
● σάντων, ἥ καὶ ἀγγράφως ὀρισάντων.

De iis qui navem conduxerunt, pactis conven-
tis vel in scriptis, vel citrà scripturam initis.

Περὶ δύο κοινωνῶν ναυκλήρων, ἀλλήλοις ἀντιλεγόντων.
De duobus Exercitoribus sociis invicem sibi
contradicentibus.

Περὶ ἐμπόρου τὸν γόμον ὅλον τοῦ πλοίου ναυλωσαμένου.
De Mercatore qui totam navis onerationem pro
se conduxit.

Περὶ ναυκλήρου καὶ ἐμπόρου, περὶ τοῦ γόμου συγγρα-
ψαμένων.

De Exercitore et Mercatore qui de mercibus
instrumenta fecerunt.

Περὶ ναυκλήρου καὶ ἐμπόρου συγγραψαμένων, καὶ μετὰ
τὰ ἡμίναυλα δοθέντα μεταμέλων γινομένων.

De Exercitore et Mercatore qui per scripturam
pacti sunt, et naulo dimidto soluto, senten-
tiam mutant.

Περὶ Ἐμπορίου εἰς τὰ ἔγγραφα ὑπερπροθεσμήσαντος.
De Mercatore diem in scriptis comprehensum
proferente.

Περὶ πλοίου κλασματισθέντος ἐξ αἰτίας ναυκλήρου ἢ
ναυτῶν ἐκχοιτούντων.

De navi Exercitoris aut nautarum foris cuban-
tium culpâ fractâ.

Περὶ πλοίου κλασματισθέντος εἰς γόμον ἀπερχομένου
ἐμπορίου ἢ κοινωνίας.

De navi fractâ quæ cùm onere sive mercibus
mercatoris aut societatis solvit.

Περὶ πλοίου κλασματισθέντος ἐξ αἰτίας ἐμπορίου ἢ κοινωνοῦ.
De navi culpâ mercatoris aut socii fractâ.

Περὶ πλοίου κλασματισθέντος πρὸ τῆς προθεσμίας τῶν
ἐγγράφων, ἢ μετὰ τὴν προθεσμίαν.

De navi, vel antè, vel post diem in scriptis
statutum fractâ.

Περὶ πλοίου πεφορτωμένου διαλυθέντος, τοῦ ἐμπορίου
σωθέντος χρυσίον ἐπιφερομένου.

De dissolutâ navi onustâ, mercatore salvo, qui
aurum in eam secùm attulerat.

Περὶ πλοίου ζημίαν παθόντος, καὶ μέρους τοῦ φορτίου
σωθέντος.

De navi damnum passâ et oneris parte servatâ.

Περὶ πλοίου ναυλωθέντος, ἢ κοινωνία πλέοντος, καὶ ἐν τῷ
ἐκπορίζειν κλασματισθέντος.

De navi pro naulo conductâ vel societate initâ
navigante, quæ, dùm è portu solvit, fracta est.

Περὶ πλοίου μετὰ τὴν ἐκβολὴν κλασματισθέντος.

De navi post exonerationem fractâ.

Περὶ πλοίου βέστην κομίζοντος, καὶ ἀπὸ ζάλης, ἢ ἀντλίας,
βλάβης τῶν φορτίων γινομένης.

De navi quæ vestem vehit si merces a tempe-
state vel sentinâ damnum accipiant.

Περὶ πλοίου τῆς καταρτίας ἀποβολὴν ὑπομείναντος.

De navi jacturam arboris passâ.

Περὶ πλοίου ἐν τῷ ἀρμενίζειν εἰς ἕτερον καταδιδόντος
πλοῖον καὶ ἀδικοῦντος αὐτό.

De navi quæ inter velificandum in aliam navim
impingit, et eam damno adficit.

Περὶ πλοίου κλασματισθέντος, τῶν ἐμπόρων καὶ ἐπιβα-
τῶν σωθέντων.

De navi fractâ, mercatoribus atque vectoribus
salvis.

Περὶ πλοίου σῆτον πεφορτωμένου, καὶ ἐν ζάλῃ καταληφ-
θέντος.

De navi frumento oneratâ, quam tempestas
corripuit.

Περὶ πλοίου πεφορτωμένου, κλασματισθέντος ἐν τῷ
ὀρμίζειν, τῆς ἐνθήκης σωθείσης.

*De navi oneratâ, inter adpellandum fractâ,
mercibus et oneribus salvis.*

Περὶ πλοίου ναυαγήσαντος καὶ μέρους τοῦ πλοίου καὶ
τῆς ἐνθήκης σωθέντος.

*De navi naufragium passâ, parte navis atque
mercium salvâ.*

Περὶ πλοίου διαφθαρέντος, τῶν ἐπιβατῶν καὶ τῆς
ἐνθήκης σωθέντων, ἢ συναπολεσθέντων.

*De navi ruptâ, vectoribus et mercibus aut sal-
vis aut unâ perditis.*

Περὶ πλοίου τρυπήσαντος, φορτία κομίζοντος.

De navi fatiscente, quæ merces vehit.

Περὶ πλοίου ἐκβολὴν ποιήσαντος τοῦ γόμου καὶ τῶν
ἐξαρτίων.

*De navi quæ jactum mercium et instrumenti
fecerit.*

Περὶ πλοίου ἐκβολὴν τῆς καταρτίας ἢ τῶν αὐχενίων ἐν
ζάλῃ ὑπομείναντος.

*De navi jactum mali vel gubernaculum in tem-
pestate passâ.*

Περὶ τοῦ ἀποσώζοντος ἐκ τοῦ πελάγους εἰς γῆν τι, ἐκ
τοῦ πλοίου ναυαγήσαντος.

De eo qui ex navi naufragium passâ nonnihil
in terram-ex mari salvum educit.

Περὶ τοῦ ἀποσώζοντος κάραβον ἐκ πλοίου ἀπορρήξας.

De eo qui lintrém à navi avulsum conservat.

Περὶ τῶν ἀποσώζοντός τι ἐκ βυθοῦ, ἐκ πλοίου ναυαγή-
σαντος.

De eo qui ex navi passâ naufragium, nonnihil
è profundo salvum educit.

Περὶ τῶν ἀρπάζοντός τι ἐκ ναυαγίου.

De eo qui ex naufragio quid rapit.

Περὶ τοῦ ἀναγκάζοντος τὸν ναύκληρον πλεῦσαι.

De eo qui éxercitorem ad navigandum cogit.

Περὶ τῶν πραιίδας ποιούντων ἀπὸ ναυαγίου.

De iis qui prædas ex naufragio faciunt.

ANALYSE

DES LOIS RHODIENNES.

ON pourrait diviser ces Lois, contenues dans cinquante articles, en différentes classes. On se borne à trois : *Lois Pénales*, *Lois de Police*, et *Lois qui fixent les appointements des Marins*.

Des Lois Pénales.

Les Lois Pénales étaient établies, ou contre les crimes commis par les matelots entre eux, ou contre ceux qui l'étaient à l'égard des marchandises ou du vaisseau, soit par les personnes qui l'habitaient, soit par celles qui y étaient étrangères.

Des crimes commis par les matelots entre eux.

Les réglemens trop sévères n'étant jamais long-temps exécutés, et devenant alors d'autant plus dangereux que l'on brave la loi impunément, les Rhodiens sentirent que, si la société a le droit de punir les excès, il faut quelque-

fois tolérer les fautes légères. Ainsi les querelles des matelots entre eux ne semblent pas mériter l'animadversion publique. « Si les matelots se « battent, dit l'article 5, qu'ils se battent avec « des paroles. » Si des blessures résultaient de ces querelles, dans ce cas même, on n'imposait au coupable que des peines pécuniaires. (*articles 5 et 7.*)

La mort seule devait être expiée par la mort, et encore ne répondait-on pas de celle que l'on donnait à son agresseur. (*art. 6 et 7.*)

*Des crimes commis à l'égard du vaisseau et
des marchandises.*

On traitait plus rigoureusement ceux qui volaient dans le navire. Cette différence, bizarre en apparence, prenait sa source dans l'utilité publique et dans l'opinion. Un vaisseau est sacré aux yeux d'un peuple navigateur.

Le privait-on de ses ancres pendant qu'il touchait au rivage, une amende considérable n'arrachait pas aux tourments le criminel convaincu. Des tourments attendaient aussi l'homme qui prenait aux passagers ou aux marchands leur or, leur argent, enfin tout ce qui leur appartenait. (*art. 1 et 2.*)

On condamnait à des dommages le capitaine instruit du vol, lorsqu'il ne l'avait pas empêché ; quelquefois même à la restitution du double. (*art. 2 et 3.*)

La restitution était aussi la peine de ceux qui enlevaient à des vaisseaux les instruments nécessaires à la navigation. (*art. 2.*)

L'armateur et son équipage s'enfuyait-il sur le navire qu'on lui confiait, on saisissait tous ses biens ; et, s'ils ne suffisaient pas, on l'enchaînait avec ses complices au service des autres citoyens. (*art. 8.*)

En mer, abordait-on sur des côtes infestées de brigands, le pillage était supporté par ceux qui, malgré l'annonce du danger, avaient sollicité cette relâche. (*art. 4.*)

Dans cette occasion cependant, comme dans toutes les autres, les passagers ne pouvaient former de réclamations que sur les choses déclarées au capitaine. (*art. 13.*)

Celui-ci n'en répondait que quand il en était constitué dépositaire, et, même alors, il ne pouvait plus être poursuivi s'il prouvait qu'on s'en était emparé sans qu'il y eût de sa faute. (*art. 12.*)

Rien ne l'excusait pourtant de ne pas ramener à son maître l'esclave qui voyageait sous sa garde, pas même l'obligation de se remettre en mer subitement, pour éviter la rencontre des voleurs ou des pirates dans un lieu où quelques personnes seraient descendues. (*article 15.*)

S'agissait-il enfin d'un vol commis en cas de jet, ou en cas de naufrage, on n'épargnait pas le scélérat assez vil et assez cruel pour profiter du désastre d'une foule de malheureux. (*art. 38, 48, 50 et 51.*)

Des Lois de Police.

Parmi ces Lois de Police navale, les unes prescrivent les conditions à tenir avant le départ du navire, les autres déterminent les compensations à établir en cas de jet à la mer, de naufrage, ou de tout autre événement.

Des Lois relatives à ce qui précède le départ d'un vaisseau.

Le législateur invitait d'abord le locataire d'un vaisseau à vérifier s'il était en bon état, et fourni de tous ses agrès et appareils. (*article 11.*)

L'acte d'affrètement, et il était d'obligation, en renfermait nécessairement les détails. (*article 20.*)

Un cautionnement réciproque assurait l'exécution de ce contrat; il fallait, en y renonçant, perdre ou doubler ses arrhes. (*art. 19.*)

Si l'un des deux contractants avait trompé l'autre, la convention perdait sa force, et le demi-fret était payé par le trompeur. (*art. 20.*)

Le capitaine recevait le fret en entier, quoique le chargement ne fût pas complet, ou si la mauvaise volonté du marchand mettait seule obstacle à son voyage. (*art. 20 et 23.*)

La loi fixait ensuite les obligations imposées par les cautionnements et les sociétés. Le cautionnement avait lieu pour le fret ou les marchandises, quand les dangers de la mer ou les embûches des pirates menaçaient les trésors des voyageurs. (*art. 16.*)

Le terme d'un prêt fait avant le départ arrivait-il? le répondant devait l'acquitter. S'il ne le faisait pas, son obligation n'en subsistait pas moins. Seulement, pendant tout ce voyage, il n'y avait pas lieu à l'intérêt maritime. (*art. 18.*)

Quant aux sociétés, une convention écrite

acquérait tant de puissance, qu'elle la conservait, quoique perdue en cas de jet, tandis que si elle n'était que verbale, l'associé qui n'avait pas souffert le dommage, pouvait se contenter de n'en payer que la quatrième partie. (*art. 21.*)

L'argent prêté à l'un des deux, les engageait l'un et l'autre; cependant celui qui l'avait reçu en répondait seul; si la société était expirée. (*art. 17.*)

Était-elle postérieure au chargement? les accidents survenus ne tombaient pas sur le dernier obligé. (*art. 32.*)

Déniait-on l'engagement social après l'avoir contracté? si trois témoins en attestaient l'existence, outre le paiement de la portion ordinaire, on supportait toute la perte de cette société qu'on n'avait pas voulu reconnaître. (*art. 27.*)

La manière dont le fret devait être payé, si les marchandises étaient gâtées, ou s'il fallait les transborder, était prévue et fixée par la loi. (*art. 42 et 44.*)

Elle voulait aussi que, si on chargeait trop un vieux navire, le propriétaire du chargement répondît du danger. (*art. 11.*)

Forçait-on le capitaine à laisser aggraver la

masse générale par des transports particuliers? non-seulement on répondait aussi des *sinistres*, mais on était encore soumis à des peines sévères. (*art. 49.*)

Le capitaine en répondait lui-même, s'il usurpait pour son usage, ou s'il louait pour son compte une place destinée aux marchandises. (*art. 22.*)

Retardait-on enfin le départ d'un vaisseau, s'il périssait en proie à la tempête ou aux brigands, on supportait tous les dommages occasionnés par ce malheur. (*art. 28.*)

Des Loix relatives aux accidents survenus pendant la navigation.

La loi n'était pas moins attentive à prévenir ou plutôt à réparer les avaries des marchandises et du vaisseau qui les renfermait.

Devenait-il hors d'état de servir? ces marchandises lui devaient le quinzième de leur valeur. (*art. 37.*)

Périssaient-elles? on forçait le capitaine à prouver qu'il n'avait pu les garantir, en les plaçant dans des endroits déterminés ou convenus entre le marchand et lui. (*art. 27 et 33.*)

Il devait les couvrir pour les préserver de la tempête ou de l'invasion des flots. La sentine était-elle inondée ? il répondait du dégât, s'il ne démontrait pas qu'il eût instruit le propriétaire de cet accident : on n'épargnait pas plus l'équipage convaincu de négligence. (*art. 34, 38, 44.*)

Un vaisseau mettant à la voile heurtait-il un autre vaisseau ? Si celui-ci n'avait pas été prévenu par des cris ou des signaux, il fallait payer tout le dommage. Les passagers et les matelots y contribuaient quelquefois. (*art. 36.*)

Les derniers étaient-ils engloutis avec le canot qui suivait le navire ? les héritiers recevaient la solde d'une année, à compter du jour de leur mort. Si quelqu'un arrachait l'esquif au naufrage, la cinquième partie de la valeur était sa récompense. (*art. 46.*)

On donnait aussi le cinquième à celui qui rapportait à terre les marchandises d'un vaisseau engouffré. (*art. 45.*)

Le jet dans la mer ne devait être fait que de l'avis des passagers, et après l'estimation calculée des sommes ou des effets contenus dans le navire. (*art. 9.*)

Les marchandises et leur propriétaire, le

bâtiment et l'équipage, tout venait alors à contribution. (*art. 9, 35, 43.*)

Celui qui causait le naufrage, matelot, passager, marchand, capitaine, en supportait seul l'événement. (*art. 10, 29 et 39.*)

Etait-ce la faute de plusieurs, les coupables partageaient entre eux les réparations nécessaires. (*art. 39.*)

N'était-il produit que par un cas forcé, une tempête, un incendie? on imposait à tous une contribution égale, ou on y soumettait les débris des marchandises et du vaisseau. (*art. 10, 27, 29, 30 et 41.*)

Telles sont ces lois célèbres, dit M. Pastoret, que j'ai abrégé dans cette analyse, monuments éternels de la sagesse des Rhodiens, qui tour-à-tour adoptées par les Grecs et par les Romains, sont venues ensuite se fondre dans les ordonnances maritimes des peuples de l'Europe, et jouissent encore par conséquent de la gloire de présider, au moins en partie, au commerce (et j'ajouterai au régime naval) de l'univers.

*Des Lois qui fixent les appointements
des marins.*

Indépendamment des lois précédentes, qui

forment cinquante titres ou articles, il y en a d'autres qui en forment vingt et un, et dont les sept premiers déterminent les appointements

Des marins.

De l'armateur ou subrécargue,

Du timonier,

De celui qui gouverne la proue,

Du charpentier,

Du maître de chaloupe,

Du matelot,

Du coq.

L'article 8 permet au marchand d'avoir avec lui deux domestiques, mais en payant le fret.

Les articles 9 et 13 déterminent l'étendue de la place que peuvent occuper dans le navire un passager, une femme, un enfant.

Les articles 10, 11 et 12 pourvoient à la sûreté et à la salubrité du vaisseau, en défendant d'y couper du bois, d'y faire cuire du poisson, et en s'approvisionnant d'eau.

L'article 14 soumet à la déclaration de l'or et de l'argent qu'on porte; précaution sans laquelle le capitaine n'en répond pas.

L'article 20 oblige le capitaine à la restitution de ce qu'il a reçu et reconnu.

Les articles 17 et 18 concernent les cautionnements et l'intérêt maritimes ; principes développés plus au long dans la précédente analyse.

L'article 19 veut que les capitaines répondent des délits de leurs matelots, mais non de leurs obligations civiles.

L'article 21 est relatif à la part qu'a le capitaine dans l'armement.

LOIS ROMAINES.

LE Digeste fut, ainsi que les Institutes, publié par Justinien, l'an de Jésus-Christ 533.

Le Code du même empereur fut publié en 534. *Novellæ Constitutiones*, ou *nouvelles Constitutions*, en 568.

Nota. Presque toutes les Lois maritimes, contenues dans le Digeste et le Code de Justinien, existaient dans le Code Théodosien, publié l'an 438.

ANNÉE 533 à 534.

Nautæ, Caupones, Stabularii, ut recepta restituant. (*Livre 4, titre 9 du Digeste; page 147 du Corpus Juris civilis, tome 1*) (1).

Le Préteur Romain a remédié par cette loi aux friponneries des mariniers, et de ceux qui les logeaient, envers les passagers et les hôtes.

De Exercitoriâ Actione. (*Liv. 14 du Digeste; titre 1^{er}, page 418 du Corpus Juris civilis, t. 1*).

On traite dans ce titre : *de l'Action Exercitoire*, des Contrats maritimes.

(1) *Corpus Juris civilis cum notis Gothofredi* : ex Typographiâ Antonii Vitrey, 1627, 2 vol. in-folio.

Par cette loi, le propriétaire du navire ou l'armateur, *exercitor navis*, est obligé par le contrat que souscrit le maître ou capitaine de son navire, *magister navis*.

De Lege Rhodiâ de Jactu. (*Liv. 14 du Digeste, titre 2 ; p. 422 du Corpus Juris civilis, tome 1*).

Le Digeste ou les Pandectes n'ont conservé que ce seul endroit des Lois Rhodiennes.

Il y est prescrit de faire contribuer tous les propriétaires de marchandises chargées sur un navire, quand, pour les sauver, on est forcé d'en sacrifier quelques-unes.

De Nautico Fœnore. (*Livre 22 du Digeste, titre 2 ; page 698 du Corpus Juris civilis, tome 1*).

De l'Usure Nautique, ou Intérêt maritime. Il en est aussi question dans la 106^e et la 109^e Nouvelles, qui le restreignent encore.

Ces lois, en considération des dangers de la mer, permettent un intérêt plus élevé que pour les affaires ordinaires.

On traite du même objet dans le Livre 4, titre 33 du Code de Justinien.

L'intérêt légal était 12 pour 100 ; quelquefois on l'avait porté plus haut, ce qui avait amené des lois répressives.

Furti adversus Nautas, Caupones, Stabular-

rios. (*Livre 47 du Digeste, titre 5; page 1732 du Corpus Juris civilis, tome 1*).

Vols concernant les gens de mer, autrement appelés *Baratteries*.

Cette loi donne action contre les propriétaires de navires et contre ceux qu'ils emploient dans le cas où il se commet un vol.

De Incendio, Ruinâ, Naufragio, Rate, Nave expugnatâ. (*Livre 47 du Digeste, titre 9; p. 1739 du Corpus Juris civilis, tome 1*).

Edit qui augmente la peine à l'égard de celui qui profite d'un incendie, d'une avarie majeure, d'un naufrage, ou de tout autre événement pour piller le navire.

De Institoriâ et Exercitoriâ actione. (*Livre 4 du code de Justinien, tit. 25; pag. 342, tom. 2 du Corpus Juris civilis*).

Loi qui veut que le maître du navire ou capitaine, *magister navis*, oblige par ses transactions le propriétaire ou l'armateur, *exercitor navis*, de la même manière que l'action institoire. (Voir ma note de *Exercitoriâ actione*.)

De nautico fœnore. (*Liv. 4, tit. 33 du code de Justinien; pag. 362, tome 2.*)

De l'intérêt maritime.

Même sujet et semblables dispositions qu'au livre 2, titre 2 du Digeste. (Voir la note.)

De hereditatibus Decuriorum naviculariorum, etc. (*Liv. 6, tit. 61 du code de Justinien; pag. 638 du Corpus Juris civilis*).

Des successions en ce qui concerne les gens de mer, etc.

Cette loi veut que l'État ne recueille pas toujours la succession d'un marin qui meurt *ab intestat* ou sans héritier légitime; elle en gratifie la caisse commune des matelots (1); et le préfet de l'Annone, chargé de l'approvisionnement de Rome, doit, comme leur inspecteur et leur chef, veiller à cette disposition.

De naviculariis, naucleris publicas species transportantibus. (*Liv. 11 du code de Justinien; pag. 937, tom. 2 du Corpus Juris civilis*).

Des transports publics à la charge des naviculaires armateurs.

On traite dans ces lois de leurs privilèges, de leurs obligations, de leurs délits et de leurs peines.

De prædiis et omnibus rebus naviculariorum. (*Liv. 11 du code de Justinien; pag. 939, tom. 2 du Corpus Juris civilis*).

Des biens et de toute espèce d'objets appartenants aux naviculaires.

(1) Première caisse des invalides, et gens de mer.

Ces biens faisaient la garantie du Gouvernement lorsqu'il confiait aux naviculaires le transport des denrées nécessaires aux approvisionnements publics.

Il y avait hypothèque privilégiée, en quelques mains que ces biens tombassent.

De navibus non excusandis. (*Liv. 11 du code de Justinien, tit. 3, pag. 939, tom. 2 du Corpus Juris civilis*).

Des navires qui ne peuvent s'exempter du service public.

Ces réquisitions forcées étaient commandées par les besoins de l'État pour les bâtiments du port de 2000 muids.

Ne quid oneri publico imponatur. (*Liv. 11 du code de Justinien, tit. 4; pag. 940, tome 2 du Corpus Juris civilis*).

Défense aux bâtiments chargés pour le compte de l'État de rien prendre qui appartînt aux particuliers.

Si une trop grande charge faisait périr le bâtiment où cette loi était transgressée, il y avait peine pécuniaire et afflictive.

De Naufragiis. (*Liv. 11 du code de Justinien, tit. 5; pag. 940, tom. 2 du Corpus Juris civilis*).

Des Naufrages.

Obligations à remplir par le naviculaire qui a naufragé.

Dépôts nécessaires en pareil cas.

De quelle manière on doit informer pour un naufrage.

De Classicis. (*Livre 11, titre 12, du code de Justinien; pag. 950, tom. 2 du Corpus Juris civilis*).

Ces classiques paraissent avoir été des marins spécialement destinés à protéger la navigation.

La loi dont il est ici question charge le préfet d'Orient de les recruter. C'est une sorte d'inscription maritime ou de classe.

De nautis tiberinis. (*Liv. 11, tit. 26 du code de Justinien; pag. 953, tom. 2 du Corpus Juris civilis*).

Des navires qui fréquentent le Tibre.

Dans cette loi, même disposition à l'égard des petits navires du Tibre, que dans la loi *de navibus non excusandis* à l'égard des bâtiments de mer de 2000 muids. Les uns comme les autres sont obligés de se soumettre aux réquisitions qui leur sont faites d'opérer le transport des denrées et marchandises qui appartiennent à l'État.

De usuris nauticis. (*Novelle 106^e, titre 7;*

pag. 413, tom. 2 du *Corpus Juris civilis*. Nouvelle 109, tit. 11, pag. 424. *Idem.*)

Des intérêts dans les contrats maritimes. (Voir ma note *de nautico fœnore.*)

De littorum et itinerum custodiâ. (*Liv.* 12, tit. 45 du code de Justinien ; pag. 1029, tom. 2 du *Corpus Juris civilis*).

De la garde des côtes.

Conduite à tenir par les armateurs en quittant le port.

Défense de porter des marchandises chez les nations barbares.

Garde des côtes pour empêcher l'irruption des Barbares.

De Numerariis , Actuariis , etc. (*Livre* 12, tit. 1^{er} du code de Justinien ; pag. 1032, tom. 2 du *Corpus Juris civilis*).

De naufragio vel incendio. (*Liv.* 6, tit. 1^{er} du code de Justinien ; pag. 519, tom. 2 du *Corpus Juris civilis*).

Constitutiones Frederici Secundi Imperatoris (pag. 539 du tom. 2 du *Corpus Juris civilis*: *de Naufragiis peregrinis*).

Loi qui détermine le temps dans l'espace duquel on doit former plainte pour dommage

souffert par l'effet d'un naufrage ou d'un incendie.

Sous le même titre :

Constitution de l'Empereur Frédéric , qui conserve les propriétaires en pleine possession de leurs marchandises et de leur navire en quelque lieu de l'Empire que ce navire ait échoué ou éprouvé semblable malheur, à moins qu'il n'appartienne à des pirates ou à des ennemis.

De pretio piscis. (*Code Théodosien.*)

Du prix de la marée.

C'est une loi qui fixe le prix du poisson que les pourvoyeurs de la table de l'Empereur, *ministeriales obsonatores*, achetaient aux pêcheurs.

LISTE

DES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Ayant eu le département de la Marine et des Colonies, depuis l'année 1547 jusqu'en 1814.

CLAUSSE, premier secrétaire d'État à la création de la charge (du 14 sept. 1547 à 1558).

ROBERTET DE FRESNE (Florimond), secrétaire d'État (de 1558 à octobre 1567).

FIVES DE SAUVES (Simon), secrétaire d'État (de 1567 à 1579).

La charge est supprimée en 1579, et rétablie en 1588 en faveur de :

RUSÉ (Martin), secrétaire d'État (du 15 septembre 1588 au 6 novembre 1613).

DELOMÉNIE (Antoine), en survivance de Martin Rusé (du 6 novembre 1613 à août 1615).

DELOMÉNIE, comte de Brienne, en survivance (du 12 août 1615 au 23 février 1643).

GUÉNÉGAUD DE PLANCY (Henri), secrétaire d'État (du 23 février 1643 à février 1662).

DE LYONNE (Hugues), secrétaire d'État pour les affaires étrangères, et chargé du ministère de la marine (du 4 février 1662 à 1669).

COLBERT (Jean-Baptiste), ministre et secrétaire

d'État ayant le département de la Marine (de *février 1669* au *6 septembre 1683*).

COLBERT, marquis de Seignelay, secrétaire d'État en survivance, à compter de 1669 (de *septembre 1683* au *3 novembre 1690*).

PHÉLIPEAUX, comte de Pontchartrain (Louis), ministre de la marine (du *6 novembre 1690*, au *5 septembre 1699*).

PHÉLIPEAUX, comte de Pontchartrain (Jérôme), ministre de la marine (du *6 septembre 1699*, au *13 novembre 1715*).

PHÉLIPEAUX, comte de Maurepas (Jean-Frédéric), ministre et secrétaire d'État de la marine (du *13 novembre 1715*).

Conseil de Marine établi en septembre 1715 pour administrer pendant la minorité de Louis XV les affaires du département de la Marine.

MEMBRES DU CONSEIL.

Le comte DE TOULOUSE, amiral, chef du Conseil.

Le maréchal D'ESTRÉES, vice-amiral, président.

FLEURIAU D'ARMENONVILLE (Joseph-Jean-Bapt.).

FLEURIAU, comte de Morville (Charles-Jean-Baptiste).

RÉTABLISSEMENT DES MINISTRES.

ROUILLE (Antoine-Louis), ministre de la marine, passe aux affaires étrangères le *15 août 1751* jusqu'au *28 juillet 1754*.

MACHAULT (Jean-Baptiste), secrétaire d'État
(du 28 *juillet* 1754 au 1^{er} *février* 1757).

PEIRENNE DE MAURAS (François-Maurice), secrétaire d'État (du 1^{er} *février* 1757 au 1^{er} *juin* 1758).

DE MASSIAC (Claude-Louis), secrétaire d'État
(du 1^{er} *juin* 1758 au 1^{er} *novembre* 1758).

LENORMAND DE MEZY (Ange), adjoint au ministre de la marine (du 1^{er} *juin* 1758 au 1^{er} *novembre* 1758).

BERRYER (Nicolas-René), secrétaire d'État (du 1^{er} *novembre* 1758 au 13 *octobre* 1761).

CHOISEUL D'AMBOISE (Étienne-François), ministre de la Marine (du 15 *novembre* 1761 au 7 *avril* 1766).

CHOISEUL, duc de Praslin (César-Gabriel), secrétaire d'État (du 7 *avril* 1766 au 24 *décembre* 1770).

TERRAY (Joseph-Marie), contrôleur-général des finances, chargé par *interim* du ministère de la marine (du 24 *décembre* 1770 au 7 *avril* 1771).

BOURGEOIS DE BOYNE (Pierre-Étienne), ministre de la marine (du 7 *avril* 1771 au 19 *juillet* 1774).

TURGOT (Antoine-Robert-Jacques), secrétaire d'État (du 19 *juillet* 1774 au 24 *août* 1774).

DE SARTINE (Antoine-Raymond-Jean-Gilbert-Gabriel), secrétaire d'État, chargé de la ma-

rine le 24 août 1774, ministre le 6 juin 1775 jusqu'au 14 octobre 1780.

DELACROIX, maréchal de Castries (Charles-Eugène), ministre de la marine (du 14 octobre 1780 au 24 août 1787).

MONTMORIN DE SAINT-HEREM, chargé par *interim* du ministère (du 25 août 1787 au 23 décembre 1787).

DELALUZERNE (comte de), César-Henri, ministre de la marine (du 23 décembre 1787 au 23 octobre 1790).

CLARET DE FLEURIEU (Charles-Pierre), ministre de la marine (du 25 oct. 1790 au 15 mai 1791).

M. le vice-amiral THÉVENARD (Ant.-Jean-Marie), ministre de la marine (du 16 mai 1791 au 17 septembre 1791).

DELESSART, par *interim* (du 18 septembre 1791 au 1^{er} octobre 1791).

M. BERTRAND DE MOLLEVILLE (Ant.-François), ministre de la marine (du 2 octobre 1791 au 14 mars 1792).

LACOSTE (Jean), ministre (du 15 mars 1792 au 20 juillet 1792).

M. GRATET DUBOUCHAGE (François-Joseph), ministre de la marine (du 21 juillet 1792 au 11 août 1792).

M. MONGE (Gaspard), ministre de la marine (du 12 août 1792 au 10 avril 1793).

M. le contre-amiral DALBARADE (Jean), ministre, puis commissaire (du 10 *avril* 1793 au 13 *messidor an 3*, 1^{er} *juillet* 1795).

M. REDON DE BEAUPRÉAU, commissaire de marine (de *messidor an 3* au 16 *brumaire an 4*).

M. le vice-amiral TRUGUET (Laurent-Jean-François), ministre de la marine (du 16 *brumaire an 4* à *thermidor an 5*).

Le contre-amiral PLEVILLE LE PELEY (George-René), ministre de la marine (de *thermidor an 5* au 8 *floréal an 6*).

Le vice-amiral BRUIX (Étienne), ministre de la marine (du 8 *flor. an 6* au 14 *messid. an 7*).

M. BOURDON DE VATRY (Marc-Antoine), ministre (du 14 *messidor an 7* au 2 *frimaire an 8*).

FORFAIT (Pierre-Alexandre-Laurent), ministre (du 2 *frimaire an 8* au 9 *vendémiaire an 10*).

M. le vice-amiral DECRÈS (Denis), ministre (du 9 *vendémiaire an 10*, 1^{er} *octobre* 1801, au 29 *mars* 1814).

M. JURIEN (Charles-Marie), pendant l'absence de M. le baron Malouet, commissaire provisoire de la marine et des Colonies (du 2 *avril* 1814 au 13 *mai* 1814).

M. le baron MALOUE (Pierre-Victor), ministre et secrétaire d'Etat, ayant le département de la marine et des Colonies (le 13 *mai* 1814).

PERSONNEL.

AMIRAL DE FRANCE.

AMIRAUTÉS. = LEURS DROITS, ATTRIBUTIONS ET COMPÉTENCE.

30 août 1377.

TRANSACTION en forme d'ordonnance, homologuée au parlement, sur les droits de l'amirauté. (*Recueil de pièces sur la compétence de l'amirauté*, pag. 2).

7 décembre 1400.

Ordonnance servant de règlement sur le fait de l'amirauté. (*Recueil de Poncet*).

1480.

Ordonnance en faveur de l'amiral de Bourbon.

Juillet 1517.

Ordonnance servant de règlement sur le fait de l'amirauté.

4 mai 1537.

Déclaration du roi qui exempte les officiers de l'amirauté de tout impôt.

Février 1543.

Règlement de François I^{er}, sur le fait de l'ami-

rauté. (*Rec. de pièces concernant l'amirauté*, page 37).

Juillet 1554.

Édit portant confirmation de la compétence de l'amirauté générale de France, au siège de la table de marbre du palais à Paris, pour toutes les causes des étrangers, tant entre eux qu'avec les Français. (*R. de pièces concernant la compétence de l'amirauté*, page 45).

20 mai 1568.

Arrêt en faveur des jugemens de l'amirauté, sur leur compétence en matière de commerce maritime. (*R. de l'amirauté par Poncet*, p. 127).

Mai 1572.

Édit au sujet des actes que les huissiers de l'amirauté doivent faire à l'exclusion des autres huissiers. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, p. 235).

7 juillet 1572.

Arrêt du parlement de Paris sur les appels des sentences rendues dans des lieux du ressort de l'amirauté de France, et sur les premières instances formées dans des lieux du même ressort, qui n'ont point de sièges particuliers d'amirauté. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, p. 99).

19 juillet 1572.

Arrêt ayant pour objet la compétence des juges de l'amirauté. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, page 132).

1572.

Lettres patentes adressées aux parlemens de Paris, de Rouen et de Bretagne portant confirmation du pouvoir de l'amiral et des officiers de l'amirauté. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, page 51).

Mars 1584.

Édit concernant la juridiction de l'amirauté de France. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, p. 67).

26 juillet 1605.

Ordre du roi Henri IV, portant que les vice-amiraux, capitaines, commissaires, pilotes, canonniers, écrivains, charpentiers, et autres officiers de marine du Ponant, jouiront des mêmes privilèges, exemptions, etc. dont jouissent les officiers de Sa Majesté. (*Archiv. de Versailles*).

Décembre 1620.

Commission de vice-amiral, donnée par M. le duc de Montmorency. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, page 78).

30 juin 1625.

Commission d'intendant d'amirauté de France, adressée à celle de Paris. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, page 82).

Octobre 1626.

Édit de création de grand-maître, chef et surinten-

dant général de la navigation et du commerce de France pour M. le cardinal de Richelieu, avec la suppression des charges d'amiral et de vice-amiraux ; donné à Saint-Germain.

Janvier 1627.

Édit de suppression des charges de connétable et d'amiral de France à Paris.

13 décembre 1629.

Arrêt qui ordonne que les seigneurs jouissant des droits d'amirauté sur les côtes de Bretagne, Guyenne, etc., apporteront leurs titres au greffe du conseil, sous peine d'être déchus desdits droits. (*Us et cout. de la mer*, page 125).

17 avril 1635.

Arrêt qui confirme la table de marbre dans la connaissance directe des appels des sièges d'amirauté. (*R. de Poncets sur l'amirauté*, pag. 101).

1^{er} octobre.

Édit rendu au parlement d'Aix entre le lieutenant de l'amirauté d'Arles et le lieutenant du sénéchal du même lieu, portant règlement sur leur compétence. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, page 113).

23 mars 1641.

Tarif et règlement du cardinal de Richelieu pour les salaires et vacations des officiers de l'amirauté. (*Lebeau, Code des Prises*, tome 1^{er}, page 29).

7 mai 1644.

Arrêt qui attribue à M. le duc de Brezé les droits attachés à sa charge de grand-maître de la marine sur toutes les côtes de France. (*Us et cout. de la mer*, page 127).

19 août 1650.

Arrêt du conseil, qui attribue aux officiers de l'amirauté le droit de faire les procédures des prises pour les envoyer au grand-maître. (*Code de Chardon*, tome 1^{er}, page 38. — *Code de Lebeau*, tome 1^{er}, page 40).

14 octobre.

Arrêt du conseil, confirmatif des privilèges et droits de l'amiral.

4 mars 1654.

Arrêt qui ordonne que les seigneurs prétendant droit d'amirauté rapporteront leurs titres pardevant les commissaires nommés à cet effet. (*Us et cout. de la mer*, page 131).

8 mai 1660.

Arrêt du parlement de Paris, qui permet de faire assigner qui il appartiendra sur l'entreprise des juges-consuls et autres sur le commerce maritime. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, page 135).

20 mai.

Arrêt du parlement de Paris en faveur des juges

d'amirauté sur le trafic et commerce maritime contre les juges-consuls et autres. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, page 127).

22 juin 1668.

Arrêt sur les appellations des sentences rendues aux sièges ordinaires d'amirautés. (*R. de Poncet, sur l'amirauté*, page 104).

Novembre 1669.

Edit portant rétablissement de la charge d'amiral, et le règlement qui est à la suite. (*Code nav.* page 3, et *Valin*, tome 1^{er}, page 49).

12 novembre.

Provisions d'amiral en faveur de M. le comte de Vermandois.

Règlement sur les pouvoirs, fonctions, etc., de l'amiral. (*Cod. nav.* page 4).

20 août 1673.

Règlement des droits et salaires des officiers des sièges de l'amirauté. (*Cod. nav.* page 192).

25 août 1674.

Ordonnance portant que toutes les procédures concernant les prises et la vente de leurs effets seront faites à la requête des procureurs du roi des amirautés, et à la diligence des contrôleurs de la marine. (*Cod. nav.* page 198).

13 octobre 1676.

Arrêt portant défenses aux officiers de l'ami-

rauté de surseoir l'exécution des arrêts de main-levée des vaisseaux pris par les armateurs français. (*Code nav.* page 202).

13 avril 1679.

Arrêt du conseil d'état qui maintient définitivement les officiers de l'amirauté dans leur ancienne compétence sur les contrats maritimes contre les entreprises des consuls, et déroge à l'art. 7 du titre 12 de l'ordonnance du commerce de 1673. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, pages 137 et 163).

29 avril 1679.

Lettres-patentes qui confirment l'arrêt du conseil du 13 avril 1679, relatif au maintien de la compétence des officiers de l'amirauté. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, pages 137 et 163).

23 novembre 1683.

Provisions de la charge d'amiral de France, pour S. A. S. monseigneur le comte de Toulouse. (*C. nav.*, page 8).

31 décembre 1686.

Arrêt pour l'amirauté de Dunkerque. (*Compétence.*) (*Valin*, tome 1, page 134).

13 décembre 1687.

Arrêt qui adjuge les amendes et confiscations à M. l'amiral. (*Valin*, tome 1, page 84).

2 octobre 1689.

Arrêt portant attribution aux officiers des amirautés de juger les prises en première instance et de faire la vente des marchandises des vaisseaux confisqués.

25 juillet 1690.

Arrêt qui décharge les greffes d'amirauté des taxes sur les greffes. (*Valin*, tome 1, p 54).

23 décembre 1690.

Règlement de l'amirauté de Dunkerque, servant d'instruction au maître de quai, pour le havre de ladite ville. (*Valin*, tome 2, page 451).

15 juillet 1693.

Arrêt du conseil, qui fait défense aux officiers des juridictions de l'amirauté de permettre à l'avenir que leurs greffiers communiquent à quelques personnes que ce puisse être, aucune déclaration ou autres actes que les négociants font à leurs greffes, sous prétexte de compulser ni autrement.

14 août 1693.

Sentence de la table de marbre qui ordonne que les arrêts attributifs d'appel portés en ce tribunal, seront lus, publiés, affichés et signifiés à chaque procureur en particulier.

31 janvier 1694.

Déclaration pour la compétence de l'amirauté. (*Valin*, tome 1, page 135).

14 mars 1695.

Arrêt pour les droits de M. l'amiral dans les colonies, avec défense aux gouverneurs d'y rien prétendre. (*Valin*, tome 1, page 50).

13 décembre 1695.

Arrêt qui décharge les greffiers d'amirauté des taxes sur eux faites. (*Valin*, tome 1, p. 55).

1695.

Instruction concernant l'appel des jugements de M. l'amiral.

13 juin 1709.

Règlement général pour la régie et perception des droits de S. A. S. monseigneur le comte de Toulouse, pair, amiral de France, etc. (*R. du O. d'état*).

21 avril 1738.

Arrêt du parlement de Toulouse, qui donne aux officiers de l'amirauté de Cette, la préséance, etc. (*Valin*, tome 1, page 165).

12 juillet 1738.

Arrêt en faveur des huissiers et sergents des amirautés. (*Valin*, tome 1, page 188).

7 octobre 1738.

Arrêt qui en interprétant celui du 14 septembre 1728, ordonne que les employés des fermes déposeront aux greffes des amirautés des doubles seulement des procès-verbaux

qu'ils feront pour les affaires dont la connaissance est attribuée aux officiers des amirautés, enjoint à ceux de Saint-Malo, etc. (*Collect.*)

21 mars 1739.

Arrêt du parlement de Toulouse, confirmatif de celui du 21 avril 1738, pour la préséance des officiers de l'amirauté. (*Valin*, t. 1, p. 166).

Août 1743.

Édit concernant le dixième de l'amiral. (*Valin*, tome 2, page 378).

4 mai 1745.

Arrêt qui contient un nouveau règlement pour le droit d'ancrage appartenant à M. l'amiral. (*Valin*, tome 1, page 101).

19 avril 1750.

Arrêt du conseil pour la compétence de l'amirauté. (*Valin*, tome 1, page 114).

22 mars 1751.

Lettre de M. d'Argenson, pour les privilèges des Officiers de l'amirauté. (*Valin*, tome 1, page 164).

25 mai 1751.

Règlement de l'amirauté de la Rochelle, au sujet des ancrs laissées ou trouvées dans les rades. (*Valin*, tome 2, page 645).

15 mai 1756.

Déclaration portant suspension du dixième de l'amiral, et autres encouragements pour la course. (*Valin*, tome 2, page 382).

Septembre 1758.

Edit portant suppression du dixième de M. l'amiral dans les prises. (*Valin*, tome 2, p. 390).

6 août 1763.

Arrêt qui ordonne que les receveurs des droits des amirautés continueront de jouir de l'exemption de toutes corvées, etc. (*Col.*)

29 août 1766.

Lettres-patentes qui fixent le lieu où se tiendra la juridiction de l'amirauté de la table de marbre de Paris. (*Col.*)

24 mars 1771.

Arrêt portant défense de percevoir les droits de consulat et de boîte, qui avaient lieu dans quelques sièges d'amirauté. (*Col.*)

8 septembre 1772.

Arrêt qui accorde plusieurs modérations et exceptions à la perception des 8 sous pour liv. des droits d'amirauté, en exécution de l'édit du mois de novembre 1771. (*Col.*)

16 janvier 1780.

Arrêt concernant les droits des officiers des amirautés pour le dépôt des actes de cau-

tionnement des armateurs en course, et de ceux connus à Marseille sous le nom d'*Ecrite*. (*Collect.*)

4 mars 1781.

Arrêt du conseil, concernant le dépôt aux greffes des amirautés, des liquidations particulières, et des comptes de dépenses des relâches et désarmements des corsaires.

12 avril 1782.

Lettres-patentes du roi, portant translation à l'Orient d'une partie du siège de l'amirauté établi à Vannes.

11 janvier 1783.

Lettres-patentes du roi, portant création d'un substitut du procureur du roi en l'amirauté de Vannes, pour résider à l'Orient avec fixation du district de ladite amirauté.

15 janvier 1783.

Ordonnance du roi, portant défense aux officiers des amirautés de prendre aucun intérêt directement ni indirectement dans les bâtiments armés en course, à peine d'interdiction, et de 1500 liv. d'amende.

13 février 1785.

Règlement du roi, concernant les droits, salaires et vacations des officiers des amirautés et des experts, pour la visite ordonnée par la déclaration du 17 août 1779.

Mars 1785.

Edit du roi, portant suppression de l'amirauté de Grand-Camp, et réunion de siège à l'amirauté d'Isigny.

Mars 1785.

Edit du roi, portant réunion et désunion, suppression et création d'offices dans le siège de l'amirauté particulière de Marseille.

8 mars 1786.

Ordonnance du roi. Règlement pour l'uniforme des officiers d'amirauté.

2 septembre 1786.

Lettres-patentes du roi, portant fixation des limites entre l'amirauté de Vannes et celle de l'Orient.

7 janvier 1791.

Loi portant établissement de tribunaux de commerce dans les villes où il existait des amirautés.

18 mai 1814.

Ordonnance du roi, qui confère la dignité d'amiral de France à Monseigneur le duc d'Angoulême, et donne le titre de premiers inspecteurs généraux aux inspecteurs généraux des côtes du Nord, de l'Océan, de la Méditerranée et de la Ligurie. (*Bull. des lois*, n° 12, 5^e série, page. 111).

ADMINISTRATION CENTRALE.

CONSEILS DE MARINE. == BUREAUX. == PORTS
DE LETTRES. == FRANCHISE. == CONTRE-
SEING. == CORRESPONDANCE. == PAQUEBOTS.

16 juin 1639.

LETTRE du secrétaire général de la marine sur
le conseil de marine.

21 ou 23 septembre 1676.

Règlement pour l'assemblée de marine. (*Code
nav.* 6).

2 janvier 1695.

Provision de secrétaire général de la marine
en faveur du sieur de Valincourt.

1697.

Règlement pour les fonctions de M. Colbert sur
tout ce qui concerne le service de la marine,
des galères, du commerce et des fortifica-
tions.

23 décembre 1702.

Déclaration du roi servant de nouveau règle-
ment pour les lettres d'État.

3 novembre 1715.

Ordonnance du roi servant de règlement pour le conseil de marine. (*R. du Cons. d'État*).

11 juillet 1716.

Ordonnance du roi servant de règlement pour le conseil de marine. (*R. du C. d'État*).

31 août 1720.

Ordonnance du roi servant de règlement pour le conseil de marine. (*R. du C. d'État*).

29 mai 1730.

Règlement pour l'établissement d'un conseil royal de marine. (*R. du C. d'État*).

31 juillet 1763.

Ordonnance portant règlement au sujet des paquebots destinés à la correspondance des colonies. (*Col.*)

1^{er} janvier 1768.

Règlement sur l'établissement d'une imprimerie dans l'hôtel de la guerre, et en même temps à l'usage de la marine. (*Col.*)

1^{er} mars 1773.

Ordonnance concernant la correspondance des sujets de Sa Majesté dans les colonies françaises de l'Amérique. (*Col.*)

Juin 1776.

Édit portant établissement à Versailles d'un

dépôt des papiers publics des colonies. (*Col.*)

28 juin 1783.

- Arrêt du conseil d'État portant établissement de paquebots pour communiquer avec les États-Unis d'Amérique.

14 septembre 1786.

- Règlement pour les paquebots établis par arrêt du conseil du 14 septembre 1786, pour communiquer avec les colonies françaises aux îles du Vent et sous le Vent, les îles de France et de Bourbon, et les États-Unis de l'Amérique.

25 frimaire an 8.

- Loi qui organise la poste aux lettres. (*Bulletin des Lois*, tome 9, 2^e série, n° 337).

14 nivose.

- Organisation administrative de la poste aux lettres. (*Bull. des Lois*, 3^e série, tome 1^{er}, n° 44).

27 prairial.

- Arrêté portant règlement sur les franchises et contre-seings. (*Bulletin des Lois*, 3^e série, 1^{er} vol. n° 30).

15 brumaire an 9.

- Arrêté additionnel à celui du 27 prairial an 8 sur les franchises et contre-seings. (*Bullet. des Lois*, 3^e série, tom. 2, page 101).

27 prairial an 9.

Arrêté qui renouvelle les défenses faites par les lois des 26 août 1790, 21 septembre 1792, et l'arrêté du 26 vendémiaire an 7, aux entrepreneurs de voitures libres de transporter les lettres, journaux, etc. (*Bull. 3^e série*, tome 3, page 112).

19 germinal an 10.

Arrêté contenant tarif pour les correspondances maritimes et coloniales. (*Journal militaire*, vol. 25, page 643).

14 floréal.

Fixation de la taxe des lettres suivant le poids. (*Bull. des Lois*, 3^e série, tome 6, page 243).

14 fructidor.

Arrêté contenant règlement pour la taxe ou l'affranchissement des lettres ou paquets relatifs aux pays desservis par les postes de l'Empire. (*Bull. des Lois*, tome 6, 3^e série, pag. 656).

4 messidor.

Arrêté relatif à la taxe des lettres et paquets expédiés de France en Angleterre ou d'Angleterre en France. (*Bull. des Lois*, 3^e série, tome 6, page 423).

2 messidor an 12.

Décret concernant les lettres et paquets sai-

4.

sis en contravention aux réglemens sur le service des postes. (*Bull. des Lois*, 4^e série, tome 1^{er}, page 96).

24 avril 1806.

Nouvelles progressions de la taxe des lettres. (*Bull. des Lois*, 4^e série, tome 4, page 447).

31 juillet 1807.

Décret portant que, à moins de raisons particulières, les ministres n'enverront plus de courriers extraordinaires pour les dépêches pressées, et qu'elles seront expédiées par estafettes. (*M. S.*)

4 juin 1809.

Décret concernant l'affranchissement des lettres et paquets pour les États de Hollande. (*Bull. des Lois*, 4^e série, tome 10, page 242).

20 avril 1810.

Nouvelle taxe des lettres dans les distances au-delà de 1200 kilomètres. (*Bull. des Lois*, 4^e série, tome 12, page 311).

24 juillet.

Décret relatif à la création d'un conseil de marine. (*Journal militaire*, 2^e partie, 1810, page 362).

Décret portant nomination des membres du conseil de marine. (*Journ. militaire*, 2^e partie, 1810, page 363).

31 juillet 1810.

Décret qui nomme M. Redon , auditeur au Conseil d'État, secrétaire général du conseil de marine. (*M. S.*)

31 août.

Décret qui fixe le traitement des membres du conseil de marine. (*M. S.*)

7 janvier 1813.

Avis du conseil d'État sur la révision du recueil authentique des lois. (*Moniteur du 13 janvier 1813, n° 13, 5^e colonne.*)

22 janvier.

Avis du conseil d'État portant que les conflits entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, doivent être renvoyés à la commission du contentieux pour y être instruits conformément au règlement du 22 juillet 1806. (*Bullet. des Lois, 4^e série, tome 18, page 130, n° 473.*)

3 avril 1814.

Arrêté du Gouvernement provisoire qui nomme commissaire pour la marine M. le baron Malouet, et jusqu'à son arrivée M. Jurien. (*Bull. des Lois, 5^e série, n° 1, page 6.*)

13 mai.

NOMINATION DES MINISTRES.

M. d'AMBRAY, chancelier de France. (*M. DE*

BARENTIN conservera les honneurs de la charge).

Tous les membres du conseil d'État provisoire ainsi que M. le chancelier, et M. FERRAND, sont ministres d'État.

M. le prince de BÉNÉVENT, ministre et secrétaire d'État des Affaires étrangères.

M. l'abbé de MONTESQUIOU, ministre de l'Intérieur.

M. le général comte DUPONT, ministre et secrétaire d'État de la Guerre.

M. le baron LOUIS, ministre et secrétaire d'État des Finances.

M. le baron MALOUET, ministre et secrétaire d'État de la Marine.

M. le comte BEUGNOT, directeur général de la Police.

M. FERRAND, directeur général des Postes.

M. BÉRENGER, directeur général des Impositions indirectes. (*Bull. des Lois*, 5^e série, n^o 13, page 117).

29 mai 1814.

Décision du roi qui ordonne la formation près du ministre et secrétaire d'État de la Marine, de cinq commissions composées d'officiers généraux et d'administration supérieure de ce département, chargées d'examiner les demandes et titres, les services, les réclama-

tions, enfin les ordonnances et règlements de marine. (*Moniteur du 9 juin 1814*).

4 juin 1814.

Charte constitutionnelle. (*Bull. des Lois, 5^e série, n^o 17, page 197*).

6 juin.

Ordonnance du roi concernant l'organisation du dépôt de la marine. (*Bulletin des Lois, 5^e série, tome 1^{er}, page 229*).

8 juin.

Décision du roi qui fixe l'organisation des bureaux du ministère de la Marine et des Colonies, et nomme les directeurs. (*Moniteur du 12 juin*).

ORGANISATIONS.

ÉTATS - MAJORS. = NOMINATIONS. = AVANCE-
MENTS. = PROVISIONS. = FONCTIONS.

27 mars 1669.

RÉGLEMENT sur l'entretien des officiers
de marine. (*Cod. Nav.*, page 153).

15 avril.

Réglement sur le commandement des officiers
en pied et en second, servant sur les vais-
seaux de Sa Majesté. (*Cod. Nav.*, page 154).

22 novembre.

Ordonnance portant qu'aucun officier de ma-
rine ne pourra être reconnu qu'il ne soit
pourvu du roi. (*Cod. Nav.*, page 125).

27 décembre 1671.

Réglement sur le nombre d'officiers qui doi-
vent commander les vaisseaux de chaque
rang. (*Cod. Nav.*, page 102).

12 mars 1672.

Réglement pour le commandement des lieu-

tenants-généraux et des chefs d'escadres dans les ports. (*Cod. Nav.*, page 111).

24 mars 1672.

Règlement pour le commandement entre les anciens lieutenants et les capitaines en second (*Cod. Nav.*, page 111).

18 juin.

Pouvoirs aux capitaines de frégates légères de commander aux lieutenants de vaisseau. (*Cod. Nav.*, page 112).

20 mai 1673.

Ordonnance pour la nourriture des aumôniers, chirurgiens et écrivains de chaque vaisseau. (*Cod. Nav.*, page 179).

7 juin 1674.

Règlement sur les fonctions du prévôt général de la marine et ses lieutenants. (*Cod. Nav.*, page 158).

3 août.

Règlement pour le commandement entre les chefs d'escadres portant le titre des provinces. (*Cod. Nav.*, page 112).

14 décembre.

Ordonnance portant que les capitaines de frégates légères commanderont aux capitaines de brûlots à la mer et dans les ports. (*Cod. Nav.*, page 113).

17 février 1675.

Règlement sur le commandement des officiers généraux et particuliers dans les ports. (*Cod. Nav.*, page 155).

26 octobre 1676.

Ordonnance portant que les lieutenants des ports commanderont aux capitaines de brûlots dans lesdits ports. (*Cod. Nav.*, page 117).

27 octobre.

Ordonnance portant que les capitaines en second commanderont à la mer et ailleurs aux lieutenants de marine. (*Cod. Nav.*, page 117).

31 mars 1677.

Ordonnance sur le commandement des vaisseaux et galères.

Août 1681.

ORDONNANCE de la marine, commentée par Valin et autres. (*Voy. la préface*, p. 13 et 18).

15 avril 1689.

ORDONNANCE pour les armées navales et arsenaux de marine. (*Col. Cod. Nav.*, p. 207).

23 mars 1690.

Ordonnance portant que les capitaines de frégates légères, de galiotes et de brûlots, servant de capitaines en second, feront le quart. (*Col. cah.* 21).

2 juin 1694.

Ordonnance qui oblige de prendre un aumônier pour tout voyage de long cours où il y a vingt-cinq hommes. (*Valin*, tome 1, page 467 et 468).

25 avril 1696.

Règlement du roi concernant les fonctions des officiers de la marine qui seront envoyés dans les villes et lieux maritimes du royaume. (*R. du C. d'État*).

2 février 1701.

Ordonnance pour prendre un aumônier lorsqu'il y a trente hommes d'équipage. (*Valin*, tom. 1^{er}, page 442)

26 avril 1702.

Édit du roi portant création de cent commissaires de marine et galères.

avril 1704.

Édit du roi portant création de huit inspecteurs généraux de la marine et des galères, de cent commissaires de marine aux classes, et de huit commissaires inspecteurs des vivres de la marine.

Édit du roi qui révoque les commissions ci-devant données pour exercer les fonctions de prévôts, lieutenants, exempts, procureurs de Sa Majesté, greffiers et archers dans

les ports et villes maritimes ; crée et érige une juridiction sous le nom de *Prévôté de la Marine* dans chacune des villes de Brest, Rochefort, Toulon, Marseille, Dunkerque, le Hâvre, Port-Louis et Bayonne, avec les officiers qui doivent la composer.

21 juillet 1716.

Ordonnance du roi qui règle les fonctions des officiers de la prévôté de la marine. (*R. du C. d'État*).

14 décembre.

Ordonnance pour le service des galères. (*R. du C. d'État*).

20 août 1718.

Règlement pour servir d'instruction aux écrivains des galères du roi. (*R. du C. d'État*).

7 novembre 1719.

Règlement pour ce qui doit être observé dans les ports et arsenaux du royaume pour la conservation des vaisseaux de Sa Majesté. (*R. du C. d'État*).

27 septembre 1748.

Ordonnance portant réunion du corps des galères à celui de la marine. (*Col.*)

22 mai 1759.

Mémoire du roi pour servir d'instruction aux commissaires et écrivains embarqués à la

suite des escadres ou sur les vaisseaux et autres bâtiments de Sa Majesté. (Col.)

12 décembre 1759.

Ordonnance concernant les commis employés aux écritures dans les bureaux des ports et dans ceux des départements et quartiers des classes. (Col.)

14 septembre 1764.

Ordonnance concernant les officiers de la marine. (Col.)

Ordonnance concernant les gardes du pavillon et de la marine, et les volontaires. (Col.)

25 mars 1765.

ORDONNANCE concernant la marine (*Voyez la préface*, page 19. (Col.)

Ordonnance concernant les officiers d'administration de la marine et les écrivains. (Col.)

Ordonnance concernant les ingénieurs-constructeurs de la marine. (Col.)

18 juin 1769.

Arrêt qui fait défense aux officiers d'amirauté d'emmagasiner chez eux les marchandises et effets provenant des bris, naufrages et échouements. (Col.)

14 juin 1772.

Instruction concernant le service à remplir dans les ports, en exécution de l'ordonnance du 18 février 1772. (Col.)

1^{er} janvier 1774.

Ordonnance concernant les officiers de port, et l'établissement d'élèves de port. (*Col.*)

8 novembre.

Ordonnance pour régler provisoirement ce qui sera observé dans les différentes parties du service de la marine. (*Col.*)

1^{er} décembre 1775.

Ordonnance pour séparer les officiers de port, des officiers de vaisseaux. (*Col.*)

27 septembre 1776.

ORDONNANCE concernant la régie et administration générale et particulière des ports et arsenaux de marine. (*Col.*)

Ordonnance portant établissement de contrôleurs de la marine. (*Col.*)

Ordonnance portant établissement de commissaires généraux et ordinaires des ports et arsenaux de marine, et des gardes-magasins. (*Col.*)

Ordonnance concernant les officiers de port. (*Col.*)

Ordonnance pour régler les fonctions dont les officiers de la marine seront chargés sur les escadres et à bord des vaisseaux, etc. (*Col.*)

10 mai 1777.

Ordonnance pour donner le rang de lieutenant-colonel aux cinquante plus anciens lieutenants de vaisseaux. (*Col.*)

27 septembre 1778.

Ordonnance pour la suppression du corps des officiers d'administration et des écrivains de la marine. (*Col.*)

1^{er} novembre 1784.

Règlement du roi, concernant le service à exécuter par le commis aux revues et aux approvisionnements à bord des vaisseaux armés, préposé par l'ordonnance du 1^{er} novembre, pour remplir les fonctions qui étaient attribuées par celle du 27 septembre 1776, à l'officier chargé du détail.

28 août.

Ordonnance du roi, concernant les capitaines de ses vaisseaux, lorsqu'ils ne seront pas en activité de service.

1^{er} novembre.

Ordonnance du roi, pour établir des intendants ou commissaires attachés aux armées navales, et des commis aux revues et aux approvisionnements à bord de chaque vaisseau, frégate, ou autre bâtiment.

1^{er} janvier 1786.

Règlement concernant le service des officiers de la marine à la mer.

Règlement sur les états-majors et équipages dont les vaisseaux et autres bâtiments du roi seront armés, ensemble les appointements et solde de ceux qui doivent les composer.

Ordonnance du roi, pour régler les appointements et uniforme des officiers de la marine.

Ordonnance du roi, concernant les ingénieurs-constructeurs de la marine.

Ordonnance du roi, concernant les officiers de ports.

Règlement sur la formation des rôles de combats et de quart à bord des vaisseaux.

Ordonnance du roi, concernant les volontaires employés sur les vaisseaux de Sa Majesté.

Règlement sur le service particulier des officiers de quart à bord des vaisseaux.

Règlement concernant les écoles d'hydrographie, et la réception des capitaines-mâîtres ou patrons.

6 mai 1787.

Ordonnance du roi, concernant les élèves-constructeurs des ports marchands.

7 juillet 1790.

Décret constitutionnel sur l'armée navale. (*Journal milit.*, vol. 1, page 162).

11 juillet 1790.

Décret relatif au service des officiers de la marine marchande à bord des vaisseaux de guerre. (*Journal milit.*, vol. 1, page 171).

7 janvier 1791.

Décret relatif à l'avancement des gens de mer en paye et en grade, sur les vaisseaux de l'état. (*Journal milit.*, vol. 2, page 191).

15 mai, — 1^{er} juin, — 6 juillet 1791.

Décrets relatifs à l'organisation de la marine, mode de nomination, correspondance entre les grades du service de terre et de mer. (*Journal milit.*, vol. 3, pages 540, 546, 550, 552).

28 septembre 1791.

Loi relative à l'administration de la marine.

12 octobre 1791.

Loi concernant l'administration des ports et objets y relatifs. (*Journal milit. suppl.*, vol. 4, page 247).

17 septembre 1792.

Loi concernant l'organisation de la marine. (*Journal milit. suppl.*, vol. 4, page 712).

25 janvier 1793.

Décret sur l'organisation des maîtres, contre-maîtres, aides, ouvriers et autres employés. (*Journal milit.*, vol. 6, page 71).

26 janvier 1793.

Décret concernant les officiers de santé des hôpitaux et des vaisseaux. (*Journal milit.*, vol. 6, page 80)

14 février 1793.

Décret relatif à l'administration civile de la marine et des colonies. (*Journal milit. suppl.*, vol. 5, page 68).

26 février 1793.

Décret pour l'organisation de la marine militaire. (*Journal milit.*, vol 6, page 109).

22 juillet 1793.

Instruction pour les commissaires et autres officiers de marine. (*Journal milit. suppl.*, vol. 2, page 609).

2 brumaire an 4.

Loi sur l'administration des ports et arsenaux de la marine. (*Journal milit.*, vol. 12, p. 243).

3 brumaire an 4.

Loi concernant la composition de l'état-major et équipage des vaisseaux, et autres bâtimens. (*Journal milit.*, vol. 12, page 126).

Loi relative à l'avancement des gens de mer sur les bâtimens de l'état. (*Journal milit.*, vol. 12, page 167).

Loi sur l'organisation de la marine militaire. (*Journal milit.*, vol. 12, page 188).

3 brumaire an 4.

Loi concernant l'admission et l'avancement des officiers de la marine militaire, et la réception des capitaines des bâtimens de commerce, maîtres au petit cabotage, pilotes côtiers et pilotes lamineurs. (*Journ. mil.*, vol. 12, p. 157).

Loi concernant l'organisation des états-majors de la marine dans les ports. (*Journal milit.*, vol. 12, page 148).

1^{er} brumaire an 5.

Loi pour le service et les fonctions de capitaine d'armes, à bord des bâtimens de l'état. (*Journal milit.*, vol. 14, page 213).

25 floréal an 5.

Arrêté concernant l'organisation des états-majors de l'armée navale. (*Journal milit.*, vol. 15, page 579).

11 messidor an 7.

Instruction rédigée par l'inspection générale du service de santé, concernant les dispenses du service de la marine ou l'admission à ce service. (*Journal milit.* vol 19, page 639).

7 floréal an 8.

Arrêté sur l'organisation de la marine. (*Journal milit.*, vol. 21, page 939).

7 thermidor an 8.

Arrêté portant règlement sur l'organisation et
5.

le service général de la marine. Suite du précédent. (*Journal milit.*, vol 21, page 947).

29 thermidor an 8.

Arrêté relatif à la composition et à l'organisation du corps des officiers de la marine. (*Journal milit.*, vol. 21, page 962).

22 prairial an 10.

Arrêté relatif à la division des travaux des ports et à leur classement dans les attributions du ministre de la marine et de l'intérieur. (*Journal milit.*, vol. 25, page 731).

20 nivôse an 11.

Arrêté relatif à la formation de cinq compagnies de gendarmerie dans les ports. (*Journal milit.*, vol. 27, page 451).

21 prairial an 11.

Arrêté qui détermine le nombre des officiers de vaisseaux embarqués sur les bâtiments de l'état, leur traitement de table et service à bord. (*Journal milit.*, vol. 27, page 451).

30 fructidor an 11.

Arrêté portant qu'il sera formé un bataillon de marins, sous la dénomination de matelots de la garde. (*Journal milit.*, vol. 27, page 391).

12 prairial an 13.

Décret sur l'organisation du service militaire et administratif à Gènes. (*Journal milit.*, vol. 31, page 160).

15 *messidor* an 13.

Décret relatif à l'organisation du port de Gênes.
(*Journal milit.*, vol. 31, page 174).

10 *mars* 1807.

Décret portant organisation des officiers de port
de commerce. (*R. des lois*, t. 17, page 4).

23 *février* 1809.

Décret qui nomme le S^r Redon, auditeur au
conseil d'état, chef d'administration à Lo-
rient. (*M. S.*)

9 *mars* 1809.

Décret qui nomme vice-amiraux les contre-
amiraux Allemand et Ed. Burg. Missiessy.
(*M. S.*).

28 *mars* 1809.

Décret qui nomme M. le capitaine de vaisseau
Daugier, préfet maritime à Lorient, 4^e arron-
dissement maritime. (*M. S.*).

31 *juillet* 1810.

Décret qui nomme le vice-amiral Truguet pré-
fet maritime à Rochefort. (*M. S.*)

31 *octobre* 1810.

Décret qui nomme le contre-amiral Dordelin
Préfet maritime à Brest. (*M. S.*).

6 *janvier* 1811.

Décret qui applique aux jeunes gens sujets
à la conscription, embarqués sur les bâti-

ments de guerre en qualité de médecins, chirurgiens ou pharmaciens, les dispositions du décret du 19 juillet 1810, relatif aux jeunes gens employés, en ladite qualité, au service de santé des armées de terre. (*non imprimé*).

29 mars 1811.

| Décret qui établit près le ministre de la marine un conseil des constructions navales.

Décret du même jour qui nomme les membres de ce conseil. (*M. S.*).

11 avril 1811.

Décret qui nomme le vice-amiral Allemand commandant de l'escadre à Lorient. (*M. S.*).

4 juin 1811.

Décret qui nomme le contre-amiral Lhermitte préfet maritime du 6^e arrondissement. (*M. S.*).

16 août 1811.

Décret qui nomme le contre-amiral Emériau vice-amiral. (*M. S.*).

15 septembre 1811.

Décret qui nomme contre-amiraux les capitaines de vaisseau Petit, Hamelin et Duperré. (*M. S.*).

7 avril 1813.

Décret qui nomme le vice-amiral Emériau, grand officier de l'empire, inspecteur géné-

ral des côtes de la Ligurie , et le vice-amiral Verhuel , grand officier de l'empire , inspecteur général des côtes de la mer du nord. (*B. des lois*, t. 18, p. 568, n° 493, 4^e série).

On consultera plus particulièrement,

Pour le rang et le commandement :

Articles 114, 115, 117 et 120 à 127, de l'ordonnance de 1765 ;

Art. 3 et 16 de la loi du 3 brumaire an IV ;

Id. 57 de l'arrêté du 7 thermidor an VIII ;

Id. 5, 6 et 7 de l'arrêté du 7 floréal an VIII ;

Id. 10 et 11 du règlement du 7 floréal an VIII ;

Id. 26, 28 et 56 de l'arrêté du 29 thermidor an VIII ;

Id. 1 et 5 du règlement de l'an XII ;

Décret du 10 mars 1807.

Pour le commandement et le service en rade et à la mer :

Art. 9, 10, 991, 995, 639, 1112, 1118, 1121, 1122, 1123 de l'ordonnance de 1765 ;

Art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 16, 21, 23, 27, 29 de l'ordonnance de 1786 ;

Art. 9 du décret du 11 septembre 1810 ;

Id. 15 de l'arrêté du 27 thermidor an VIII ;

Id. 43 du même.

Pour le commandement et le service en rade :

De l'article 1087 à 1104 de l'ordonnance de 1765 ;

Art. 989, 1114, 1115, 1116, 1129 et 1130 *idem* ;

Art. 25, 26 et 27 de l'ordonnance du 3 mars 1781, sur les Échelles du Levant, titre de la police sur les bâtiments marchands.

Pour le commandement sous voiles :

De l'article 1139 à 1147 de l'ordonnance de 1765 ;

Art. 1168 *idem*.

Art. 29 des instructions et avertissements généraux de la Tactique navale.

*Pour le commandement dans les rencontres
d'escadres :*

Art. 200 à 204 de l'ordonnance de 1765.

Pour les États-majors et leur service :

Les huit premiers articles de l'arrêté du 25 floréal an v, sur l'organisation des états-majors des armées navales.

Art. 286, 294, 295, 296, 297, 298, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1169 de l'ordonn. de 1765.

Art. 1, 2, 9, 10, 12, 13, de l'arrêté du 16 brumaire an xii.

*Pour la destination des officiers sur les
vaisseaux :*

Articles 733, 734, 736, 737 de l'ordonnance
de 1765.

*Pour les détachements de vaisseaux et
chaloupes :*

Article 1131 à 1135, 1137 et 1138 de l'ordon-
nance de 1765.

Art. 1124 *idem*.

Art. 86 du règlement du 1^{er} janvier 1786, sur
le service des officiers de la marine à la mer.

21 avril 1814.

Ordonnance de Monsieur, lieutenant-général
du royaume, qui réintègre dans son grade
de capitaine de vaisseau le S^r Saint-Cricq.
(*Moniteur du 29 avril*).

Ordonnance du Roi qui détermine le nombre
de bâtiments de guerre et de transport qui
resteront armés, ainsi que le nombre d'offi-
ciers-généraux employés. (*Monit. du 11 mai*).

12 mai 1814.

Ordonnance du Roi sur l'organisation du corps
royal du génie. (*B. des lois, 5^e série, page
151, n^o 14*).

12 mai 1814.

Ordonnance du Roi sur l'organisation de l'infanterie française. (*B. des lois*, 5^e série, n^o 14, page 121).

18 mai 1814.

Décision du Roi portant que M. le baron Sané continuera d'exercer les fonctions d'inspecteur-général du génie maritime, et qui nomme M. Rolland, chef du génie maritime, inspecteur adjoint. (*Moniteur du 1^{er} juillet*).

21 mai 1814.

Ordonnance du Roi concernant la dénomination des officiers chargés de la surveillance et de la direction des travaux maritimes. (*B. des lois*, 5^e série, n^o 23, page 279).

25 mai 1814.

Ordonnance du Roi sur les services, les récompenses, l'avancement et les pensions à accorder aux anciens officiers de la marine. (*B. des lois*, n^o 12, 5^e série, page 114. *Moniteur du 26 mai*).

15 juin 1814.

Ordonnance du Roi portant dissolution de l'équipage des marins de la garde, et qui nomme à divers grades plusieurs officiers de ce corps. (*B. des lois*, 5^e série, page 244. *Moniteur du 16 juin*).

1^{er} juillet 1814.

Ordonnance du Roi portant règlement sur la composition du corps de la marine , et sur le service , l'avancement , les appointements et le rang des officiers. (*Moniteur du 3 juillet 1814*).

Ordonnance du Roi relative aux titres et dénominations des officiers supérieurs militaires et civils de la marine, employés dans les ports et arsenaux et sur les flottes. (*Moniteur du 3 juillet 1814*).

Ordonnance du Roi concernant les officiers de la marine en non-activité. (*Moniteur du 4 juillet*).

Ordonnance du Roi portant règlement sur les grades et classes , payes , mode d'avancement des gens de mer , et sur la composition des états-majors et équipages des bâtiments de la marine royale. (*Moniteur du 4 juillet*).

ÉLÈVES DE LA MARINE.

GARDES DU PAVILLON. — GARDES DE LA MARINE.
ASPIRANTS.

22 avril 1670.

RÉGLEMENT sur la compagnie des gardes de la marine et le rang de ses officiers. (*Archives à Versailles*).

10 octobre 1670.

Service des gardes de la marine embarqués sur le vice-amiral. (*Archiv. de Versailles*).

13 avril 1682.

Règlement pour les gardes de la marine. (*Arch.*).

8 octobre 1683.

Règlement du Roi sur la manière dont les gardes-marine doivent être entretenus, et sur la nature de leur service. (*Arch.*).

21 août 1684.

Ordonnance qui règle le logement de l'officier commandant en chef les gardes de la marine embarqués sur les vaisseaux. (*Col.*).

16 juin 1685.

Ordre du Roi pour empêcher que les gardes de la marine passent sous le commandement d'un autre officier que leur capitaine dans les descentes. (*Arch.*).

18 décembre 1685.

Ordonnance portant règlement sur les détachements des gardes de la marine. (*Arch.*).

28 octobre 1686.

Ordonnance portant défense aux gardes de la marine de s'éloigner de plus d'un quart de lieue des arsenaux , sous quelque prétexte que ce soit , ni de porter des fusils à la campagne , à peine de prison et de cassation , en cas de récidive. (*Arch.*).

7 septembre 1716.

Ordonnance du Roi pour la disposition et la discipline de la compagnie des gardes de l'étendard réal des galères. (*R. du C. d'état*).

18 novembre 1716.

Ordonnance du Roi portant établissement d'une compagnie de gardes du pavillon amiral. (*R. du C. d'état*).

11 janvier 1762.

Ordonnance portant fixation du nombre des gardes de la marine , et règlement pour leur solde. (*Col.*).

29 août 1773.

Ordonnance portant réduction et fixation du nombre des gardes de la marine, et augmentation de places d'enseignes de vaisseau dans les brigades du corps royal de la marine. (*Collection*).

2 mars 1775.

Règlement pour la police et la discipline des gardes du pavillon et de la marine, et des aspirants. (*Col.*).

2 mars 1775.

Ordonnance concernant les gardes du pavillon et de la marine. (*Col.*).

1^{er} janvier 1786.

Ordonnance du Roi qui supprime les compagnies des gardes du pavillon amiral et celles des gardes de la marine, crée des élèves de la marine et règle la forme de l'instruction et de l'avancement des jeunes gens destinés à entrer dans la marine.

28 janvier 1787.

Règlement concernant les élèves de la marine.

11 septembre 1810.

Décret sur les aspirants. (*M. S.*)

Se reporter pour le service des élèves et aspirants.
Aux articles 1^{er}, 2, 6 et 12 de l'instruction

du 7 mars 1781, pour les élèves de la marine embarqués sur les vaisseaux de Sa Majesté ;

Articles 59, 60, 61, 62, 66, 68, 69, 70, 71, 74 de l'ordonnance de 1786 sur les élèves ;

Art. 1^{er}, 2, 3 à 9, 12 et 20 du règlement de l'an 12, pris dans l'ordonnance de 1786 ;

Art. 1^{er}, 2, et 3 de la loi du 3 brumaire an 4, sur l'avancement et l'admission des officiers de la marine militaire ;

Décret du 11 décembre 1810.

25 mai 1814.

Ordonnance du Roi qui crée un état-major des gardes du pavillon amiral. (*B. des lois*, 5^e série, tom. 1, page 112).

CLASSES.

ENROLEMENTS. = LEVÉES.

17 décembre 1665.

ORDONNANCE pour l'enrôlement général des matelots, et la fermeture des ports de Poitou et de Saintonge. (*Cod. nav.*, page 118).

4 mars 1667.

Ordonnance portant que les capitaines des vaisseaux de Sa Majesté, commis à la levée des équipages nécessaires pour l'armement des vaisseaux, pourront contraindre, par toutes sortes de voies, les matelots, pilotes, canoniers, et autres gens de mer, qui refuseront de s'engager volontairement. (*Cod. nav.*, page 120).

22 septembre 1668.

Ordonnance pour l'enrôlement des matelots par classes. (*Cod. nav.*, page 121).

4 septembre 1669.

Ordonnance pour l'enrôlement des matelots, en Bretagne. (*Cod. nav.*, page 123).

Janvier 1670.

Edition pour l'enrôlement des matelots, en Bretagne. (*Cod. nav.*, page 125).

19 avril.

Ordonnance pour l'enrôlement général des matelots dans toutes les provinces maritimes du royaume. (*Cod. nav.*, page 127).

Mai.

Edition pour l'enrôlement des matelots en Provence. (*Cod. nav.*, page 130).

13 juillet.

Ordonnance portant qu'il sera donné un bulletin à chaque matelot des classes de Provence. (*Cod. nav.*, page 133).

Novembre.

Déclaration sur l'édit du mois de janvier 1670, pour l'enrôlement des matelots en Bretagne. (*Cod. nav.*, page 134).

19 décembre.

Ordonnance sur la publication des classes et le paiement de la solde et demi-solde. (*Cod. nav.*, page 135).

6 mars 1671.

Ordonnance pour la division des matelots de Bretagne, en cinq classes. (*Code navig.*, page 136).

21 août 1671.

Ordonnance contre les matelots de Provence, qui s'absentent lors de la publication des rôles. (*Cod. nav.*, page 136).

14 avril 1673.

Ordonnance portant défenses aux matelots des 4^e et 5^e classes de Bretagne, de s'embarquer sur aucun vaisseau marchand ou armé en course. (*Cod. nav.*, page 137).

7 août 1675.

Ordonnance pour la subsistance des femmes et familles des matelots, lorsqu'ils seront en mer. (*Cod. nav.*, page 152).

25 novembre 1683.

Ordonnance pour l'enrôlement des matelots de la province de Normandie, en quatre classes. (*Col.*, *cah.* 1).

14 septembre 1684.

Ordonnance qui permet aux matelots de la classe de service de s'engager aux armateurs. (*Col.*, *cah.* 3).

25 juillet 1685.

Ordonnance qui enjoint aux matelots de se présenter aux jours indiqués pour passer la revue, et ordonne aux propriétaires de ceux qui sont en mer d'en dire le nom et le si-

gnalement, sous peine de 10 fr. d'amende.
(*Col., cah. 9*).

15 juin 1687.

Ordonnance qui permet aux matelots de la classe de service du département de Rochefort, de servir sur les bâtimens particuliers.
(*Col., cah. 17*).

17 décembre 1689.

Ordonnance qui défend de recevoir à bord aucun matelot, qu'il n'ait été distribué par le bureau des classes.

12 novembre 1691.

Ordonnance qui fait défense de sortir aucun navire des ports de Provence et de Languedoc, jusqu'à ce que la flotte en armement à Toulon soit pourvue de matelots.

1^{er} janvier 1693.

Mémoire servant de règlement sur l'ordre qui doit être observé par rapport aux matelots et aux armemens.

4 avril.

Ordonnance du Roi contre les matelots qui se cacheront ou se retireront chez eux, après avoir reçu leurs avances.

31 août 1695.

Ordonnance qui défend aux matelots qui au-
6.

- ront reçu des avances pour servir sur les vaisseaux du Roi, de substituer d'autres personnes à leur place.

14 septembre 1695.

Ordonnance portant défenses aux maîtres des bâtiments de la rivière de Loire, de prendre d'autres matelots que ceux portés dans les rôles arrêtés par le commissaire de la marine, à Nantes.

6 janvier 1722.

Règlement concernant les ouvriers des départements, et quartiers des classes de la marine envoyés dans les ports et arsenaux de la marine. (*R. du C. d'Etat*).

2 octobre 1725.

Ordonnance du Roi pour la division et l'étendue des départements, et quartiers des classes de l'intendance de la marine, à Toulon. (*R. du C. d'Etat*).

3 décembre 1726.

Ordonnance du Roi pour la division et l'étendue des départements, et quartiers de l'intendance de Rochefort et du département de Bayonne. (*R. du C. d'Etat*).

1^{er} juillet 1727.

Ordonnance du Roi pour la division et l'étendue

des quartiers des classes de l'intendance de Dunkerque. (*R. du C. d'Etat*).

10 mai 1728.

Règlement au sujet des classes. (*R. du C. d'Etat*).

30 août.

Ordonnance du Roi pour établir des commissaires aux classes, régler leurs fonctions et leurs rangs, et celui des commis principaux des classes, et des écrivains principaux de la marine. (*R. du C. d'Etat*).

13 novembre 1731.

Ordonnance pour la division et l'étendue des départements et quartiers des classes de l'intendance de la marine du Hâvre. (*Col.*).

12 janvier 1734.

Ordonnance concernant l'exemption des capitaines, etc., de l'ordre et discipline des classes. (*Valin*, tome 1, page 522).

30 novembre.

Ordonnance pour la division et l'étendue des départements et quartiers de l'intendance de Brest. (*Col.*).

15 novembre 1767.

Déclaration concernant les chirurgiens qui s'em-

barquent sur les navires marchands, et la visite du coffre de chirurgie. (Col.).

27 septembre 1776.

Ordonnance portant établissement de commissaires et syndics des classes. (Col.).

3 janvier 1779.

| Ordonnance pour augmenter de onze mille cinq cents hommes le nombre des matelots classés. (Col.).

25 février 1780.

Ordonnance de l'intendant de l'île de Corse, concernant la levée des matelots. (Col.).

12 juin.

Ordonnance concernant le classement des bateliers et pêcheurs de la rivière de Loire, et autres affluentes. (Col.).

21 septembre.

Ordonnance concernant le classement pour le service de la marine, des bateliers et pêcheurs des rivières des provinces méridionales. (Col.).

1^{er} novembre.

Ordonnance concernant la fixation de l'étendue des départements et quartiers, dépendants de l'intendance de Brest, sur la rivière de Loire et celles affluentes. (Col.).

11 novembre 1780.

Mémoire pour servir d'instruction aux officiers des classes des départements et quartiers de la Loire. (*Col.*).

1^{er} juillet 1781.

Instruction pour les commissaires des classes, sur la forme du nouvel état de situation des quartiers de la marine, et la manière de procéder à sa formation.

31 octobre 1784.

Ordonnance du Roi concernant les classes.

10 juin 1790.

Décret sur la levée des matelots. (*Journal Militaire*, vol. 1, page 145).

7 janvier 1791.

Décret sur les classes des gens de mer. (*Journal Militaire*, vol. 2, page 183).

21 septembre 1793.

Décret relatif aux gens de mer, aux ouvriers classés, fuyards ou déserteurs. (*Journal Militaire*, vol. 7, page 869).

23 prairial an 3.

Arrêté concernant l'émolument des marins étrangers. (*Journ. Milit.*, vol. 11, page 1070).

3 brumaire an 4.

Loi concernant l'inscription maritime. (*Journal militaire*, vol 12, page 161).

19 mars 1808.

Décret impérial, portant que jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les charpentiers de vaisseaux, perceurs, calfats et voiliers seront seuls susceptibles d'être compris dans l'inscription maritime. (*R. des lois de la Marine*, tome 18, page 37).

11 avril.

Extrait d'une circulaire du ministre directeur de l'administration de la guerre à MM. les membres composant le conseil de recrutement, déterminant quels sont les individus qui devront être considérés comme bien et duement classés. (*R. des lois de la Marine*, tome 18, page 98).

19 janvier 1811.

Décret qui met les enfants trouvés, à l'âge de douze ans, à la disposition du ministre de la marine. (*M. S.*).

SERVICES DES GENS DE MER.

LEURS PRIVILÈGES. = OUVRIERS. = CALFATS.

Année 1207.

LETTRES-PATENTES concernant les privilèges de la ville de Rouen. (*Collection générale et Archives de Versailles*).

1565.

Règlement fait par M. de Mouy, vice-amiral de France, pour les pilotes de Quillebeuf, homologué au conseil. (*Collection générale*).

31 octobre 1647.

Déclaration portant exemption à tous pilotes, mariniers, matelots et canonniers qui serviront aux armées navales de Sa Majesté, des contributions d'étapes, logements des gens de guerre; guet et garde de la côte, et autres charges des villes, pendant le temps dudit service. (*Us et Cout. de la mer*, page 468).

Avril 1671.

Édit portant que les matelots seront censés

regnicoles, et exempts du droit d'aubaine, après cinq ans de service, sans être tenus de prendre lettres de naturalité. (*Co. Na.*, p. 142).

Août 1673.

Édit. Privilèges des matelots. (1681, tome 1, page 527).

2 juillet 1679.

Règlement du Roi concernant les fonctions des officiers marinières dans les ports. (*Arch.*).

Mars 1685.

Lettres-patentes portant confirmation des maîtres calfats de Marseille. (*Arch.*).

Avril 1687.

Édit portant que les matelots seront censés regnicoles et exempts du droit d'aubaine après cinq ans de service, sans être tenus de prendre des lettres de naturalisation.

27 janvier 1688.

Ordonnances concernant la réception des maîtres, pilotes et lamaneurs. (*Col. Cah.* 18).

12 décembre 1724.

Ordonnance du Roi qui suspend celle du 27 mai 1716, et qui ordonne que les matelots ne pourront être reçus à l'avenir maîtres pilotes, et pilotes-lamaneurs qu'ils n'aient fait deux campagnes de trois mois

chacune au moins sur les vaisseaux de Sa Majesté. (*R. du C. d'État*).

15 août 1725.

Règlement concernant la réception des capitaines, maîtres ou patrons, pilotes et pilotes lamaneurs ou locmans. (*R. du C. d'État*).

4 juin 1726.

Ordonnance du Roi qui règle que les étrangers naturalisés en vertu de l'édit du mois de mars 1669, portant affranchissement de la ville de Marseille, ne pourront être reçus capitaines, maîtres ou patrons et pilotes, qu'ils n'aient fait les cinq années de navigation, et les deux campagnes au service de Sa Majesté, prescrites par les ordonnances et réglemens, et qu'ils n'aient justifié qu'ils sont établis et mariés dans la ville de Marseille, depuis cinq à six ans, et qu'ils ont acquis pour dix mille livres de bien en fonds de terre dans le royaume. (*R. du C. d'État*).

15 août 1732.

Ordonnance concernant l'embarquement des mousses sur les bâtimens marchands des ports de Provence et de languedoc. (*Ordon. de 1681, tome 1, page 389, et Col.*).

16 septembre 1733.

Ordonnance. Mousses de la Rochelle. (*Valin, tome 1, page 390*).

7 septembre 1737.

Arrêt qui règle les droits du maître de quai à la Rochelle. (*Valin*, tome 2, page 487).

23 août 1739.

Règlement au sujet des gens qui meurent en mer, et des naufrages. (*Valin*, tome 2, page 443).

15 février 1740.

Arrêt servant de règlement pour le pilotage à Dunkerque. (*Col.*).

18 octobre.

Ordonnance, petit cabotage. Maîtres qui peuvent être reçus. (*Valin*, tome 1, page 379).

5 janvier 1741.

Ordonnance en explication de la déclaration du 21 septembre 1729, portant que les gens de mer ne pourront par la suite être élus ni nommés d'office gardes-jurés des pêcheurs, qu'ils n'aient quarante ans accomplis. (*Col.*).

13 juin 1743.

Ordonnance portant règlement sur la réception des capitaines, maîtres et patrons dans les colonies françaises de l'Amérique. (*Col.*).

28 juillet 1746.

Ordonnance portant qu'aucuns officiers mariniens, etc., ne pourront être exempts de

servir sur les vaisseaux du Roi, sous prétexte d'offices, s'ils ne sont au-dessus de cinq cents livres de finance. (*Valin*, tome 1, page 526).

15 juillet 1752.

Ordonnance concernant les mousses de la Rochelle. (*Valin*, tome 1, page 391).

9 mars 1755.

Arrêt qui confirme les privilèges des matelots. (*Valin*, tome 1, page 529).

16 février 1759.

Ordonnance qui dispense de l'ordre des classes de la marine les matelots originaires de la ville de Dunkerque et les étrangers qui viendront s'y établir. (*Col.*).

12 décembre.

Ordonnance concernant les novices qui s'embarqueront sur les vaisseaux du Roi. (*Valin*, tome 1, page 525).

23 décembre 1702.

Déclaration servant de nouveau règlement pour les lettres d'état. (*Col.*).

21 mars 1778.

Déclaration concernant les privilèges des gens de mer. (*Col.*).

21 novembre.

Lettres-patentes portant règlement concernant

les charpentiers, calfats, et perceurs du Havre. (*Col.*).

9 janvier 1781.

Ordonnance concernant les novices volontaires matelots.

10 mai 1784.

Règlement concernant les pilotes-lamaneurs.

20 avril 1786.

Arrêt du Conseil d'État du Roi, portant règlement pour les calfats de Marseille.

7 janvier 1791.

Décret relatif à l'avancement des gens de mer en paye et en grade sur les vaisseaux de l'État. (*Journ. milit.*, tome 2, page 191).

26 juillet 1792.

Loi qui conserve aux commandants des vaisseaux de l'État, la faculté de choisir les premiers maîtres. (*Journ. milit. suppl.* vol. 4, page 518).

17 vendémiaire an 2.

Décret portant que les places de maîtres sculpteurs, attachés à la marine, seront désormais données au concours. (*Journ. milit.*, vol. 8, page 31).

16 pluviôse an 2.

Décret relatif à la formation de novices dans

la marine. *Journ. milit.*, vol. 8, page 452).

3 brumaire an 4.

Loi concernant les maîtres entretenus de toute profession, et ouvriers employés aux travaux des ports et arsenaux de la marine. *Journ. milit.*, vol. 12, page 126).

17 ventose an 5.

Arrêté concernant le service des équipages en mer. (*Journ. milit.*, vol. 15, page 469).

27 pluviose an 7.

Arrêté concernant le service et l'emploi des officiers mariniens embarqués en excédant du nombre ordinaire. (*Journ. milit.*, vol. 19, page 511).

7 vendémiaire an 9.

Arrêté qui détermine le cas où les maîtres ou patrons de bateaux sont exempts de service sur les vaisseaux de l'État. (*Journ. milit.*, vol. 22, page 29).

7 ventose an 11.

Arrêté relatif aux ouvriers employés pour le service de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 26, page 348).

12 décembre 1806.

Décret contenant règlement sur le service du pilotage. (*Journ. milit.*, vol. 34, page 350).

7 juin 1808.

Lettre du ministre de la marine, déterminant dans quelle classe de marins doivent être pris les contre-mâîtres.

29 juin.

Lettre du ministre de la marine qui interprète le décret du 2 mars 1808, en ce qui concerne les premiers maîtres. (*R. des lois de la marine*, tome 18, page 162).

15 janvier.

Décret portant organisation des ouvriers militaires de la marine. (*R. des lois de la marine*, tome 18, page 2. *Journ. milit.*, 2^e part. 1808, page 116).

1^{er} février 1809.

Décret qui maintient à leur poste les ouvriers employés dans les fonderies de canons de la marine.

28 juin 1810.

Décret portant dissolution des régiments de marins et d'ouvriers formés dans les ports de Brest et de Toulon. (*M. S.*).

29 juillet 1811.

Décret portant création et organisation de quatre bataillons d'ouvriers conscrits pour le service de la marine. (*M. S.*).

2 août 1811.

Décret sur la composition du corps des ouvriers militaires de la marine, destinés à la construction et à la réparation des vaisseaux. (M. S.)

13 août.

Décret portant qu'il sera établi à Saint-Raphaël, près Draguignan, un conseil de prud'hommes pêcheurs. (M. S.)

On consultera plus particulièrement,

Pour le service et les fonctions des mattres embarqués :

Article 1^{er} du règlement de l'an 12, pris dans l'ordonnance de 1786.

Pour le maître de manœuvres :

Art. 811 à 818 de l'ordonnance de 1765 ;

Id. 6 à 13 du règlement de l'an XII, pris dans l'ordonnance de 1786.

Pour les seconds mattres, quartiers-mattres, contre-mattres de manœuvres et les patrons de chaloupes et canots :

Art. 819 à 826, 827, 1047, 1311, de l'ordonnance de 1765.

Pour le chef de timonnerie :

Art. 828 à 847 de l'ordonnance de 1765.
Extrait du règlement du 2 mars 1807 sur
l'ameublement.

Art. 46 du règlement de l'an xii, pris dans
l'ordonnance de 1786.

Art. 47 à 50 du règlement de l'an xii, pris
dans l'ordonnance de 1786.

Pour le mattre-voilier :

Art. 848 de l'ordonnance de 1765.

FORMATIONS DES ÉQUIPAGES.

COMPOSITIONS , DISTRIBUTIONS DES ÉQUI-
PAGES. — SERVICES ET RÉSIDENCES CHEZ
L'ÉTRANGER.

• Octobre 1565.

ORDONNANCE du roi d'Espagne concernant
l'équipage et l'armement que doivent avoir
les navires. (*Us et cout. de la mer*, page 507).

17 août 1624.

Ordonnance rendue par M. le duc de Mont-
morency, à l'effet de faire dresser des états
constatant les noms, surnoms et demeures
de tous les capitaines, maîtres et pilotes de
navires. (*R. de Poncet sur l'amirauté*, p. 78).

Août 1669.

Édit portant défense aux sujets de sa majesté
de s'habituer dans les pays étrangers, et pour
faire retourner en France ceux qui y sont
établis. (*Cod. nav.* 122).

2 octobre 1669.

Ordonnance pour l'exécution de l'édit du mois

d'août 1669, portant défense aux sujets de sa majesté de s'habituer dans les pays étrangers. (*Co. nav.*, page 124).

8 mai 1670.

Ordonnance portant que les capitaines de marine exécuteront les instructions des intendants, sur la formation des équipages. (*Co. nav.*, page 130).

10 décembre 1670.

Déclaration portant défense à tous officiers, mariniers, matelots et autres gens de mer, de s'habituer ni de servir en d'autres pays que le royaume, à peine de galères à perpétuité. (*Cod. nav.*, page 141).

12 février 1672.

Règlement sur le choix et la distribution des équipages des vaisseaux de sa majesté. (*Cod. nav.*, pages 103 et 143).

18 juillet 1673.

Ordonnance pour la distribution des équipages entre les capitaines. (*Cod. nav.*, page 146).

1679.

Règlement du roi au sujet du nombre des équipages dont chaque flûte, depuis 100 jusqu'à 600 tonneaux, doit être composée,

avec les appointements des officiers et solde des équipages.

25 avril 1680.

Ordonnance portant défense aux intendants et commissaires de marine d'accorder aucune place de matelot ou de soldat aux majors, tant du levant que du ponant. (*Arch.*)

3 mai 1685.

Ordonnance qui permet aux jeunes matelots de 14 à 15 ans, de s'embarquer sur les vaisseaux anglais et hollandais, pour apprendre les langues des deux nations. (*Col. cah. 8*).

31 mars 1690.

Ordonnance qui défend les remplacements dans les équipages, après la revue générale.

7 août 1694.

Ordonnance qui règle la distribution et l'embarquement des jeunes garçons tirés de l'hôpital général.

11 août 1716.

Ordonnance qui exclut de toutes charges et administrations publiques, et des assemblées du corps de la nation, dans les Échelles du levant, les négociants français qui y épouseront des filles ou veuves nées sous la domination du grand seigneur. (*R. du C. d'état*).

21 décembre 1716.

Ordonnance qui exclut des droits et privilèges appartenants à la nation française, dans les villes et ports d'Italie, d'Espagne et de Portugal, les enfants nés de mariages contractés entre les Français naturels ou entre les étrangers naturalisés français, et les filles du pays. (*R. du C. d'état*).

15 octobre 1719.

Ordonnance du roi pour faciliter le retour dans le royaume des Français de toutes professions qui ont passé en Italie et autres pays étrangers. (*R. du C. d'état*).

27 février 1719.

Ordonnance du roi portant que les négociants de la Rochelle mettront sur les bâtimens qu'ils armeront un jeune homme instruit au pilotage, pour faire les fonctions de pilotin. (*R. du C. d'état*).

20 octobre 1723.

Ordonnance qui permet d'employer sur les bâtimens du commerce un tiers de matelots étrangers. (*R. du C. d'état*).

17 avril 1725.

Ordonnance du roi qui assujettit les maîtres de barques de Guienne, du port de 25 tonneaux

et au-dessus, d'embarquer un novice, indépendamment du mousse prescrit par l'ordonnance de 1689. (*R. du C. d'état*).

7 septembre 1728.

Ordonnance du roi concernant les pilotins qui seront embarqués sur les vaisseaux de S. M. (*R. du C. d'état*).

10 janvier 1730.

Ordonnance du roi concernant les mousses. (*R. du C. d'état*).

23 août 1730.

Ordonnance du roi portant qu'il sera embarqué sur tous les bâtiments qui armeront à Bordeaux, un matelot novice, par chaque dix hommes, de l'équipage desdits bâtiments. (*R. du C. d'état*).

21 mars 1731.

Ordonnance du roi qui fixe à dix ans la résidence des négociants et artisans français dans les Échelles du levant et Barbarie. (*R. du C. d'état*).

23 juillet 1737.

Règlement concernant les capitaines en second, pilotes et pilotes en second, et contre-mâîtres embarqués sur les navires de Bordeaux. (*Col.*)

22 décembre 1739.

Ordonnance pour l'embarquement d'un novice par dix hommes. (*Valin*, tom. 1^{er}, page 523).

23 juillet 1745.

Ordonnance pour les novices, et qui veut qu'il en soit embarqué un par quatre hommes d'équipage. (*Valin*, tom. 1^{er}, page 523).

4 septembre 1753.

Arrêt portant cassation d'une sentence rendue par les officiers de l'amirauté de Nantes, en contravention des réglemens faits pour l'embarquement des matelots aux colonies de l'Amérique. (*Col.*)

4 juillet 1784.

Ordonnance du roi concernant la composition des équipages des navires marchands.

26 juillet 1792.

Loi qui conserve aux commandants des vaisseaux de l'état, la faculté de choisir les premiers maîtres. (*Journal milit. suppl.*, vol 4, page 518).

14 fructidor an 8.

Arrêté relatif aux marins étrangers qui résident sur le territoire français. (*Journal milit.*, vol. 21, page 867).

Avril 1808.

Tableau de la composition et de l'armement
des vaisseaux de divers rangs. (*R. des lois de
la marine*, tom. 18, page 94).

10 mai 1814.

Ordonnance du roi qui dissout les équipages
de haut bord et de flotille. (*B. des lois*,
5^e série, tom. 1^{er}, page 105).

TROUPES D'ARTILLERIE DE MARINE.

TROUPES EMBARQUÉES.—SOLDATS DE MARINE.
—COMPAGNIES FRANCHES.—GENDARMERIE.

15 juin 1675.

RÉGLEMENT sur la levée des soldats par les capitaines. (*Cod. Nav.* page 148).

12 avril 1683.

Ordonnance portant que les capitaines commandant des vaisseaux du roi seront obligés d'embarquer les troupes désignées par les commissaires chargés de l'armement.

22 avril.

Ordonnance du roi portant que les soldats serviront à tour de rôle. (*Arch.*)

16 mai 1685.

Ordonnance portant que les brigadiers des gardes de la marine commanderont les sergents des compagnies de soldats servant sur les

vaisseaux tant à la mer que dans les ports.
(*Arch.*)

26 janvier 1686.

Ordonnance du roi au sujet de l'enrôlement
des soldats à la demi-solde. (*Arch.*)

6 février 1692.

Ordonnance concernant le corps d'artillerie de
la marine.

29 septembre 1693.

Règlement du roi pour les capitaines et autres
officiers des compagnies franches de la ma-
rine. (*R. du C. d'État*).

10 décembre 1694.

Ordonnance portant création d'une troisième
compagnie de bombardiers pour le port de
Rochefort.

9 février 1695.

Ordonnance du roi concernant la police et la dis-
cipline des compagnies franches de la marine.

20 décembre 1717.

Ordonnance du roi pour supprimer dans les
compagnies des soldats des galères, les places
de capitaines d'armes vacantes, et celles qui
viendront à vaquer. (*R. du C. d'État*).

1^{er} octobre 1719.

Ordonnance du roi pour l'augmentation de dix

hommes par compagnie franche de la marine, et d'un enseigne. (*R. du C. d'État*).

22 août 1723.

Ordonnance du roi portant permission aux capitaines des compagnies franches de la marine d'engager des soldats à seize ans accomplis, pourvu qu'ils soient de la taille de cinq pieds un pouce. (*R. du C. d'État*).

24 juin 1733.

Ordonnance du roi concernant la compagnie de bombardiers entretenue à Rochefort. (*R. du C. d'État*).

14 décembre.

Ordonnance portant augmentation de quinze hommes dans chacune des quinze compagnies franches des galères. (*Col.*)

Ordonnance du roi portant augmentation de vingt hommes dans chacune des cinquante compagnies franches de la marine. (*R. du C. d'État*).

10 février 1734.

Ordonnance concernant les compagnies franches de la marine. (*Col.*)

3 mai 1736.

Ordonnance qui réduit à soixante hommes les compagnies franches de la marine. (*Col.*)

1747.

Mémoire pour servir d'instruction concernant le service aux batteries de la côte. (Col.)

29 novembre 1749.

Ordonnance concernant les compagnies franches de la marine. (Col.)

5 juin 1750.

Ordonnance concernant les officiers d'artillerie de la marine et les compagnies de bombardiers et d'apprentis canonniers. (Col.)

16 octobre 1750.

Ordonnance concernant la compagnie des cadets de Rochefort. (Col.)

14 mai 1754.

Instruction sur l'exercice de l'infanterie.

22 juillet 1755.

Ordonnance portant augmentation de cinquante hommes dans chacune des cent compagnies franches de la marine. (Col.)

1756.

Mémoire pour servir d'instruction concernant le service aux batteries des côtes. (Col.)

24 février 1757.

Ordonnance portant règlement pour le service du corps royal de l'artillerie et du génie, suivant sa nouvelle formation. (Col.)

5 novembre 1758.

Ordonnance concernant le corps royal de l'artillerie. (Col.)

9 décembre.

Ordonnance du roi concernant l'armement des officiers et sergents de ses troupes. (Col.)

15 décembre.

Ordonnance concernant les compagnies d'invalides destinées au service de l'artillerie dans les places et sur les côtes. (Col.)

2 avril 1759.

Ordonnance portant règlement pour le service du corps royal de l'artillerie. (Col.)

27 mars 1760.

Ordonnance concernant les recrues qui se font à Paris. (Col.)

15 juillet.

Ordonnance concernant les recrues que S. M. fait faire pour compléter ses troupes. (Col.)

25 novembre.

Règlement pour la levée des recrues, ordonnée par le roi dans les différentes provinces du royaume. (Col.)

20 janvier 1761.

Règlement pour l'entretien et le remplacement

des armes des compagnies franches de la marine actuellement dans les ports. (Col.)

30 janvier 1761.

Ordonnance pour régler la manière dont les gentilshommes élèves de l'école royale militaire seront distribués et employés dans les troupes du roi. (Col.)

5 novembre.

Ordonnance pour la suppression des compagnies franches de la marine. (Col.)

Ordonnance portant augmentation de trois brigades dans le corps royal de l'artillerie. (Col.)

21 décembre.

Ordonnance concernant le corps royal de l'artillerie. (Col.)

10 décembre 1762.

Ordonnance concernant l'infanterie française. (Col.)

5 mars 1764.

Ordonnance concernant les brigades du corps royal, destinées au service de l'artillerie dans les ports de Brest, Rochefort et Toulon. (Col.)

13 août 1765.

Ordonnance concernant les fourriers que Sa Majesté a établis dans toutes les compagnies de ses troupes. (Col.)

5 novembre 1766.

Ordonnance concernant les compagnies des apprentis canonniers. (Col.)

7 juin 1767.

Règlement sur divers articles de l'administration de l'artillerie de la marine. (Col.)

24 septembre 1769.

Ordonnance portant augmentation d'une brigade d'artillerie de la marine, et création des compagnies de fusiliers. (Col.)

Instruction pour la formation de la nouvelle composition de la brigade d'artillerie à Rochefort. (Col.)

18 février 1772.

Ordonnance portant création de huit régiments sous la dénomination de corps royal de marine. (Col.)

26 décembre 1774.

Ordonnance pour rétablir les compagnies de bombardiers classés dans les ports de Brest, Toulon et Rochefort, et régler provisoirement ce qui sera observé dans le service et l'administration de l'artillerie de la marine. (Col.)

26 décembre.

Ordonnance portant création de cent compa-

gnies de fusiliers en un seul corps sous la dénomination de corps royal d'infanterie de la marine. (Col.)

22 août 1777.

Ordonnance pour régler le traitement des troupes du corps royal d'artillerie qui seront employées dans les colonies de l'Amérique. (Col.)

1^{er} octobre 1780.

Ordonnance portant création de volontaires de Luxembourg. (Col.)

7 mars 1781.

Instruction que le roi a fait expédier concernant les officiers de sa marine et ceux des détachements de ses troupes de terre embarquées sur les vaisseaux de Sa Majesté.

4 avril.

Règlement pour déterminer d'une manière uniforme le service des régiments d'infanterie qui auront des détachements à fournir pour le service de la marine.

5 septembre 1782.

Ordonnance du roi portant création d'une milice maritime.

14 juin 1792.

Décret relatif à l'organisation de l'artillerie et

de l'infanterie de marine. (*Journ. militaire*, vol. 5, page 466).

11 nivose an 3.

| Loi sur l'établissement des écoles de navigation et de canonage maritime. (*Journ. militaire*, vol. 10, page 361).

1^{er} brumaire an 5.

Instruction pour le service et les fonctions de capitaine d'armes à bord des bâtiments de l'État. (*Journ. milit.* vol. 14, page 213).

25 floréal.

Arrêté contenant règlement sur la composition, l'instruction et le service des escouades d'apprentis canoniers marins. (*Journ. milit.* vol. 15, page 553).

Thermidor an 8.

Règlement concernant les différents exercices à faire par les soldats embarqués et gens de mer à bord des bâtiments. (*Journ. milit.* vol. 21, page 1086).

5 vendémiaire an 9.

Arrêté concernant le canonage maritime. (*Journ. milit.* vol. 22, page 23).

25 frimaire.

Arrêté relatif au service et à la direction des

parcs dans les ports de Brest, Toulon, Rochefort et Lorient. (*Journ. milit.* vol. 22, p. 165).

15 *pluviose*.

Arrêté relatif au mode de recrutement des troupes de la marine. (*Journ. milit.* vol. 22, page 281).

25 *germinal*.

Arrêté relatif au mode d'avancement dans l'artillerie de la marine. (*Journ. milit.* vol. 23, page 404).

27 *prairial an 10*.

Arrêté relatif à la délivrance des poudres de guerre pour les bâtiments de commerce. (*Journ. milit.* vol. 25, page 732).

20 *nivose an 11*.

Arrêté relatif à la formation de cinq compagnies de gendarmerie dans les ports. (*Journ. milit.* vol. 27, page 451).

15 *floréal*.

Arrêté relatif à l'organisation des troupes d'artillerie de la marine. (*Journ. milit.* vol. 27, page 111).

9 *pluviose an 13*.

Décret impérial qui met en vigueur les dispositions prescrites par le règlement du 24 novembre 1781, concernant le service et l'éco-

nomie de l'artillerie et du génie dans les colonies. Dispositions concernant les ouvrages de l'artillerie et des fortifications, approvisionnements, fournitures, magasins, etc. (*Journ. milit.* vol. 31, page 255).

11 janvier 1808.

Décret impérial portant que nul canonnier garde-côte sédentaire ne peut, sous prétexte de changement de domicile, se soustraire à son service. (*Journ. milit.* 1^{re} partie, 1808, page 117).

7 mai.

Décret ordonnant la formation d'une sixième compagnie d'ouvriers d'artillerie de la marine. (*R. des lois de la marine*, tom. 18, p. 105).

21 décembre.

Décret sur les conseils d'administration des régiments. (*R. des lois de la marine. Journ. mil.* 2^e partie, 1808, page 277).

7 février 1809.

Instruction du ministre de la guerre pour que les détachements à s'embarquer soient pourvus de tous leurs effets d'habillement, grand et petit équipement. (*Journ. milit.* 1^{ere} part. 1809, page 223).

16 novembre.

Lettre du ministre de la marine pour que les

détachements à s'embarquer soient pourvus de tous les effets d'habillement, grand et petit équipement.

Elle rappelle une lettre du 7 février, du ministre-directeur de l'administration de la guerre à ce sujet, qui n'est pas imprimée.

6 juillet 1810.

Décret qui supprime la compagnie d'apprentis canonniers, établie au port de Dunkerque. (M. S.)

14 décembre.

Décret contenant règlement sur les armes à feu fabriquées en France, et destinées pour le commerce. (*Bull. des lois*, 4^e série, n^o 335, page 617).

15 juin 1811.

Décret qui ordonne la formation d'un bataillon de vétérans, affecté à la garde des établissements de marine à Cherbourg. (M. S.)

3 août 1812.

Instruction du ministre de la guerre sur le mode de paiement et de comptabilité des troupes de terre, mise à la disposition de la marine, et réciproquement de la marine, momentanément employées au compte du département de la guerre. (*Journ. militaire*, 1^{re} partie, 1812, page 53).

Voir pour le service de l'artillerie,

Articles 587, 588, 589, 876, 877, 882, 883, de l'article 886 à l'article 921, 933, 934 et 935 de l'ordonnance de 1765;

Art. 28, 29 et 30 du règlement de l'an xii, pris dans l'ordonnance de 1786;

Instruction sur l'entretien des armes à bord des bâtiments de guerre, et sur le devoir des armuriers qui en sont chargés, du 1^{er} au 24^e article;

Règlement sur le tir du canon pour les officiers et les équipages de 1811;

Règlement sur l'exercice du tir à boulet.

Voir pour la formation des rôles de combat et de quart, et pour le combat :

Articles 1173, 1174, 1175 de l'ordonnance de 1689;

Articles 46; de l'article 1171 à 1178, 1183, 1195, 1309, 1311 et 1312 de l'ordonnance de 1765;

Articles de 1 à 6 et de 8 à 35 du règlement du 1^{er} janvier 1786;

Art. 46 de la loi du 3 brumaire an iv;

Art. 192 de l'arrêté du 7 vendémiaire an viii sur le service de santé.

12 mai 1814.

Ordonnance du roi sur l'organisation du corps royal d'artillerie. (*Bull. des lois*, 5^e série, n^o 14, page 135).

Ordonnance du roi sur l'organisation de la cavalerie française. (*Bull. des lois*, 5^e série, n^o 14, page 127).

GARDES - COTES.

28 janvier 1716.

RÉGLEMENT pour le service de la garde-côte.
Lettres - patentes du roi sur le règlement ci-dessus. (*R. du C. d'État*).

13 avril 1723.

Règlement pour la division et l'étendue des capitaineries gardes-côtes de Provence. (*R. du C. d'État*).

5 avril 1724.

Ordonnance du roi en interprétation de l'art. 3 du tit. 2 du règlement du 28 janvier 1716, concernant la garde-côte. (*R. du C. d'État*).

3 juillet 1725.

Ordonnance du roi, qui fixe les droits de prestation de serment, réception et enregistrement aux sièges d'amirauté des compagnies de capitaines, majors et lieutenants des capitaineries gardes-côtes du royaume. (*R. du C. d'État*).

12 mars 1726.

Règlement pour la division et l'étendue des

capitaineries gardes-côtes de Bretagne. (*R. du C. d'État*).

23 avril 1726.

Règlement en interprétation de celui du 13 avril 1723, concernant la division et l'étendue des capitaineries gardes-côtes de Provence. (*R. du C. d'État*).

9 juillet 1729.

Ordonnance du roi qui règle le rang entre les capitaines des compagnies détachées de la garde-côte. (*R. du C. d'État*).

4 novembre 1734.

Ordonnance qui assujétit les capitaines des compagnies détachées de la garde-côte à prendre des commissions du roi. (*Valin*, t. 2, p. 556).

31 janvier 1735.

Ordonnance qui règle le rang entre les capitaines des compagnies détachées de la garde-côte. (*Valin*, tome 2, page 557).

16 juillet 1737.

Ordonnance pour l'enregistrement des commissions des capitaines des compagnies détachées de la garde-côte. (*Valin*, tom. 2, p. 558).

26 mai 1755.

Ordonnance concernant le service des milices gardes-côtes de Belle-Isle. (*Col.*)

25 février 1756.

Ordonnance concernant le service des milices gardes-côtes de la province de Bretagne. (*Col.*)

16 mars.

Ordonnance concernant les milices gardes-côtes des provinces de Picardie, Normandie, Poitou, Aunis, Saintonge et Guyenne. (*Col.*)

5 juin 1757.

Ordonnance concernant le service de la garde-côte des provinces d'Aunis, Saintonge et autres. (*Valin*, tome 2, page 558).

15 février 1758.

Règlement concernant le service de la garde-côte en la province de Normandie. (*Col.*)

30 mars.

Règlement concernant le service de la garde-côte en la province de Picardie. (*Col.*)

9 avril.

Ordonnance concernant les dragons gardes-côtes des provinces de Poitou, Aunis et Saintonge. (*Valin*, tome 2, page 564).

14 avril.

Règlement concernant le service de la garde-côte dans les provinces de Poitou, Aunis, Saintonge et îles adjacentes. (*Valin*, tom. 2, page 566).

15 mai 1758.

Ordonnance pour donner un rang dans l'infanterie aux milices gardes-côtes et aux officiers qui les commandent. (*Col.*)

Ordonnance concernant les milices gardes-côtes de Languedoc. (*Col.*)

21 octobre.

Règlement en interprétation de celui du 13 août 1757, concernant les milices gardes-côtes de la province de Guyenne. (*Col.*)

Ordonnance pour donner rang dans les dragons aux compagnies de dragons détachées des milices gardes-côtes des provinces de Guyenne, Poitou, etc. (*Col.*)

24 février 1759.

Ordonnance pour réunir au département de la guerre tous les détails concernant les milices gardes-côtes, etc. (*Col.*)

25 février.

Ordonnance portant règlement pour les milices gardes-côtes de la province de Languedoc. (*Col.*)

12 mars.

Ordonnance concernant les charges d'inspecteurs généraux des milices gardes-côtes. (*Col.*)

31 mars 1759.

Ordonnance portant établissement d'une compagnie de canonniers dans chacune des capitaineries gardes-côtes des provinces du Poitou, Aunis, etc. (Col.)

30 juin.

Ordonnance concernant les milices gardes-côtes de la province de Bretagne. (Col.)

27 août.

Ordonnance portant imposition pour la dépense annuelle de la garde-côte de Bretagne. (Col.)

19 avril 1760.

Ordonnance concernant les inspecteurs généraux des milices gardes-côtes. (Col.)

13 décembre 1778.

Ordonnance concernant les gardes-côtes. (Col.)

23 avril 1780.

Ordonnance pour créer une seconde division de canonniers gardes-côtes dans le département de Brest. (Col.)

Ordonnance portant règlement sur le service aux batteries, corps-de-garde d'observation et signaux établis sur les côtes. (Col.)

HONNEURS , RANGS , PRÉSÉANCES. = ORDRES ,
DIGNITÉS , PROMOTIONS , GRACES. = RÉCOM-
PENSES. = UNIFORMES , HABILLEMENTS.

22 juillet 1647.

RÉGLEMENT sur le rang et les honneurs , fonc-
tions et commandements entre les chefs et
officiers de l'armée navale. (*Cod. Nav.* p. 108).

2 mars 1665.

Ordonnance pour permettre aux capitaines et
lieutenants de marine de porter un juste-au-
corps bleu. (*Cod. Nav.* page 110).

31 mars.

Réglement sur le commandement des vaisseaux
et galères lorsque ces deux corps se trouve-
ront ensemble.

21 mars 1668.

Réglement sur le rang des intendants de ma-
rine et des chefs d'escadres, dans les conseils
et cérémonies publiques. (*Cod. Nav.* p. 110).

13 mars 1673.

Réglement sur les récompenses des capitaines
de brûlots qui brûleront des vaisseaux en-
nemis. (*Cod. Nav.* page 187).

23 septembre 1673.

Règlement sur la récompense des estropiés,
et l'établissement des hôpitaux de marine.
(*Cod. Nav.* page 160).

15 janvier 1676.

Règlement sur le rang des officiers généraux,
capitaines et autres officiers de la marine.
(*Arch.*)

2 mars 1682.

Ordre du roi portant qu'en cas de jonction des
escadres, le plus ancien major recevra l'ordre.
(*Arch.*)

23 janvier 1684.

Ordonnance portant que le major donnera
l'ordre au capitaine de garde. (*Arch.*)

4 mars.

Règlement pour le rang des commissaires gé-
néraux de la marine.

12 août 1693.

Ordonnance qui oblige les capitaines de re-
mettre des listes des officiers mariniens et
matelots qui méritent des grâces.

27 février 1698.

Ordonnance du roi qui règle le rang des lieu-
tenants et aides-majors de la marine qui
ont des commissions de capitaines de com-

pagnie , en explication des ordonnances du 17 décembre 1690 et 10 novembre 1697. (*R. du C. d'État*).

28 mai 1698.

Ordonnance du roi portant amnistie pour les soldats des compagnies franches de la marine , qui ont déserté desdites compagnies avant et compris le 3 octobre 1697. (*R. du C. d'État*).

Novembre 1750.

Édit portant création d'une noblesse militaire. (*Col.*)

22 janvier 1752.

Déclaration en interprétation de l'édit du mois de novembre 1750, portant création d'une noblesse militaire. (*Col.*)

15 mai 1758.

Ordonnance qui défend de porter des habits uniformes de soldats, et aux fripiers d'en vendre. (*Col.*)

10 mars 1759.

Ordonnance portant création d'un établissement sous le titre de mérite militaire. (*Col.*)

4 mars 1761.

Ordonnance concernant les gentilshommes élèves de l'école royale militaire, qui auront été admis dans les ordres royaux, militaire et

hospitalier de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, en qualité de chevaliers novices desdits ordres. (Col.)

27 mars 1761.

Ordonnance concernant l'ordre de Saint-Louis.
(Col.)

Janvier 1779.

Édit concernant l'ordre de Saint-Louis. (Col.)

1^{er} juin 1781.

Règlement arrêté par le roi, concernant la croix de Saint-Louis.

24 août 1782.

Lettres-patentes du roi en forme d'édit concernant les anoblissements dans les colonies françaises, et les preuves de noblesse desdites colonies.

9 avril 1785.

Règlement de Sa Majesté pour déterminer la forme qui sera suivie pour les demandes des grâces de quelque nature quelles soient, qui pourront être faites par les officiers militaires ou d'administration employés au département des colonies.

11 septembre 1786.

Déclaration du roi concernant les privilèges et exemption, tant des officiers et bas-officiers

invalides et soldats aussi invalides retirés dans les provinces, que de ceux retirés du service avec la récompense militaire.

16 *pluviose an 2.*

Décret relatif aux vêtements des marins; effets dont doivent être pourvus les matelots et novices dans leurs sacs. (*Journal milit.* vol. 8, page 453).

3. *brumaire an 4.*

Loi relative à la nomination, aux fonctions, à l'uniforme et au traitement des employés de l'administration des ports. (*Journ. militaire*, vol. 12, page 261).

7 *fructidor an 8.*

Arrêté concernant l'uniforme des préfets maritimes, vice-amiraux et autres officiers de la marine. (*Journ. milit.* vol. 21, page 967).

26 *pluviose an 12.*

Arrêté qui détermine l'uniforme des ingénieurs hydrographes de la marine. (*Journ. milit.* vol. 28, page 272).

15 *floréal.*

Arrêté relatif aux vêtements uniformes que portent les marins composant les équipages des bâtiments de l'État. (*Journ. milit.* vol. 29, page 94. *Rec. des lois*, tome 14, page 184).

-7 prairial an 12.

Décret sur l'uniforme des officiers militaires et civils attachés au service de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 29, page 112).

| Prix d'encouragement aux troupes de terre embarquées sur les vaisseaux et frégates armées, destinés à ceux qui se distinguent soit dans le service soit dans l'instruction. (*Journ. milit.* vol. 29, page 127).

12 août 1807.

Décision de Sa Majesté, qui détermine le rang que les préfets maritimes doivent occuper dans les cérémonies publiques. (*R. des lois*, tome 17, page 26).

4 avril 1809.

Décision sur les droits de garnison des forts et batteries de terre, et des préposés des douanes qui auraient contribué à la prise des vaisseaux ennemis. (*Bull. des lois*, 4^e série, n° 233).

11 avril.

Décret concernant la place des membres de la Légion-d'honneur dans les cérémonies publiques, civiles et religieuses. (*Bull. des lois*, 4^e série, n° 164).

17 mai.

Décret qui détermine l'uniforme des officiers du génie maritime. (*R. des lois*, tom. 19, p. 14).

19 mars 1811.

Sénatus-consulte organique portant création de deux nouvelles places de grand-officier de l'Empire, sous le titre d'inspecteur-général des côtes de la Ligurie et d'inspecteur-général des côtes de la mer du Nord. (*Bull. des lois*, 4^e série, n° 357, page 257).

18 octobre.

Création de l'ordre de la Réunion. (*Bull. des lois*, 4^e série, tome 16, page 27, n° 415).

4 mai 1812.

Décret relatif au cas de citation en témoignage des ministres, grands-officiers de l'Empire, et autres principaux fonctionnaires de l'État. (*Bull. des lois*, 4^e série, tome 16, page 363, n° 434).

INSTRUCTION.

ACADÉMIES, ÉCOLES. = DEVOIRS ET OBLIGATIONS DES OFFICIERS ET DES GENS DE MER.

14 juillet 1675.

RÈGLEMENT sur le devoir des officiers de marine. (*C. N.*, page 113).

24 mars 1680.

Ordonnance portant que les lieutenants de vaisseaux, frégates légères et autres, assisteront aux exercices de l'hydrographie et du canon. (*Arch.*)

15 octobre 1676.

Règlement pour l'établissement de l'école des canonniers. (*C. N.*, page 95).

15 juin 1680.

Ordonnance portant que les lieutenants, enseignes, gardes de marine, assisteront aux conférences qui seront tenues sur le sujet des constructions. (*Arch.*)

6 février 1684.

Ordonnance portant défense de prêter de l'argent aux soldats, pendant leurs campagnes. (*Arch.*)

21 août.

Ordonnance du roi portant que les officiers et gardes de la marine qui assisteront aux conférences d'hydrographie, des constructions et aux exercices du canon, seront tenus de s'assembler, deux jours chaque mois, chez le commandant, pour être interrogés sur les progrès qu'ils auront faits. (*Archiv.*)

9 juin 1685.

Ordonnance portant que le commandant et les trois plus anciens capitaines assisteront aux écoles. (*Archiv.*)

27 février 1686.

Ordonnance par laquelle il est enjoint à tous officiers de marine embarqués, de faire leurs journaux. (*Archiv.*)

8 octobre.

Ordonnance portant que les soldats de marine seront embarqués dans une chaloupe du port, pour faire l'exercice à la voix et au tambour. (*Archiv.*)

15 octobre.

Ordonnance portant qu'il sera choisi un jour

de chaque semaine pour faire tirer les soldats ou blanc. (*Archiv.*)

Novembre 1686.

Lettres-patentes portant établissement d'un séminaire à Toulon, pour l'instruction des aumôniers de la marine.

20 août 1691.

Ordonnance qui défend aux intendants de la marine, des galères et du commerce, commissaires, etc., de faire aucun commerce directement ni indirectement. (*Col. et cah. 24*).

8 octobre 1721.

Ordonnance du roi concernant l'instruction des élèves de la marine dans les ports. (*R. du C. d'état*).

6 février 1725.

Ordonnance du roi au sujet des jeunes gens de la Rochelle qui s'appliquent au pilotage. (*R. du C. d'état*).

17 mars 1736.

Arrêt qui ordonne que le professeur d'hydrographie des sables d'Olonne, fera sa résidence dans cette ville pendant toute l'année, et que celui établi à l'Ile-Dieu enseignera aussi la navigation aux îles de Noirmoutiers et à Rouen, et séjournera alternativement six

mois à l'Île-Dieu, et six mois à Noirmoutiers.
(*Col.*)

25 mai 1745.

Ordonnance. Devoirs des capitaines entrant dans des rades où il y a des vaisseaux du roi. (*Valin*, tome 1^{er}, page 438).

1^{er} novembre.

Ordonnance qui défend aux mariniers de se rien prêter dans le cours de leurs voyages, et de saisir leur solde, si ce n'est pour dettes contractées du consentement des officiers des classes. (*Valin*, tome 1^{er}, page 720).

20 février 1748.

Règlement des maréchaux de France, au sujet des billets d'honneur faits par des gentilshommes ou officiers, etc. (*Col.*)

Janvier 1751.

Édit portant création d'une école royale militaire. (*Col.*)

30 juillet 1752.

Règlement pour l'établissement d'une académie de marine au port de Brest. (*Col.*)

22 avril 1759.

Circulaire écrite par M. de Cremille aux commissaires des guerres, concernant le serment de fidélité à prêter entre leurs mains, par les officiers des troupes. (*Col.*)

1^{er} décembre 1759.

Ordonnance concernant les mariages et acquisitions que les gouverneurs, lieutenants-généraux et intendants, ainsi que les gouverneurs, les commissaires et écrivains de la marine, servant aux Iles-du-Vent, pourraient y contracter à l'avenir. (Col.)

5 juin 1765.

Ordonnance qui condamne un fripier à 200 francs d'amende, pour avoir acheté un habit uniforme de soldat. (Col.)

1^{er} mars 1768.

Règlement pour les écoles de chirurgie de la marine. (Col.)

29 août 1773.

Ordonnance portant établissement d'écoles royales de marine. (Col.)

5 octobre 1781.

Arrêt qui accorde la direction de l'observatoire de la marine à Marseille, à l'académie des sciences et belles-lettres de ladite ville.

1^{er} avril 1786.

Règlement concernant l'école des élèves ingénieurs constructeurs et les élèves ingénieurs des bâtiments civils de la marine.

10 août 1786.

Ordonnance du roi pour établir une école d'éducation militaire, en faveur de cent enfants de soldats invalides.

10 août 1791.

Décret relatif aux écoles de marine. (*Journal milit.*, vol 3, page 560).

14 octobre 1791.

Loi concernant les écoles de la marine. (*Journal milit. suppl.*, vol 4, page 279).

2 février 1793.

Mémoire pour servir d'instruction générale aux officiers de la marine commandant les vaisseaux, frégates et autres bâtiments de l'état. (*Journal milit. suppl.*, vol. 2, page 601).

16 pluviôse an 2.

Décret qui établit un instituteur à bord des vaisseaux de l'état. (*Journal milit.*, vol. 8, page 450).

An 2.

Instruction théorique et pratique pour les marins. (*Journal milit.*, vol. 9, page 773).

11 nivôse an 3.

Loi sur l'établissement des écoles de navigation et de canonage maritime. (*Journal milit.*, vol. 10, page 361).

20 *germinal an 3*

Règlement sur les écoles de navigation et de canonage maritime. (*Journal milit.*, vol. 11, page 673).

7 *messidor an 3*

Loi sur la formation des longitudes. Établissement d'un bureau destiné à cet objet. (*Journal milit.*, vol. 11, page 1033).

5 *brumaire an 4.*

Loi concernant l'instruction des apprentifs canoniers marins. (*Journal milit.*, vol. 12, page 108).

27 *pluviôse an 7.*

Arrêté concernant le service et l'emploi des officiers mariniers embarqués en excédant du nombre ordinaire. (*Journal milit.*, vol. 19, page 511).

19 *frimaire an 8.*

Arrêté concernant la police et la discipline militaire, à bord des vaisseaux de l'état. (*Journal militaire*, vol. 20, page 84).

3 *vendémiaire an 10.*

Arrêté qui transfère à Brest l'école spéciale du génie maritime, établie à Paris. (*Journal militaire*, vol. 24, page 74).

11 *thermidor an 10.*

Arrêté relatif à l'admission aux examens pres-

crits pour être reçu maître au petit cabotage.
(*Journal militaire*, vol. 25, page 821).

26 *germinal an 12.*

Arrêté relatif aux écoles de l'administration de
la marine. (*Journal milit.*, vol. 29, p. 51).

28 *messidor an 13.*

Établissement d'une école de pratique des élèves
de la marine dans le port de Gênes. (*Journal
militaire*, vol. 31, page 201).

23 *mars 1807.*

Règlement sur l'exercice du tir à boulet, à bord
des vaisseaux. (*R. des lois*, tom. 17, page 10).

12 *juillet.*

Décret relatif à la contribution personnelle et
mobilière des officiers, tant de terre que de
mer, désignés dans l'arrêté du 28 thermidor
an 10. (*R. des lois*, tom. 17, page 21).

2 *avril 1808.*

Décision qui modifie le décret du 12 juillet 1807
relatif à la contribution personnelle et mobi-
lière des officiers, tant de terre que de mer.
(*R. des lois de la marine*, tom. 18, page 98).

16 *juin.*

Décret impérial concernant le mariage des
militaires en activité de service. (*R. des lois*

de la marine, tome 18, page 155. *Journal milit.*, 1^{re} partie, 1808, page 321.)

18 juillet 1808.

Lettre du ministre de la marine, relative à l'exécution du décret du 12 juillet 1807, sur la cotisation des militaires à poste fixe. (*R. des lois de la marine*, tome 18, page 165.)

3 août.

Décret qui applique aux officiers militaires et civils de la marine, les dispositions du décret du 16 juin 1808, relatif au mariage des militaires en activité de service. (*R. des lois de la marine*, tome 18, page 166.)

28 août.

Décret additionnel à celui du 16 juin 1808, relatif au mariage des militaires. (*Journal milit.*, 2^e partie, 1808, page 22.)

11 décembre.

Décret portant que les officiers de santé de la marine, parvenus au grade d'entretenus par la voie du concours, sont dispensés de tout service public, autre que celui des armées navales et des hôpitaux des ports. (*R. des lois de la marine*, tome 18, page 191.)

21 décembre 1808.

Décision sur les formalités exigées pour le ma-

riage des officiers réformés. (*R. des lois de la marine*, tome 18, page 208. *Journ. milit.*, 2^e partie, page 282).

1809.

Dépêche du ministre sur les propositions de mariage des militaires.

27 avril 1809, et 8 janvier 1810.

Dépêches sur les demandes en mariage des aspirants.

Extrait du Code civil en ce qui concerne les testaments, actes de décès et de naissance à dresser en mer, par les agents comptables. (*Bull. des Lois*, n^o 154 bis, 4^e série. *R. des Lois de la marine*, tome 19, page 23. *Recueil des agents comptables. Recueil des Lois relatives à la marine*).

27 septembre 1810.

Décret portant création et organisation de deux écoles spéciales de marine. (*Journ. mil.*, 2^e partie, page 199).

Renseignements sur les écoles spéciales de marine, établies au port de Brest et de Toulon, par décret du 27 septembre 1810, et sur les conditions à remplir pour y être admis. (*C'est un imprimé isolé*).

4 janvier 1811.

Décret qui nomme les commandants et autres officiers des écoles spéciales de marine à Brest et à Toulon. (*Journ. milit.*, 1^{er} vol. page 342).

24 mars.

Décret qui établit dans les rades de Brest et de Toulon, trois écoles-pratiques de marine, sous le titre d'école de seconde classe. (*M. S.*)

13 août.

Décret qui ordonne que le montant des pensions et demi-pensions à payer par les familles des élèves des écoles spéciales de marine, ainsi que de leur trousseau, soit versé directement à la caisse de l'école. (*M. S.*)

4 décembre.

Décret qui nomme le capitaine de vaisseau Bonamy, commandant de l'école spéciale de marine à Toulon. (*M. S.*)

~~~~~

---

## CONGÉS.

---

LICENCES. = PASSE-PORTS. = CONGÉS. = LICENCIEMENTS = PERMISSIONS.

---

27 août 1624.

ORDONNANCE rendue par M. le duc de Montmorency, portant défenses de faire usage de congés, qu'ils ne soient enregistrés aux tables de marbre. (*R. du Poncet sur l'amirauté*, page 80, 81).

2 janvier 1627.

Tarif et règlement de M. le cardinal de Richelieu en qualité de grand-maître, chef et surintendant de la navigation, concernant les droits des congés.

Il ordonne en outre qu'il ne pourra être délivré aucun congé par autre que par lui, et fait défenses à tous maîtres de navires de sortir sans en être munis, à peine d'être traités comme pirates.

25 août 1650.

Arrêt du conseil qui défend aux maîtres et ca-

pitaines de vaisseaux de sortir des ports sans commissions, congés et passe-ports qu'ils feront enregistrer; d'en prendre des princes étrangers; de déclarer leur chargement et en payer les droits; leur enjoint de retourner dans les mêmes ports d'où ils sont sortis; leur défend d'assister de vivres, armes et munitions, les ennemis, et de transporter des marchandises de contrebande.

20 octobre 1672.

Règlement portant que les officiers commandant les vaisseaux du roi seront tenus de représenter au désarmement les officiers mariniens et matelots qui leur auront été confiés, et ne pourront les échanger ni leur donner congé pendant tout le temps de l'armement.

3 décembre.

Ordonnance portant défenses aux matelots d'abandonner le service sous prétexte de désarmement. (*Cod. Nav.* page 145).

26 juillet 1673.

Ordonnance portant défenses aux capitaines d'abandonner leurs vaisseaux sans congé, pour aller coucher à terre. (*Cod. Nav.* p. 188).

19 décembre.

Ordonnance portant qu'à l'avenir il sera déli-

vré des passe-ports à tous vaisseaux flamands et autres ennemis qui voudront faire le commerce dans le royaume, en payant un écu par tonneau.

13 juillet 1675.

Ordonnance portant défenses aux capitaines de donner congé aux matelots embarqués d'aller coucher à terre. (*Cod. Nav.* page 149).

3 décembre 1677.

Ordonnance du roi portant défenses à tous officiers de marine de quitter les ports de leurs départements sans congé, à peine d'interdiction. (*Arch.*)

25 février 1680.

Ordonnance du roi portant défenses aux gardes de la marine de quitter sans sa permission le port où Sa Majesté les a départis, à peine de cassation. (*Arch.*)

12 mai 1681.

Ordonnance qui rappelle celle du 27 septembre 1670, et défend aux officiers des vaisseaux de quitter le bord sans permission du commandant. (*Arch.*)

10 mars 1682.

Ordonnance du roi portant que tout garde de la marine qui quittera le service sans en



avoir la permission de Sa Majesté, sera poursuivi par les prévôts de la marine, et mis en prison pendant un an. (*Arch.*)

4 septembre 1682.

Ordonnance portant défenses aux officiers de marine de donner congé aux soldats pour se retirer chez eux. (*Arch.*)

20 février 1684.

Ordonnance du roi portant défenses aux officiers des compagnies franches de la marine de donner congé aux soldats. (*Arch.*)

21 décembre.

Ordonnance portant défenses de délivrer des congés aux capitaines de navires, s'ils ne rapportent le rôle de leurs équipages, visé et certifié du commissaire des classes. (*Col. cah. 4*).

31 mai 1685.

Ordonnance portant que les matelots qui quittent leurs bords, ou ne s'y rendent pas au temps prescrit, ou ne rapportent point de congés de leurs officiers ou commissaires, seront punis comme déserteurs.

30 juin 1686.

Ordonnance qui défend aux matelots d'aban-

donner le service sous prétexte de désarmement. (*Col. cah.* 15).

22 décembre 1686.

Ordonnance qui défend aux consuls de donner des congés. (*Valin*, tome 1, page 272).

31 juillet 1687.

Arrêt du Conseil, concernant les congés expédiés par le secrétaire-général de la marine.

29 avril 1688.

Ordre que le roi veut être observé par les commis préposés à la distribution des congés et à la recette des droits de M. le comte de Toulouse, amiral de France, dans tous les ports et hâvres du royaume pendant l'année 1688.

30 avril.

Ordonnance qui proroge jusqu'à deux ans le temps des congés pour les capitaines qui naviguent en Levant.

7 décembre 1689.

Ordonnance portant défenses d'arrêter les vaisseaux porteurs de passe-ports de Sa Majesté.

17 décembre.

Ordonnance du roi qui défend aux officiers de descendre à terre avant que le désarmement ne soit fait, et ordonne aux commandants,

commissaires et écrivains d'arrêter les consommations faites pendant la campagne avant de descendre à terre.

22 décembre 1689.

Ordonnance qui défend aux officiers mariniers, matelots et soldats, de descendre à terre sans congé. (*Col. cah.* 19).

2 octobre 1691.

Ordonnance qui défend aux capitaines marchands de recevoir des matelots qui n'ont pas de congés de leurs commissaires.

6 novembre 1694.

Arrêté du Conseil qui ordonne que les certificats et les passe-ports qui seront accordés en conséquence du traité de bonne correspondance entre la France et l'Espagne, seront expédiés par M. l'amiral, et non par le gouverneur du pays ou par l'ambassadeur d'Espagne.

23 juillet 1704.

Règlement du roi concernant les passe-ports des vaisseaux et la navigation des États neutres. (*R. du C. d'État*).

19 novembre 1710.

Ordonnance du roi portant révocation des passe-ports accordés aux Hollandais. (*R. du C. d'État*).

6 février 1711.

Ordonnance du roi pour la distribution des passe-ports, tant pour les sujets de S. M. qui sortent du royaume, que pour ceux des ennemis qui entrent sur les terres de France. (*R. du C. d'État*).

1<sup>er</sup> mai 1752.

Ordonnance pour régler la distribution des congés d'ancienneté. (*Col.*)

3 janvier 1753.

Ordonnance concernant les soldats, cavaliers et dragons qui viennent à Paris avec des congés limités. (*Col.*)

1<sup>er</sup> mai.

Ordonnance pour régler la distribution des congés d'ancienneté (*Col.*)

22 avril 1763.

Ordonnance concernant les soldats qui sont ou qui viendront à Paris avec des congés absolus de semestre et de réforme. (*Col.*)

21 février 1772.

Arrêt au sujet des formalités à observer pour les capitaines, maîtres ou patrons qui reviennent du Levant après le temps porté par leurs congés. (*Col.*)

26 floréal an 12.

Arrêté relatif aux marins étrangers qui seront congédiés de leurs navires. (*Journal milit.*, vol. 29, page 111).

18 septembre 1807.

Décret concernant les passe-ports. (*Bull. des Lois*, 4<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 163).

20 septembre 1809.

Instruction du ministre-directeur de l'administration de la guerre sur le gîte et geolage des marins détenus. (*Journ. milit.*, 2<sup>e</sup> partie, 1809, page 321).

28 mai 1810.

Les passe-ports accordés aux marins étrangers licenciés seront visés par les administrateurs de la marine. (*Circulaire ministérielle. M. S.*)

---

---

## PENSIONS.

---

RETRAITES. = TRAITEMENTS DE RÉFORMES.  
= SECOURS.

---

25 avril 1691.

ORDONNANCE du roi sur la demi-solde à payer aux officiers, mariniers et matelots, avec leur nourriture, lorsqu'ils arriveront dans les ports pour servir sur les vaisseaux de Sa Majesté.

23 mai 1718.

Ordonnance concernant les décharges des paiements de la demi-solde des invalides de la marine, pour les cinq premiers mois de l'année 1709. (*R. du C. d'État*).

19 février 1731.

Mémoire du roi concernant les gens de mer, soldats de marine, ouvriers et journaliers qui peuvent être admis à la demi-solde. (*Col.*)

17 avril 1759.

Déclaration concernant les pensions. (*Col.*)

29 janvier 1770.

Arrêt concernant les retenues à faire sur les

pensions et gratifications qui se paient au trésor royal. (*Col.*)

22 décembre 1776.

Réglement concernant les pensions et autres grâces pécuniaires. (*Col.*)

8 novembre 1778.

Lettres-patentes portant établissement d'un nouvel ordre pour le paiement des pensions. (*Col.*)

7 janvier 1779.

Déclaration concernant les pensions. (*Col.*)

8 août.

Déclaration concernant les pensions. (*Col.*)

N<sup>o</sup> 1.

Instruction pour les pensionnaires sur les formalités prescrites par les lettres-patentes du 8 novembre 1778, et la déclaration du 7 janvier 1779. (*Col.*)

N<sup>o</sup> 2.

Instruction sur les formalités à remplir par les pensionnaires pour recevoir au trésor royal. (*Col.*)

N<sup>o</sup> 3.

Instruction sur les formalités à remplir par les pensionnaires, pour recevoir les pensions et autres grâces dont ils jouissent. (*Col.*)

22 août 1790.

Proclamation du roi sur les décrets de l'as-

semblée nationale, des 10, 16, 23, 26 et 31 juillet 1790, concernant les pensions, gratifications, et autres récompenses nationales.

13 mai 1791.

Loi relative à la caisse des invalides de la marine.

29 juin.

Instruction sur la loi du 13 mai 1791, concernant la caisse des invalides de la marine et celle des gens de mer.

12 février 1792.

Décret relatif aux secours accordés aux enfants des ouvriers des ports de Brest, Lorient, Toulon et Rochefort. (*Journ. milit.*, vol. 4, page 82).

9 mai.

Loi relative aux secours à accorder aux Acadiens et Canadiens.

8 juin.

Loi relative aux pensions accordées sur la caisse des invalides.

19 août.

Extrait de la loi relative aux manufactures d'armes de guerre, pour ce qui concerne les pensions. (*Art. 33 et 38*).

15 germinal an 3.

Loi concernant les pensionnaires et les inva-



lides de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 11, page 779).

3 brumaire an 4.

| Loi sur le rétablissement des troupes d'artillerie de la marine, et les divers services auxquelles elles sont affectées. (*Journ. milit.*, vol. 2, page 289).

16 frimaire an 6.

Loi relative à la liquidation des pensions accordées aux ci-devant gagistes de la liste civile.

14 fructidor.

Loi relative aux secours à accorder aux veuves et enfants des militaires, et employés composant les armées de terre et de mer.

28 fructidor an 7.

Loi sur la solde de retraite pour l'armée de terre. (*Bull. des Lois*, 2<sup>e</sup> série, n° 310).

14 brumaire an 8.

| Arrêté qui ordonne une retenue sur le produit des prises, pour le soulagement des marins prisonniers de guerre. (*Journ. milit.*, vol. 20, page 75).

7 brumaire an 9.

Arrêté qui déclare applicable à l'armée navale la loi du 28 fructidor an 7, sur la solde de retraite pour l'armée de terre. (*Journ. milit.*, vol. 22, page 125).

27 prairial an 10.

Arrêté relatif aux pensions sur la liste civile.  
(*Bull. des Lois*, 3<sup>e</sup> série, n° 197, page 406).

Arrêté relatif aux gagistes de la liste civile.

Note des pièces à produire par les marins qui réclament la solde de retraite. (*Journ. milit.*, vol. 23, page 505).

8 floréal an 11.

Loi relative au mode d'admission à la solde de retraite et au traitement de réforme. (*Bull. des Lois*, 3<sup>e</sup> série, n° 277).

15 prairial.

Arrêté des consuls qui fixe les pensions des employés du ministère de la marine.

11 fructidor.

Arrêté sur les soldes de retraite et traitement de réforme dans la marine. (*Journ. milit.*, vol. 27, page 361.)

23 frimaire an 12.

Arrêté du gouvernement relatif aux traitements à allouer aux officiers réformés, appelés à des fonctions civiles. (*Journ. milit.*, 1<sup>re</sup> partie de l'an 12, page 179).

10 thermidor.

Décret sur les pensions de retraite.

9 brumaire an 13.

Décret portant que les lois qui défendent de cumuler la solde de retraite avec celle d'activité ne sont pas applicables aux militaires pensionnés qui font partie des gardes-côtes.

9 pluviose.

Décret sur les soldes de retraite.

16 frimaire an 14.

| Décret qui accorde une pension aux veuves des militaires morts à Austerlitz.

2 février 1808.

Avis du conseil-d'état sur l'inaliénabilité des soldes de retraite, des traitements de réforme, et des pensions militaires et de la légion d'honneur. (*Bull. des Lois*, 4<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 182, page 113).

4 mars.

Décret qui applique aux employés et aux veuves des employés du ministère de la marine le décret du 2 février 1808, sur les pensions à accorder aux employés du ministère de la guerre. (*M. S.*).

27 février 1811.

Décret sur les pensions. (*M. S.*).

8 mars.

Décret relatif à la solde de retraite.

~~~~~

DÉSERTION.

PEINES. = AMNISTIE.

20 février 1667.

DÉCLARATION portant amnistie en faveur des officiers mariniers, matelots et soldats qui servent et se sont retirés dans les pays étrangers, à condition qu'ils reviendront en France. (*Cod. Nav.*, page 119).

23 septembre 1673.

Ordonnance pour la punition des matelots déserteurs. (*Cod. Nav.*, page 157).

19 septembre 1676.

Ordonnance pour changer la peine de mort en celle des galères perpétuelles, contre les officiers mariniers et matelots déserteurs. (*Cod. Nav.*, page 159).

25 juillet 1681.

Règlement pour la poursuite des soldats déserteurs. (*Arch.*)

31 octobre 1691.

Ordonnance contre les déserteurs des vaisseaux

armés en course. (*Valin*, tome 2, page 229).

28 janvier 1693.

Ordonnance portant amnistie en faveur des matelots déserteurs. (*Col. cah.*, page 32).

22 septembre 1699.

Déclaration portant peine des galères contre les officiers et matelots qui abandonneront les vaisseaux en mer. (*Valin*, tom. 1, p. 551).

28 juillet 1700.

Ordonnance portant amnistie en faveur des flibustiers et soldats des îles de l'Amérique. (*Col.*)

14 mars 1716.

Ordonnance du roi portant amnistie en faveur des forbans qui sont dans les mers des Indes. (*R. du C. d'État*).

2 janvier 1717.

Ordonnance du roi concernant les soldats déserteurs des compagnies des galères. (*R. du C. d'État*).

Ordonnance du roi portant amnistie générale en faveur des soldats de marine déserteurs. (*R. du C. d'État*).

22 mai 1719.

Ordonnance du roi en forme de règlement sur ce que le roi veut être observé dans les colo-

nies par rapport aux matelots qui désertent des vaisseaux de S. M. (*R. du C. d'État*).

23 décembre 1721.

Ordonnance du roi au sujet des matelots qui désertent dans les colonies. (*R. du C. d'État*).

8 février 1724.

Ordonnance du roi portant amnistie en faveur des officiers mariniers et matelots français déserteurs, à condition qu'ils reviendront dans un an dans le royaume. (*R. du C. d'État*).

Ordonnance du roi portant que tous les officiers mariniers et matelots français qui ont quitté les bâtiments sur lesquels ils servaient, et sont restés dans les pays étrangers, seront tenus de revenir dans le royaume dans un an, ou autrement punis comme déserteurs. (*R. du C. d'État*).

7 février 1730.

Ordonnance du roi portant amnistie en faveur des soldats déserteurs des compagnies franches de la marine. (*R. du C. d'État*).

13 mai 1738.

Arrêt qui confirme l'ordonnance du 23 décembre 1721, concernant les matelots qui désertent dans les colonies. (*Valin*, tom. 1, p. 538).

1^{er} septembre 1742.

Ordonnance portant amnistie en faveur des déserteurs des troupes de la marine. (*Col.*)

22 avril 1744.

Ordonnance portant amnistie en faveur des officiers mariniers et matelots déserteurs. (*Col.*)

25 mars 1745.

Ordonnance portant règlement pour la punition des déserteurs des navires armés en course. (*Valin*, tome 2, page 233).

5 décembre 1752.

Concordat entre le Saint-Siège et la cour de France, pour les déserteurs du roi dans l'État d'Avignon et le Comtat Venaissin, et l'engagement des sujets desdits États dans les troupes de Sa Majesté. (*Col.*)

11 septembre 1757.

Ordonnance portant amnistie en faveur des déserteurs des troupes de la marine. (*Col.*)

29 décembre.

Ordonnance portant amnistie en faveur des officiers mariniers et matelots déserteurs. (*Col.*)

6 septembre 1759.

Ordonnance concernant les déserteurs des milices gardes-côtes. (*Col.*)

16 novembre 1759.

Ordonnance contre les désobéissants et déserteurs. (*Valin*, tom. 1, page 546).

29 mars 1762.

Ordonnance qui déroge à plusieurs dispositions de celle du 16 novembre 1759, portant peine contre les gens de mer désobéissants et déserteurs. (*Col.*)

26 novembre.

Ordonnance portant amnistie en faveur des officiers mariniers et matelots déserteurs. (*Col.*)

13 janvier 1776.

Ordonnance portant amnistie générale en faveur des soldats qui ont déserté des troupes de Sa Majesté employées au service de la marine et des colonies, et qui établit de nouvelles peines contre les déserteurs. (*Col.*)

1^{er} juillet 1777.

Ordonnance portant amnistie en faveur des officiers mariniers et matelots déserteurs. (*Col.*)

24 juillet 1780.

Ordonnance portant amnistie en faveur des officiers mariniers et matelots déserteurs. (*Col.*)

10 janvier 1785.

Ordonnance du roi portant amnistie générale en faveur des soldats qui ont déserté des trou-

pes de Sa Majesté employées au service de la marine et des colonies.

27 février 1785.

Ordonnance du roi portant amnistie en faveur des officiers mariniers et matelots déserteurs.

21 septembre 1793.

Décret relatif aux gens de mer, aux ouvriers classés, fuyards ou déserteurs. (*Journ. milit.*, vol. 7, page 869).

9 brumaire an 7.

Arrêté portant établissement de bagnes dans les ports de Nice et du Havre, uniquement destinés à recevoir les marins déserteurs. (*Journ. milit.*, vol. 18, page 141).

18 messidor.

Loi relative aux déserteurs de l'armée de mer. (*Journal milit.*, vol. 19, page 603).

5 brumaire an 11.

Arrêté qui prescrit les formalités à remplir par les gens de mer et ouvriers pour profiter de l'amnistie accordée aux déserteurs de toutes armes par la loi du 24 floréal an 10. (*Journ. milit.*, vol. 26, page 109).

3 frimaire an 13.

Dépêche (inscription maritime) fixant à 12 fr. la gratification allouée pour l'arrestation des

marins déserteurs. (*Au bureau de l'inscription maritime*).

23 ventose an 13.

Décret sur les peines à infliger pour provocation à la désertion.

9 messidor.

Décret concernant la peine encourue pour recèlement des marins déserteurs. (*Journ. milit.* vol. 31, page 174).

8 vendémiaire an 14.

Décret sur les peines à infliger pour provocation à la désertion.

12 août 1807.

Décret qui rend applicables aux déserteurs de la marine non jugés définitivement, les dispositions du décret du 20 juin 1807, sur l'amnistie. (*R. des Lois*, tome 17, pag. 27).

18 août 1808.

Décret indiquant la destination du produit des amendes prononcées contre les déserteurs des troupes d'artillerie de marine et des bataillons de la marine.

19 octobre.

Décret sur la peine encourue par les militaires et marins condamnés aux fers en cas d'éva-

sion ou de récidive. (*R. des lois de la marine*, tome 18, page 188).

22 octobre 1808.

Décret relatif aux peines encourues pour crime de désertion par les individus incorporés dans les bataillons de la marine. (*R. des lois de la marine*, tome 18, page 189).

Février 1810.

Code pénal général. (*Bull. des Lois*, 4^e série, n° 277 bis à la fin du volume).

25 mars.

Extrait du décret du 25 mars 1810, portant amnistie en faveur des marins qui étaient en état de désertion (*M. S.*)

30 mars.

Instruction sur le décret d'amnistie du 25 mars en ce qui concerne l'application de ce décret aux soldats d'artillerie de marine, ouvriers militaires et gens de mer. (*M. S.*)

30 juin.

| Décret portant que les marins déserteurs actuellement prisonniers en Angleterre, et ceux qui ont été ou se trouvent encore actuellement employés sur des bâtiments ennemis, sont admis à profiter de l'amnistie prononcée par le décret du 25 mars dernier. (*Bull. des Lois*, 4^e série, n° 297, page 546).

30 juin 1810.

Décret qui détermine de quelle manière doivent se conduire les marins déserteurs prisonniers chez l'ennemi pour profiter de l'amnistie du 25 mars, et faire connaître leur repentir. (*M. S.*)

9 février 1811.

Décret relatif aux déserteurs en activité dans les dépôts de réfractaires ou dans un régiment.

12 avril.

Décret concernant les bâtiments armés en course, à bord desquels il serait trouvé des déserteurs des bâtiments de guerre.

4 mai.

Décret relatif à la recherche et à la punition des déserteurs de la marine.

14 octobre.

Décret relatif à la recherche et à la punition des déserteurs. (*Bulletin des Lois*, 4^e série, n° 398, page 372).

23 novembre.

Décret relatif à la punition des déserteurs et réfractaires qui, après avoir obtenu grace ou pardon, ne se rendraient pas à leurs corps ou désérteraient après s'y être rendus. (*Bull. des Lois*, 4^e série, n° 403, page 468).

30 novembre 1811.

Décret relatif au jugement des déserteurs qui se représenteront après l'expiration du délai accordé au repentir.

19 janvier 1812.

Décret qui condamne à mort certains déserteurs. (*Journ. milit.*, 1^{ère} partie, 1812, p. 85).

2 février.

Décret qui applique à tout officier des armées de terre et de mer ayant formé ou favorisé un complot de désertion, la peine de mort prononcée par les articles 5 et 6 de la loi du 25 brumaire an 5.

Décret relatif aux complots de désertion. (*Bull. des Lois*, 4^e série, tome 16, n° 419, pag. 143. *Journ. milit.*, 1^{ère} partie, 1812, page 41).

4 mai.

Décret relatif à la recherche et à la punition des déserteurs de la marine. (*Journ. milit.*, 1^{ère} partie, 1812, page 306).

Décret impérial portant peine afflictive contre les marins déserteurs.

22 juin.

Décret sur les déserteurs, et circulaire du ministre de la marine à ce sujet.

22 décembre 1812.

Décret contenant de nouvelles dispositions contre la désertion. (*Bull. des Lois*, 4^e série, tome 17, n^o 454, page 207. *Journ. milit.*, 1^{ere} partie, 1812, page 219).

14 juin 1813.

Décret relatif au mode d'exécution des décisions de Sa Majesté, portant grace ou commutation de peine en faveur de condamnés pour crime de désertion ou pour tout autre délit militaire. (*Bulletin des Lois*, 4^e série, tome 18, n^o 507, page 750. *Journ. milit.*, 1^{ere} partie, 1813, page 219).

4 janvier 1814.

Décret relatif au jugement des déserteurs. (*Bull. des Lois*, 4^e série, n^o 550).

23 avril.

Ordonnance de Monsieur, lieutenant-général du royaume, pour la mise en liberté de tous les individus détenus dans les prisons et bagnes pour faits et délits relatifs à la conscription. (*Moniteur du 23 avril 1814*, et *Bull. des Lois*, 5^e série, tome 1^{er}, page 53).

CRIMES ET DÉLITS MILITAIRES.

PEINES. = CONSEILS DE GUERRE. = COURS
MARTIALES, TRIBUNAUX MARITIMES.

23 septembre 1673.

RÉGLEMENT sur la tenue du conseil de guerre
de marine, pour le jugement des crimes, etc.
(*Cod. nav.*, page 156).

5 juin 1674.

Réglement sur la tenue du conseil de guerre,
pour les jugements des crimes. (*Arch.*)

5 août 1676.

Arrêt portant que tous les français qui seront
pris sur les vaisseaux étrangers qui appartiennent
aux ennemis, seront condamnés aux
galères perpétuelles. (*C. nav.*, page 140).

9 janvier 1677.

Ordonnance pour régler la préséance dans les
conseils de guerre, entre les capitaines de
frégates légères et les lieutenants de vaisseaux,
et pour y admettre les enseignes à vingt-deux
ans. (*C. nav.*, page 159).

9 janvier 1677.

Ordonnance du roi portant que les enseignes de vaisseaux seront appelés et auront voix dans le conseil de guerre, lorsqu'il n'y aura pas un nombre suffisant de capitaines ou de lieutenants pour former ledit conseil de de guerre. (*Arch.*)

12 septembre 1681.

Ordonnance portant que tout soldat déserteur qui tirera l'épée ou quelques autres armes contre ceux qui se mettront en état de l'arrêter, sera puni de mort. (*Arch.*)

22 décembre 1682.

Ordonnance pour défendre aux cavaliers, dragons et soldats des troupes de commettre le faux-saunage, sur peine des galères. (*Col.*)

4 octobre 1685.

Ordonnance du roi portant que le pouvoir d'interdire les officiers de marine, est réservé aux commandants de ses armées navales et escadres, etc. (*Arch.*).

21 mars 1686.

Ordonnance concernant le jugement des matelots et soldats aux conseils de guerre de marine. (*Col.*, cah. 14).

6 novembre.

Lettre de la cour qui approuve qu'en l'absence

de l'intendant, les commissaires de la marine ou le contrôleur seront admis dans les conseils de guerre et décide du rang qu'ils y auront.

10 mai 1689.

Ordonnance portant que les crimes commis entre les matelots des vaisseaux et soldats des galères, seront jugés par l'intendant de la marine.

17 mars 1700.

Ordonnance du roi portant défense aux canoniers, capitaines d'armes, matelots, soldats, et autres, de vendre, acheter, récélér ni divertir aucunes poudres des vaisseaux et autres bâtiments, sous les peines portées par ladite ordonnance. (*R. du C. d'état*).

27 mars 1725. *

Ordonnance du roi qui impose la peine des galères aux matelots et autres gens de mer qui s'engageront, tant dans les troupes de terre que dans celles de la marine, s'ils ne déclarent être classés. (*R. du C. d'état*).

27 décembre 1727.

Ordonnance du roi qui donne pouvoir au conseil de guerre de juger les officiers mariniens, matelots et autres composant les équipages

des bâtimens marchands qui auront déguisé leurs noms. (*R. du C. d'état*).

6 septembre 1759.

Instruction sur les conseils de guerre pour les milices garde-côtes. (*Col.*)

12 décembre 1761.

Ordonnance qui fixe ce qui doit être observé par les conseils de guerre, pour les gens de mer, ayant déserté après avoir reçu leurs avances. (*Col.*)

22 août 1790.

Code pénal de la marine.

Le titre 1^{er} de ce décret est abrogé par le décret impérial du 22 juillet 1808.

L'article 55 est abrogé par l'arrêté du 5 germinal an 12. (*Journal milit.*, vol. 1^{er}, page 295).

2 novembre 1790.

Loi qui modifie le code pénal de la marine. (*R. des lois sur la marine*).

23 janvier 1791.

Loi contenant des articles additionnels au code pénal de la marine. (*R. des lois sur la marine*).

6 octobre.

Code pénal général.

12 octobre 1791.

Loi sur l'organisation des cours martiales maritimes.

Cette loi a été sanctionnée le 12 octobre, mais elle a été rendue le 20 septembre. (*Journal milit. suppl.*, vol. 4, page 254).

12 mai 1793.

Code pénal militaire pour toutes les troupes en temps de guerre.

15 septembre.

Loi interprétative des art. 5 et 18 du titre 2 du code de la marine du 22 août 1790. (*R. des lois de la marine*, tom. 2, page 93).

16 nivôse an 2.

Décret qui approuve un arrêté pris par les représentants du peuple, pour l'établissement de la discipline, à bord des vaisseaux de la république. (*R. des lois sur la marine*, tom. 4, page 279).

14 pluviôse an 2.

Décret sur la conduite que doivent tenir les commandants des vaisseaux français devant les vaisseaux ennemis.

1^{er} vendémiaire an 3.

Loi sur les jugements par les conseils maritimes pour les rebelles.

4 nivose an 3.

Loi sur les embaucheurs.

30 prairial.

Loi sur les conspirateurs et ceux qui ont pris les armes contre l'état.

17 germinal.

Loi qui détermine par quels tribunaux doivent être jugés les fonctionnaires publics. (*Cahier des lois*, chez Rondonneau).

Deuxième jour complémentaire an 3.

Loi qui établit un nouveau mode pour les jugements des délits militaires.

2 et 3 brumaire an 4.

Loi sur l'organisation de la marine.

Elle renferme des dispositions pénales.

17 germinal an 4.

Loi qui détermine les formalités à observer avant l'exécution des jugements militaires. Instruction du ministre de la guerre à ce sujet.

18 prairial.

Décret concernant les jugements militaires.

An 5.

Loi qui règle la manière de procéder au jugement des délits militaires.

21 *brumaire an 5.*

Loi pour le service des armées de terre, ou
Code des délits et des peines pour les troupes
de la république.

18 *vendémiaire an 6.*

Loi portant établissement de conseils permanents pour la révision des jugements des conseils de guerre.

7 *fructidor.*

Arrêté sur les marins condamnés aux fers.
(*Journal milit.*, vol. 17, page 854).

13 *thermidor an 7.*

Loi relative au recours en cassation contre les jugements émanés des cours martiales maritimes. (*Journal milit.*, vol. 19, page 694).

19 *frimaire an 8.*

Arrêté des consuls concernant la police et la discipline militaires sur les vaisseaux de l'état.

An 8.

Avis du conseil, approuvé par le premier consul, relatif à la manière de juger les prévenus de piraterie.

7 *floréal.*

Arrêté des consuls sur l'organisation de la marine.

6 *floréal an 10.*

Dépêche de S. Ex. le ministre de la marine,

concernant les militaires condamnés à la détention ou à l'emprisonnement. (*Bureau des troupes*).

10 vendémiaire an 11.

Le recours en grâce doit avoir lieu dans le cours de l'instruction.

Une lettre du grand-juge fait connaître cette décision du premier consul.

Elle a été adressée au ministre de la marine le 24 vendémiaire an 11.

2 prairial an 11 (22 mai 1803).

Règlement sur les armements en course.

17 ventose an 12.

Décision du premier consul relative à la peine de la désertion avec armes.

24 ventose.

Décret sur la discipline des légionnaires.

26 ventose.

Avis du conseil d'état relatif aux militaires qui emportent leurs armes.

5 germinal.

Arrêté relatif aux conseils de guerre maritimes, spéciaux.

Il comprend l'arrêté additionnel sur le même objet, du 1^{er} floréal. (*Journal milit.*, vol. 29, page 85).

26 floréal an 12.

Lettre du ministre sur les jugements de ceux condamnés à 1500 fr. d'amende. (*Troupes*).

25 thermidor.

Décret relatif à la formation des cours martiales maritimes dans les ports d'Anvers, du Havre, de Cherbourg et de Dunkerque. (*Journal milit.*, vol. 29, page 251).

30 thermidor.

Avis du conseil d'État relatif aux délits commis par les militaires en congé.

9 frimaire an 13.

Tout officier, marinier ou matelot, condamné à une peine afflictive, sera réduit à la basse paie de matelot. (*Bureau de l'inscription militaire*).

23 mai 1806.

Décret relatif à la formation d'une cour martiale maritime dans le chef-lieu du 7^e arrondissement maritime. (*Journal milit.*, vol. 33, page 193).

22 juillet.

Décret relatif à l'organisation des conseils de marine, et à l'exercice de la police et de la justice à bord des vaisseaux. (*Journal milit.*, vol. 34, page 31).

22 septembre 1806.

La peine de la cale est substituée à celle de la bouline.

Lettre du ministre. (*Inscription maritime*).

12 novembre.

Décret contenant création et organisation des tribunaux militaires. (*Journ. milit.*, vol. 34, page 208).

12 décembre.

Décret concernant les pilotes lamaneurs.

29 décembre.

On doit se conformer aux dispositions du code pénal du 6 octobre 1791, relativement à l'application de la peine encourue par les Français qui ont porté les armes contre leur patrie.

Lettre du ministre. (*Inscription maritime*).

23 avril 1807.

Décret relatif aux Français prévenus d'avoir été employés sur les vaisseaux ennemis. (*Journal milit.*, vol. 36, page 45).

Décret qui désigne les officiers admissibles comme suppléants dans la formation des conseils de guerre maritimes spéciaux. (*R. des Lois*, t. 17, page 23).

9 juin 1807.

Décision du ministre de la marine relative aux conseils de guerre maritimes spéciaux.

2 juillet.

Décision interprétative de l'art. 69 du décret du 12 novembre 1806, relative aux tribunaux maritimes. (*R. des Lois*, tome 17, page 20).

12 août.

Décision de Sa Majesté, qui règle l'ordre de préséance à observer dans la convocation des tribunaux maritimes. (*R. des Lois*, t. 17, page 26).

14 mars 1808.

Décret concernant les vols commis dans les arsenaux maritimes par les ouvriers-conscrits et les soldats d'artillerie de marine. (*R. des lois de la marine*, t. 18, page 36. *Journal milit.*, 1^{re} partie, 1808, page 140).

29 mai.

Dépêches relatives à la conduite à tenir envers les soldats à bord, au sujet de leur punition. (*Bureau des Troupes*).

7 octobre.

Lettre du ministre sur les militaires qui vendent leurs hardes. (*Bureau des Troupes*).

12 janvier 1811.

Décision portant que les officiers disponibles, prévenus d'un délit commun, doivent être traduits devant les tribunaux ordinaires. (*Bull. des Lois*, 4^e série, n° 345, page 53).

25 mars.

Décision portant qu'il y a lieu à l'application du code pénal ordinaire, dans les cas où les auteurs et complices des vols commis dans les ports et arsenaux sont étrangers au service de la marine.

4 novembre.

Les marins condamnés à la dégradation civique, seront licenciés du service.

Lettre du ministre. (*Inscription maritime*).

4 mai 1812.

Décret sur la suppression des jugements par contumace.

22 septembre.

Avis du conseil d'État portant que la règle prescrite par l'art. 10 du décret du 1^{er} mai dernier, ne doit être suivie que dans les cas non prévus par les lois pénales existantes, soit militaires, soit civiles. (*Bull. des Lois*, 4^e série, t. 18, n° 467, page 33).

22 mars 1813.

Décret concernant les individus jugés par contumace dans des armées supprimées. (*Bull. des Lois*, 4^e série, t. 18, n^o 487, page 481. *Journ. milit.*, 1^{re} partie, 1813, page 59).

MATÉRIEL.

APPROVISIONNEMENTS.

VIVRES. == OBJETS DE CONSOMMATIONS. ==
POIDS ET MESURES.

2 octobre 1669.

ARRÊT portant que la fourniture des vivres des vaisseaux du roi sera publiée au conseil.
(*Cod. Nav.*, page 162).

3 octobre.

Ordonnance qui règle le temps auquel doit commencer la solde et les victuailles des équipages des vaisseaux du roi. (*Cod. Nav.*, p. 163).

4 mars 1670.

Ordonnance sur la fourniture des vivres aux vaisseaux. (*Cod. Nav.*, page 163).

4 juillet.

Règlement sur la fourniture des vivres aux équipages des vaisseaux, et sur les tables des capitaines. (*Cod. Nav.*, page 166).

16 août.

Ordonnance qui règle le temps auquel doit

commencer la distribution des vivres et la solde des équipages. (*Cod. Nav.*, page 169).

21 août 1671.

Ordonnance pour rendre uniforme les poids et mesures dans tous les ports et arsenaux de la marine. (*Cod. Nav.*, page 34).

31 décembre.

Ordonnance portant que les capitaines donneront un certificat de la quantité et qualité des vivres embarqués sur leur bord. (*Cod. Nav.*, page 169).

4 mars 1672.

Ordonnance portant défenses aux capitaines de faire nourrir leurs bestiaux, ni les passagers, par le munitionnaire, ni de faire fournir de doubles rations au-delà du nombre porté par les états de S. M. (*Cod. Nav.*, pag. 176).

12 octobre.

Ordonnance portant défenses de défoncer les futailles vides. (*Cod. Nav.*, page 171).

14 octobre.

Règlement sur la forme des états du munitionnaire qui doivent être arrêtés par les intendants et commissaires généraux de marine. (*Cod. Nav.*, page 170).

26 octobre 1672.

Ordonnance portant défenses au munitionnaire de fournir des vivres en argent, et aux capitaines d'en recevoir. (*Cod. Nav.*, p. 177).

20 décembre.

Traité pour la fourniture des vivres, accordée à Nicolas Villette. (*Cod. Nav.*, page 171).

26 mars 1673.

Ordonnance portant que les capitaines signeront l'état des vivres embarqués sur les vaisseaux. (*Cod. Nav.*, page 177).

20 avril.

Ordonnance portant permission au munitionnaire de mettre du pain dans la grande chambre de chaque vaisseau. (*Cod. Nav.*, p. 178).

26 avril.

Ordonnance portant que le munitionnaire pourra mettre dans les vaisseaux qui auront le plus grand fond de cale, des vivres destinés pour les autres vaisseaux. (*Cod. Nav.*, page 179).

24 février 1674.

Ordonnance portant défenses aux intendants et commissaires généraux de marine, de passer dans les comptes du munitionnaire aucune demi-ration pour les mousses. (*Cod. Nav.*, page 180).

15 mai 1674.

Règlement sur la fourniture des vivres. (*Cod. Nav.*, page 180).

9 octobre 1675.

Ordonnance portant défenses aux intendants et commissaires généraux de passer aucune fourniture de vivres au munitionnaire, au-delà de ce qui est porté par l'état de S. M. (*Cod. Nav.*, page 183).

10 janvier 1676.

Ordonnance portant défenses aux officiers de marine de défoncer aucune futaille servant à mettre des boissons des équipages. (*Cod. Nav.*, page 184).

5 décembre 1691.

Ordonnance pour établir l'ordre dans la délivrance des marchandises.

4 juin 1692.

Ordonnance portant défenses de maltraiter les commis du munitionnaire. (*Col. cah.* 27).

Ordonnance portant défenses aux commis du munitionnaire de vendre ni divertir les vivres. (*Col. cah.* 29).

29 août 1719.

Ordonnance du roi sur la demi-solde et la ration

accordées aux équipages et aux valets des officiers pendant l'armement et le désarmement des vaisseaux de S. M. (*R. du C. d'Etat*).

26 mars 1736.

Arrêt qui subroge Claude Fort au lieu et place de Jean de la Coste, pour continuer la régie et exploitation de la fourniture des vivres aux équipages des vaisseaux et galères de S. M. (*Col.*)

4 décembre 1745.

Arrêt portant règlement pour les toiles à voiles qui se fabriquent dans l'évêché de Rennes. (*Col.*)

18 juin 1746.

Ordonnance concernant la fourniture du bois de chauffage et de la lumière des corps-de-garde des troupes. (*Col.*)

12 juin 1748.

Ordonnance concernant la distribution du tabac de cantine aux troupes. (*Col.*)

4 avril 1758.

Arrêt portant augmentation du prix des rations tant dans les ports et à la mer qu'aux hôpitaux, etc. (*Col.*)

1^{er} mai.

Ordonnance portant augmentation de quatre onces de pain pour les troupes de Sa Majesté, excepté les officiers. (*Col.*)

24 octobre 1762.

Ordre du roi pour faire valider des certificats de livraisons de marchandises faites au port de Bayonne , qui ne sont pas revêtus des formalités prescrites par l'ordonnance du 15 avril 1689. (Col.)

1^{er} décembre.

| Ordonnance portant suppression de quatre onces de pain dont la ration avait été augmentée pendant la guerre par ordonnance du 1^{er} mai 1758. (Col.)

14 décembre.

Traité des vivres de la marine. (Col.)

26 octobre 1765.

| Arrêt qui fait défense aux fermiers du domaine de percevoir aucuns droits sur les marchandises qui passent pour le service de Sa Majesté, accompagnées de passe-ports. (Col.)

20 septembre 1768.

Traité des vivres de la marine avec le sieur Joli.
(Col.)

1772.

Traité des vivres avec le sieur Bancaud.

28 mars 1774.

Traité pour les vivres de la marine. (Col.)

13 février 1776.

Traité des vivres avec le sieur Claude Fay.

18 *septembre* 1778.

Ordonnance pour fixer la composition du pain de munition dont la fourniture doit être faite aux troupes. (*Col.*)

4 *août* 1781.

Arrêt du conseil d'État du roi qui fixe le prix de diverses rations fournies pendant l'année 1776 dans les ports et sur les vaisseaux, galères et autres bâtiments de Sa Majesté, par M. Claude Fay, munitionnaire général des vivres de la marine, en vertu du traité qui lui a été passé par le roi en son conseil d'État le 13 février 1776.

5 *janvier* 1785.

Règlement du roi pour la composition et distribution des rations que le régisseur général des vivres de la marine doit fournir tant dans les ports et rades qu'à la mer, six années consécutives qui ont commencé le 1^{er} janvier 1784.

24 *décembre* 1787.

Règlement sur les fournitures à faire aux troupes qui s'embarquent. (*Très-rare*).

4 *mars* 1793.

Décret qui règle les formes à suivre pour contraindre les entrepreneurs et fournisseurs qui ont passé des marchés à remplir leurs enga-

gements. (*R. des lois de la marine*, vol. 2, page 341).

16 *pluviose an 2.*

Décret relatif aux vivres de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 8, page 454).

1^{er} *ventose an 8.*

Traité des vivres avec Minet-Gérard.

1^{er} *fructidor.*

Règlement concernant le chauffage des troupes et les bois et lumières des corps-de-garde. (*Journ. milit.*, 2^e vol. de l'an 8, page 763).

1^{er} *vendémiaire an 10.*

Traité des vivres avec Collot.

1^{er} *vendémiaire an 11.*

Traité des vivres avec Henri Liévin Carrié.

24 *frimaire.*

Décret relatif au pain de soupe.

Un décret du 5 germinal an 11 le rend applicable à la marine.

5 *germinal.*

Arrêté relatif aux approvisionnements de vivres pour le service de la marine, et à la vente de ces approvisionnements. (*Journ. milit.*, vol. 27, page 84).

1^{er} *messidor.*

Traité des vivres avec Louis Fresnais sous le

cautionnement du sieur Ignace-Joseph Van-
lerberghe.

23 avril 1807.

Avis du conseil d'État concernant les approvi-
sionnements de la marine. (*M. S.*)

25 octobre 1808.

Loi sur les droits d'entrée et de mouvements.

12 mars 1809.

Avis du conseil d'État qui comprend le bague
d'Anvers dans l'exemption de droits, portée
par l'arrêté du 5 germinal an 11.

10 février 1811.

Décret qui ordonne de ne plus acheter dans le
Nord ni mâts, ni cuivres, ni fers, ni chan-
vres. (*M. S.*)

14 février.

C'est devant les conseils d'administration que
doivent être rendus les comptes de gestion
des commis aux vivres embarquants. (*Cir-
culaire du ministre, bureau des vivres*).

12 février 1812.

Décret concernant les poids et mesures. (*Bull.
des Lois, 4^e série, tome 16, n^o 421, page 167*).

27 mars.

Décret concernant la distribution des soupes à
la Rumfort.

10 avril 1812.

Décret renfermant les dispositions relatives au pillage des grains et farines. (*Bull. des Lois*, 4^e série, n^o 428).

22 avril.

Décret qui déclare les majors responsables de l'inexécution des formalités prescrites pour la réception des étoffes et effets d'habillement, équipement et de harnachement. (*Bull. des Lois*, 4^e série, tom. 16, n^o 431, pag. 322).

4 mai.

Décret relatif à la circulation des grains et farines, à l'approvisionnement et à la police des marchés. (*Bull. des Lois*, 4^e série, t. 16, n^o 433, page 350).

12 mai.

Décret sur la fixation du prix des blés. (*Bull. des Lois*, n^o 435).

12 octobre.

Décret qui prescrit des formalités pour la circulation des eaux-de-vie, esprits et liqueurs composées d'eaux-de-vie ou d'esprits. (*Bull. des Lois*, 4^e série, tom. 17, n^o 452, p. 177).

5 janvier 1813.

Décret contenant tarif des droits sur les boissons. (*Bull. des Lois*, 4^e série, tom. 18, n^o 463, page 5).

BOIS DE CONSTRUCTIONS.

MARTELAGE. == EXPLOITATION DES BOIS.

Août 1669.

ORDONNANCE générale sur les eaux et forêts.

Titre 26, art. 3.

Il est défendu à tous propriétaires de couper aucun arbre de futaie de quelque espèce que ce soit, sans en avoir fait sa déclaration au greffe de la maîtrise du ressort, à peine de 3,000 fr. d'amende et de confiscation.

Ces défenses sont renouvelées par les arrêts du conseil des 9 novembre 1683, 10 mars 1685, 21 septembre 1700, 13 septembre 1703, 6 septembre 1723, et 1^{er} mars 1757, et réglemens subséquents.

Ces défenses ont pour objet, non-seulement les arbres des forêts, mais encore tous ceux des avenues et parcs, parce qu'il suffit que les arbres, tels qu'ils soient, puissent être propres au service de la marine pour que la déclaration

doive s'en faire. (*Code pénal des Eaux et Forêts*, t. 1, page 53).

28 février 1681.

Arrêt du conseil qui défend à tous particuliers de s'approprier les bois destinés pour la marine, qui seront jetés sur les rives par le débordement des rivières. (*Voyez l'ordonnance du 27 novembre 1744*).

9 novembre 1683.

Arrêt du conseil qui défend à tous propriétaires de couper aucun arbre de futaie sans une déclaration, à peine d'amende et de confiscation. (*Cod. pén. des Eaux et Forêts*, t. 2, page 1).

21 mars 1687.

Arrêt du conseil d'État qui défend de couper des bois en Provence sans la permission de M. de Vauvray, et qui lui commet la connaissance des délits et contraventions qui se commettront dans lesdites forêts.

15 février 1690.

Arrêt du conseil d'État défendant aux habitants des communautés de Provence de faire paître les chèvres dans les forêts et bois de cette province, ailleurs que dans les quartiers désignés dans ledit arrêt.

23 juin 1692.

Ordonnance qui défend aux armateurs de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz de faire couper aucun bois pour la construction de leurs bâtimens, avant qu'ils n'aient été visités par l'ordre du commissaire de la marine à Bayonne.

7 septembre 1694.

Arrêt du conseil portant défense d'empêcher le transport des bois par terre et par eau, en payant par les voituriers les dommages et chaumages, suivant qu'ils seront réglés, en cas de contestation, par les officiers des eaux et forêts.

21 septembre 1700.

Arrêt du conseil portant règlement pour la réserve des bois servant aux bâtimens de mer. (*Cod. pén. des Eaux et Forêts*, tome 2, page 26. *Col.*)

Mai 1716.

Édit du roi sur les eaux et forêts.

25 mars 1725.

Arrêt du conseil qui défend aux commissaires de la marine de permettre aux particuliers de couper des bois sans déclaration. (*Code pén. des Eaux et Forêts*, t. 1, page 90).

15 janvier 1726.

Ordonnance qui défend aux commissaires de la marine de permettre aux particuliers de couper des arbres dans leurs bois sans déclaration. (*Code pén. des Eaux et Forêts*, t. 2, page 92).

2 février 1734.

Arrêt du conseil qui oblige les Chartreux à envoyer au ministre de la marine la déclaration et l'état des bois de haute-futaie qu'ils veulent faire couper, six mois avant, à peine de 3,000 liv. d'amende et de confiscation. (*Code pén. des Eaux et Forêts*, t. 2, page 101).

27 novembre 1744.

Arrêt qui ordonne que lorsque les bois de construction seront jetés par les inondations sur les bords des rivières du Rhône, de la Saône et autres, les consuls des communautés seront tenus d'en donner avis, etc. (*Col.*)

19 décembre.

Arrêt qui ordonne que lorsque les bois servant à la construction des vaisseaux seront jetés par les inondations sur les bords de la Loire, etc., les syndics, consuls, etc., en donneront avis aux intendants et commissaires départis, etc., et aux commissaires de la marine. (*Col.*)

23 juillet 1745.

Arrêt du conseil qui défend de couper les arbres marqués pour la marine. (*Code pén. des Eaux et Forêts*, t. 2, page 177).

23 juillet 1748.

Arrêt qui défend aux communautés ecclésiastiques, séculières, régulières et laïques, et aux particuliers, de faire abattre aucun arbre qui aura été marqué du marteau de la marine. (*Col.*)

1^{er} mars 1757.

Arrêt qui ordonne que tous propriétaires de bois seront tenus, six mois avant de les couper, d'en faire leur déclaration, à peine de 3,000 livres d'amende, et confiscation. (*Col.*)

14 août 1765.

Arrêt qui ordonne que, lorsque les bois de construction seront jetés par les inondations et autres accidents sur les bords des rivières, les syndics, consuls, etc., des paroisses en donneront avis aux intendants des généralités et aux commissaires de la marine, à portée de la paroisse. (*Col.*)

8 mars 1774.

Arrêt qui défend de percevoir aucun droit sur les bois destinés pour la marine, qui passeront par Paris. (*Col.*)

29 juin 1785.

Arrêt qui ordonne que dans les forêts et bois les plus voisins des ports, à l'exception des quartiers de réserve, il sera fait délivrance aux entrepreneurs de flottage, des étoffes rouelles et autres bois nécessaires pour la construction des trains.

16 décembre 1786.

Règlement du roi concernant les dispositions à suivre par la marine, en exécution des ordonnances et arrêts précédemment rendus sur les martelages, et les achats d'arbres propres à son service.

16 pluviöse an 2.

Décret relatif à l'exploitation des bois propres au service de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 10, page 21).

29 vendémiaire an 11.

Arrêté relatif à la recherche des bois propres à la construction. (*Journ. milit.*, vol. 26, page 106).

28 floréal.

Arrêté relatif au martelage des bois propres au service de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 2, page 152).

9 messidor an 13.

| Décret contenant une nouvelle division de

l'empire en arrondissements forestiers de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 31, page 172).

21 novembre 1808.

Décret portant que le département de Tarn et Garonne fera partie du deuxième arrondissement forestier de la marine. (*Journ. milit.*, 2^e partie, 1808, page 174).

26 juin 1810.

Décision sur les questions relatives à l'application du décret du 25 mars dernier, qui proclame une amnistie pour les délits forestiers. (*Bull. des lois*, n° 295, p. 509, 4^e série).

4 mars 1811.

Décret qui met dans les attributions du ministre de la marine la conservation des forêts de l'île de Corse. (*M. S.*)

15 avril.

Décret relatif aux formalités qui doivent précéder et suivre l'abatage d'arbres futaies épars ou en pleins bois, appartenant à des particuliers. (*Bull. des lois*, n° 364, p. 357).

5 novembre.

Mesures pour assurer l'exécution du décret du 15 avril 1811. (*Bull. des Lois. Circulaire du ministre*).

~~~~~

---

## CONSTRUCTIONS.

---

TRAVAUX MARITIMES. = OUVRAGES HYDRAU-  
LIQUES. = DÉFENSES DES RADES. = ENTRE-  
PRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS.

---

4 juillet 1670.

**R**ÉGLEMENT pour la construction des vais-  
seaux du roi. (*Cod. Nav.*, page 24).

20 février 1671.

Ordre aux officiers de marine d'être présents  
aux radoub et carènes des vaisseaux. (*Cod.*  
*Nav.*, page 100).

22 mars.

Règlement sur la tenue du conseil de construc-  
tion. (*Cod. Nav.*, page 25).

13 juin.

Ordonnance portant défenses aux capitaines de  
marine de rien changer aux logements et  
cloisons des vaisseaux. (*Cod. Nav.*, page 101).

13 septembre 1673.

Règlement sur la manière de construire les  
vaisseaux de guerre. (*Cod. Nav.*, page 27).

30 juin 1676.

Règlement de M. d'Herbigny, pour le hâvre de la Rochelle. (*Valin*, tome 2, page 449).

16 septembre 1683.

Ordonnance du roi qui enjoint de remettre les gabaris et les modèles des vaisseaux qui se construiront entre les mains du contrôleur.

3 décembre 1692.

Ordonnance sur les précautions à prendre pour la construction des soutes à pain et à biscuit.

24 avril 1694.

Arrêt du conseil qui ordonne que les dommages aux quais et jetées du bassin de Dunkerque, seront réparés aux frais des propriétaires des bâtiments qui les auront occasionnés.

4 février 1738.

Ordonnance pour la conservation des digues et autres ouvrages faits et à faire dans la rivière de l'Adour, et pour rétablir l'ouverture de la barre de Bayonne. (*Col.*)

28 novembre 1759.

Ordonnance portant réunion au département de la guerre du service, établissement et entretien des batteries servant à la défense des rades de Brest et de Toulon. (*Col.*)



11 août 1770.

Ordonnance de l'intendant de Rochefort concernant l'établissement d'un ponton pour la carène des navires du commerce. (*Col.*)

25 août 1781.

Arrêt du conseil concernant la vente de l'ancien arsenal des galères de la ville de Marseille.

5 novembre 1786.

Arrêt du conseil qui ordonne la reconstruction du port du Macinage, dans la province du Cap-Corse.

7 et 11 septembre 1790.

Art. 3. Loi d'après laquelle les entrepreneurs de travaux publics se soumettent à être traités administrativement. (*Collection générale des décrets*, page 31).

17 ventose an. 8.

Arrêté relatif au service des travaux maritimes. (*Journ. milit.*, vol. 21, page 937).

22 prairial an 10.

Arrêté relatif à la division des travaux des ports et à leur classement, dans les attributions des ministres de la marine et de l'intérieur. (*Journ. milit.*, vol. 23, page 731).

7 mars 1806.

Décret portant que les batteries, forts et autres ouvrages défensifs, à la mer et dans l'étendue

des rades et ports, feront partie des attributions du ministre.

*Mars 1806.*

Décret portant que les phares, fanaux, balises et ancres, placés sur les côtes, feront partie des attributions du ministre de l'intérieur.

*24 mars 1809.*

Règlement du ministre de la guerre sur l'approvisionnement de siège des îles et forts en mer. (*Journ. milit.*, 1<sup>re</sup> partie, 1809, page 192).

*27 janvier 1810.*

Décret sur le bassin de la Rochelle. (*M. S.*)

*22 février.*

Loi qui applique au bassin de la Rochelle les dispositions de la loi du 12 floréal an 11, portant établissement d'une taxe sur les navires. (*Bull. des Lois*, 4<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 269, p. 140).

*8 mars.*

Loi sur les expropriations pour cause d'utilité publique. (*Bull. des Lois*, 1<sup>er</sup> tome de l'année 1810, page 197).

*18 août.*

Décret interprétatif de celui du 8 mars 1810, sur les expropriations pour cause d'utilité publique. (*Bull. des Lois*, page 155 du tome 2 de l'année 1810).



---

## ARTILLERIE.

---

FABRICATION D'ARMES.—POUDRES DE GUERRE.  
—FORGES, FONDERIES.

---

1<sup>er</sup> décembre 1669.

**R**ÉGLEMENT sur l'artillerie des vaisseaux. (*Cod. Nav.*, page 106.

12 janvier 1674.

Ordre aux capitaines de marine de faire débarquer les poudres et artifices avant d'entrer dans les ports. (*Cod. Nav.*, page 104).

9 octobre.

Ordonnance portant injonction aux officiers de marine d'embarquer à l'avenir pour l'armement des vaisseaux de guerre, moitié des canons de fer de Bourgogne. (*Cod. Nav.*, page 107).

23 juillet 1679.

Arrêt sur l'établissement de la fabrique de canons de Saint-Gervais.

4 avril 1686.

Réglement pour l'épreuve des poudres de guerre.

18 *septembre* 1686.

Ordonnance du roi en interprétation de celle du 4 avril dernier pour régler les épreuves des poudres à canon.

1<sup>er</sup> *mars* 1746.

Résultat du conseil contenant les conditions du marché de Jacques Mahieu, pour la fabrique et la vente des poudres. (*Col.*)

26 *avril*.

Arrêt concernant la prise de possession par Jacques Mahieu, pour la fabrique et la vente des poudres. (*Col.*)

7 *mars* 1747.

Arrêt portant règlement pour la pesée en présence des commis de la marque des fers, les déclarations à leur faire par les maîtres de forges, vérifications et enregistrements des fontes en gueuses, etc., dans les fourneaux du royaume. (*Col.*)

1<sup>er</sup> *mai* 1754.

Règlement pour la construction des espontons dont les officiers doivent être armés, et des fusils des grenadiers. (*Col.*)

22 *mars* 1758.

Ordonnance concernant les transports de poudres dans le royaume. (*Col.*)

*Juillet 1776.*

Lettres-patentes portant ratification du contrat d'échange entre le roi et M<sup>gr</sup> le comte d'Artois, de la forge de Ruelle en Angoumois, contre les domaines et bois de Saint-Dizier, Vassy et Sainte-Ménéhould. (*Col.*)

*27 décembre 1777.*

Lettres-patentes pour l'érection de la manufacture d'armes à feu établie dans la ville de Tulle, en manufacture royale pour le service de la marine. (*Col.*)

*6 mars 1778.*

Règlement que le roi veut et ordonne être exécuté dans la manufacture de Tulle, concernant le choix des matières, etc. (*Col.*)

*5 septembre 1779.*

Arrêt portant règlement pour l'exploitation pendant six années de la régie des poudres et salpêtres. (*Col.*)

*1<sup>er</sup> avril 1781.*

Lettres-patentes du roi concernant les forges et fonderies royales de l'Isle de France et autres attachées au service de la marine.

*21 juillet 1782.*

Lettres-patentes du roi concernant les fonderies royales de Ruelle et de Forgeneuve attachées au service de la marine.

6 novembre 1786.

Règlement concernant l'entretien et le radoub des armes de guerre à l'usage de la marine.

26 novembre.

Ordonnance du roi portant règlement sur la fonte, l'épreuve et la réception des canons de fer destinés au service de l'artillerie de la marine, et sur l'administration des fonderies.

23 mai 1787.

Ordonnance du roi portant règlement sur la fonte, l'épreuve et la réception des bouches à feu de bronze, destinées au service de l'artillerie des colonies et sur l'administration des fonderies.

4 juin 1792.

Décret relatif à l'organisation de l'artillerie et de l'infanterie de marine. (*Journ. militaire*, vol. 5, page 466).

5 brumaire an 5.

Instruction sur l'entretien des armes à bord des bâtiments de guerre, et sur les devoirs des armuriers qui en sont chargés. (*Journ. milit.*, vol. 14, page 221).

24 août 1812.

Décret qui charge la régie des droits-réunis de la recherche des poudres fabriquées hors des

poudrières du Gouvernement. (*Bull. des Lois*, 4<sup>e</sup> série, tome 17, page 112, n<sup>o</sup> 447).

10 avril 1813.

Décret qui prohibe jusqu'à la paix l'exportation des armes à feu, (*Bull. des Lois*, 4<sup>e</sup> série, tome 18, page 574, n<sup>o</sup> 494. *Journ. milit.*, 1<sup>re</sup> partie, 1813, page 118).

16 juin.

Décret concernant les bouches à feu, affûts et projectiles dont sont propriétaires ou dépositaires les négociants et armateurs dans les ports de guerre et de commerce. (*Bull. des Lois*, 4<sup>e</sup> série, tome 19).

16 novembre.

Décret concernant les effets d'artillerie et les armes portatives dont les négociants et armateurs dans les ports de guerre et de commerce sont propriétaires ou dépositaires. (*Bull. des Lois*, 4<sup>e</sup> série, tome 19).



---

## ARMEMENTS ET DÉSARMEMENTS.

---

### VENTES DE NAVIRES ET AUTRES.

---

29 mars 1670.

**A**RRÊT portant règlement sur le délestage. (*Cod. Nav.*, page 30).

13 avril.

Arrêt portant que les commis au délestage représenteront leurs titres. (*Cod. Nav*, p 33).

22 mai 1671.

Ordonnance du roi qui prohibe les ventes simulées des bâtiments de mer.

19 septembre 1672.

Arrêt concernant les vaisseaux achetés des Hollandais, et contre les ventes simulées.

12 janvier 1674.

Règlement sur le nombre des chaloupes et canots que chaque vaisseau doit avoir. (*Cod. Nav.*, page 104).

23 février.

Ordonnance portant règlement sur les procé-



dure, vente et adjudication des prises adjudées au roi. (*Cod. Nav.*, page 196).

20 août 1676.

Ordonnance portant défenses aux capitaines de faire débarquer aucune chose des vaisseaux à leur arrivée, qu'ils n'aient été visités par les intendants ou commissaires généraux des ports où ils débarqueront. (*Cod. Nav.*, p. 105).

24 octobre 1681.

Réglement de Strasbourg concernant ceux qui achètent ou font construire des navires. (*Valin*, tome 1; page 565).

16 août 1685.

Ordonnance pour assembler un conseil qui réglerait les états de ce qui entrera dans l'armement des vaisseaux de chaque rang. (*Arch.*)

19 février 1689.

Ordonnance qui défend aux officiers de refuser les agrès et mâtures qui leur seront donnés par le port, et aux intendants de les changer.

26 mars 1692.

Ordonnance portant règlement sur ce qui doit être embarqué sur les vaisseaux de l'armée navale du roi, pour pouvoir tenir la mer aussi long-temps qu'il convient à son service.

1<sup>er</sup> janvier 1693.

Mémoire pour servir d'instruction aux officiers

généraux et particuliers des ports et des vaisseaux, sur l'ordre qui doit être observé dans les armements. (*Col. cah.* 34).

19 août 1693.

Ordonnance du roi portant qu'on n'aura aucun égard aux ventes des vaisseaux dont les actes ne seront pas signés par les acheteurs.

16 février 1695.

Ordonnance qui défend de vendre aucun vaisseau aux étrangers sans permission.

26 janvier 1729.

Ordonnance du roi concernant le désarmement des vaisseaux. (*R. du C. d'État*).

10 juin 1749.

Ordonnance de l'amirauté de la Rochelle sur le lestage et le délestage. (*Valin*, tome 2, page 510).

7 octobre 1781.

Ordonnance du roi portant défenses de vendre des bâtiments marchands à des étrangers sans en avoir préalablement obtenu l'agrément de Sa Majesté.

2 prairial an 11.

Règlement sur les armements en course.

25 février 1809.

Décret qui permet d'acheter pour compte étranger les navires américains. (*M. S.*)

20 septembre 1809.

Décret qui permet aux propriétaires des navires danois qui se trouvent en France, de les vendre à des Français. (*M. S.*)

9 février 1810.

Décret qui déclare valables les ventes de navires ragusais qui auront été enregistrés avant la notification officielle du 5 décembre 1809, qui assimile ces navires aux bâtiments français. (*M. S.*)

12 avril 1811.

Décret concernant les bâtiments armés en course ou lettres de marque à bord desquels il se trouverait des déserteurs des bâtiments de guerre. (*Bull. des Lois*, 4<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 356, page 339).

Voir pour le désarmement :

Articles 480, 869, 1196, 1199, 1200 à 1206; 1208 à 1212 et 1217 de l'ordonnance de 1765;

Articles 34, 36 et 37 de l'ordonnance de 1786;

Art. 14 de l'arrêté du 29 thermidor an VIII;

Art. 9 du décret du 11 septembre 1810.

~~~~~

PASSAGES.

EMBARQUEMENTS. = ESCORTES, CONVOIS, RENCONTRES. = EXPÉDITIONS LOINTAINES. = NAVIGATION AU LONG COURS, NAVIGATION DES CÔTES.

12 mars 1661.

ORDONNANCE qui prescrit aux capitaines revenant des voyages de long cours, de faire le rapport de ce qui s'y est passé, et ordonne aux officiers des amirautés d'en faire la vérification dans les vingt-quatre heures.

20 mars 1671.

Ordonnance portant défenses aux capitaines d'abandonner les vaisseaux qu'ils ont ordre d'escorter. (*Cod. Nav.*, page 186).

18 mars 1672.

Ordonnance portant défense d'embarquer aucun volontaire sans ordre par écrit. (*Arch.*).

17 mars 1673.

Règlement sur le nombre des valets des officiers de marine. (*Cod. Nav.*, page 146).

18 mars 1673.

Ordonnance portant défenses aux capitaines de marine d'embarquer aucun volontaire sans ordre par écrit. (*Cod. Nav.*, page 103).

2 mai 1678.

Ordonnance qui permet aux bâtiments de 50 tonneaux et au-dessous, de naviguer le long des côtes du royaume et de port en port.

3 mars 1685.

Ordonnance qui règle que les valets des officiers-généraux seront payés à 9 francs par mois.

7 février 1686.

Ordonnance qui enjoint aux capitaines de porter sur leur rôle les passagers et engagés qu'ils embarqueront, et aux commissaires aux classes d'arrêter lesdits rôles. (*Col. cah.*, page 13).

31 mars 1690.

Ordonnance portant que les valets des officiers auront au moins 20 ans. (*Col. cah.*, page 22).

16 février 1695.

Ordonnance qui fait défenses aux capitaines de bâtiments marchands de quitter l'escorte sous laquelle ils seront.

24 octobre 1719.

Ordonnance du roi qui défend d'embarquer en

Levant aucun Français ou étranger, sans la permission écrite de l'ambassadeur du roi à Constantinople, ou des consuls des Échelles. (*R. du C. d'État*).

23 mai 1728.

Ordonnance du roi au sujet des passagers étrangers qui pourront être embarqués sur les bâtiments français, où ils auront été chargés à fret ou nolis. (*R. du C. d'État*).

2 mars 1737.

Règlement concernant les équipages des bateaux et autres bâtiments, qui naviguent seulement dans le port et à la baie de Marseille. (*Col.*)

14 mai 1745.

Ordonnance concernant les convois pour les îles de l'Amérique. (*Valin*, t. 1, page 693).

27 février 1785.

Arrêt du conseil d'État du roi concernant l'expédition d'un vaisseau pour la Chine.

11 février 1791.

Décret qui règle les indemnités accordées aux commandants des bâtiments de l'État, lorsqu'ils passeront à leur bord des personnes en vertu d'ordres supérieurs. (*Journ. milit.*, vol. 2, page 168).

28 nivose an 2.

Décret relatif à l'embarquement d'officiers sur les navires de transport au service de l'État. (*Journ. milit.*, vol. 8, page 379).

27 prairial an 10.

Arrêté relatif aux places de passagers dans les navires expédiés pour les îles et colonies françaises. (*Journ. milit.*, vol. 25, page 732).

14 ventose an 11.

Arrêté qui fixe le prix des passages pour les colonies orientales et occidentales et pour la côte d'Afrique. (*Journal milit.*, vol. 26, page 413).

Voir l'article 1160 à 1165 de l'ordonnance de 1765.

Art. 36 et 37 du décret des 16, 19 et 21 août 1790.



POLICE DE LA NAVIGATION.

EMBARGOS. = ENTRÉES ET SORTIES DES PORTS.
SAUVETAGE.

Année 789.

D_E littorum custodiâ. (*Capitulaire de Charlemagne*).

Règlements de la navigation des fleuves et rivières, extraits, tant des ordonnances royales que des arrêts des cours souveraines. (*Us et coût. de la mer*, page 566).

8 avril 1672.

Ordonnance portant que tous les ports du royaume seront fermés jusqu'à nouvel ordre.

29 mai.

Ordonnance portant que les ports de Picardie et de Normandie seront fermés jusqu'après l'expédition de l'armée navale.

27 avril 1673.

Ordonnance qui permet l'ouverture des ports du royaume, défendue par celle du 8 avril dernier.

19 décembre 1673.

Ordonnance portant qu'à l'avenir les vaisseaux anglais, suédois et danois, et ceux de toutes les autres nations neutres, seront libres dans leur navigation, aux conditions portées par ladite ordonnance.

23 mars 1676.

Ordonnance pour la visite de tous les vaisseaux qui seront rencontrés en mer, pour en retirer les Français et les envoyer dans le royaume. (*Arch.*)

5 août.

Ordonnance portant défenses d'arrêter aucun vaisseau étranger porteur de passe-ports de Sa Majesté. (*Cod. Nav.*, page 201).

20 août.

Ordonnance portant établissement de deux pilotes-jurés dans chacun des arsenaux de marine, pour sortir et conduire en rade les vaisseaux. (*Cod. Nav.*, page 94).

30 mars 1677.

Ordonnance du roi qui enjoint aux capitaines de ses vaisseaux de guerre d'arrêter tous les vaisseaux et bâtiments des états étrangers, et de les envoyer dans les ports du royaume pour y être visités par les officiers de l'amirauté. (*Arch.*)

13. *mai* 1690.

Ordonnance qui défend aux officiers commandant les bâtiments sortant de Rochefort, d'aller mouiller ailleurs que dans les rades de l'île d'Aix ou des Trousses. (*Col. cah.*, page 23).

9 *juillet* 1691.

Ordonnance qui rétablit la liberté de faire sortir des bâtiments des ports, qui avait été ôtée pour pourvoir de matelots les vaisseaux du roi.

19 *novembre* 1692.

Ordonnance pour la fermeture des ports de Provence et de Languedoc.

15 *décembre* 1694.

Ordonnance qui défend à tous capitaines de vaisseaux et bâtiments français de passer le détroit, et à ceux qui seront destinés pour les îles de faire leur retour dans d'autres ports que ceux de l'Océan.

24 *juillet* 1704.

Ordonnance du roi concernant le commerce des vaisseaux portugais, pendant la guerre. (*R. du C. d'État*).

30 *mai* 1731.

Déclaration au sujet de la coupe du Varech,

Sar ou Gouesmon. (*Valin*, tome 2, page 680).

12 août 1732.

Arrêt qui décharge du contrôle les polices d'assurance. (*Valin*, tome 2, page 30).

31 décembre 1745.

Lettre du roi à M. l'amiral contre les Hollandais. (*Col.*)

24 septembre 1746.

Arrêt concernant les polices d'assurance passées avant la déclaration de la guerre. (*Col.*)

31 décembre 1747.

Lettre du roi à M. l'amiral au sujet des vaisseaux hollandais. (*Col.*)

10 octobre 1752.

Arrêt et lettres-patentes qui autorisent les employés des fermes à arrêter et visiter les petits bâtiments et bateaux qui se trouveront en mer, etc. (*Col.*)

1^{er} juin 1756.

Ordonnance au sujet des bâtiments anglais détenus dans les ports du royaume. (*Col.*)

5 novembre 1763.

Arrêt portant règlement sur les charte-parties d'affrètement, passées avant la signature des préliminaires de la paix. (*Col.*)

28 juin 1778.

Arrêt concernant les bâtiments anglais détenus dans les ports du royaume en vertu des ordres de Sa Majesté ; et les navires français pris par les corsaires des îles de Jersey et de Guernesey. (*Col.*)

26 juillet.

Règlement concernant la navigation des bâtiments neutres, en temps de guerre. (*Col.*)

17 août 1779.

Déclaration concernant les assurances. (*Col.*)

5 février 1780.

Arrêt qui confirme un autre arrêt du parlement de Provence, concernant les assurances. (*Col.*)

13 août 1791.

Décret sur la police de la navigation et des ports de commerce. (*Journ. milit.*, vol 3, page 598).

21 septembre 1793.

Loi contenant l'acte de navigation. (*Journal milit.*, vol. 7, page 870).

27 vendémiaire an 2.

Décret relatif à celui du 21 septembre 1793, contenant l'acte de navigation. Article 34 rapporté le 12 nivose suivant. *Voy.* page 290. (*Journ. milit.*, vol. 8, page 74).

26 nivose an 6.

Droit de sauvetage sur les propriétés ennemies.
(*Journ. milit.*, vol. 17, page 349).

27 thermidor an 7.

Arrêté qui prescrit des mesures pour le sauvetage des bâtiments naufragés. (*Journal milit.*, vol. 19, page 942).

1^{er} janvier 1809.

Décret concernant le timbre des lettres de voitures, connaissements, chartes-parties, polices d'assurance, etc. (*Bull. des Lois*, n° 222, 4^e série).

25 février.

Décret relatif à l'embargo sur les navires américains. (*M. S.*)

1^{er} juillet.

Décret qui maintient le séquestre mis sur les bâtiments arrivés de Lubeck, sous pavillon Lubeckois. (*M. S.*)

3 mai 1810.

Décret portant rétablissement de l'ancien magasin de sauvetage à Quillebœuf. (*Bull. des Lois*, n° 286, page 377).

3 octobre.

Avis du conseil d'État sur la manière d'énoncer

la destination des navires américains. (*Journ. milit.*, 2^e partie, 1810, page 310.

27 juillet 1811.

Décret qui lève le séquestre ordonné par celui du 24 octobre 1810, sur tous les bâtiments, cargaisons, marchandises et effets appartenants aux Algériens. (*M. S.*)

~~~~~

---

RÉGIME ET POLICE INTÉRIEURE DES ARSENAUX.  
=HONNEURS MILITAIRES.

---

23 octobre 1671.

**R**ÉGLEMENT pour la garde et conservation des ports et arsenaux de marine et des vaisseaux de guerre. (*Cod. Nav.*, page 35).

28 septembre 1674.

Ordonnance portant défenses aux officiers de marine de prendre aucun logement dans l'arsenal de Rochefort, sans ordre de Sa Majesté. (*Cod. Nav.*, page 42).

6 octobre.

Règlement pour la police générale des arsenaux de marine. (*Cod. Nav.*, page 42).

9 décembre 1683.

Ordonnance portant que les capitaines de marine destinés pour la garde des vaisseaux, commanderont tous les soldats aussitôt qu'ils seront arrivés sur les plate-formes flottantes, et que rencontrant dans leur ronde le major et l'aide-major, ledit aide-major sera tenu de leur donner l'ordre et de le porter tous les soirs aux capitaines de garde. (*Arch.*)

24 novembre 1686.

Ordonnance du roi portant défenses aux sergents et soldats des ports de sortir desdits ports avec des armes à feu. (*Arch.*)

16 janvier 1687.

Arrêt du conseil concernant l'administration du port de Marseille.

20 décembre 1689.

Ordonnance portant que les commandants des vaisseaux de Sa Majesté arrivant dans un port seront tenus, avant d'y entrer, d'envoyer leur chaloupe avec un officier en avertir le gouverneur de la place.

15 janvier 1690.

Ordonnance portant que tous les capitaines commandant les vaisseaux du roi seront tenus, quand ils voudront entrer dans les ports de ses places maritimes, d'envoyer leur chaloupe avec un officier pour en avertir le gouverneur.

10 février 1691.

Ordonnance du port de Toulon, qui prohibe la sortie des coupeaux.

23 mai.

Ordonnance portant défenses à tous officiers d'avoir dans le port des canots en propre.



4 février 1693.

Ordonnance contre les cabaretiers qui recevront des officiers mariniers et matelots dans le temps des armements.

6 janvier 1722.

Règlement pour la conduite, police et paiement des ouvriers et journaliers qui servent dans les ports de Toulon, Brest et Rochefort. (*R. du C. d'État*).

8 avril 1732.

Arrêt qui ordonne le nétoisement du port de Morlaix, etc. (*Col.*)

31 décembre 1757.

Ordonnance de l'amirauté de la Rochelle pour préserver du feu les maisons voisines du Hâvre et les navires. (*Valin*, tome 2, p. 467).

27 mai 1776.

Arrêt portant règlement sur les dépenses du curage du port et l'entretien des quais de la ville de Marseille. (*Col.*)

11 août 1776.

Ordonnance du roi portant règlement sur le service dans les ville et port de Brest. (*Col. Rec. des nouv. ordonn. milit.*, année 1776, tome 2, page 291).

9 novembre 1776.

Lettres-patentes concernant le port et l'arsenal de Rochefort. (*Col.*)

20 mars 1778.

Ordonnance de l'amirauté concernant la sûreté des ports, havres et rades du royaume. (*Col.*)

10 juillet 1784.

Ordonnance du roi portant règlement sur le service dans les ville et port de Toulon. (*Il existe manuscrit*).

1<sup>er</sup> janvier 1786.

Règlement sur l'ordre, la police et la discipline des casernes des matelots.

6 frimaire an 13.

Décret relatif aux honneurs militaires dans les ports et arsenaux de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 30, page 80).

22 nivose.

Décret qui prescrit les formalités relatives au débarquement des personnes arrivées sur des navires de commerce. (*Journ. militaire*, vol. 30, page 175).

5 juillet 1810.

Circulaire du ministre de la marine, prescrivant de n'accorder à la douane qu'une communication instantanée des rôles d'équipage,

15.

et une copie conforme. (*M. S. police de la navigation*).

*On traite particulièrement de la police et discipline à bord des vaisseaux :*

Articles 102, 1022, 1023, 1025, 1037, 1038, 1040, de 1049 à 1057, de 1061 à 1063, 1066, 1068, 1069, de 1071 à 1080, de 1082 à 1086 de l'ordonnance de 1765 ;

Articles 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, et de 15 à 31 de l'ordonnance de 1786 ;

Article 32 du règlement du 1<sup>er</sup> janvier 1786 ;

*Voir ce qui concerne les honneurs et saluts :*

Article 41 de l'ordonnance de 1765 sur les honneurs rendus au Saint-Sacrement ;

Articles 245, 246, 251, 252, 253 et 254 de la même ordonnance sur les honneurs rendus au pavillon et à la voix ;

Articles 243 et 244 *idem* honneurs à l'amiral ;

Article 240 *idem* sur les honneurs rendus par la garde à la mer ;

Articles 255 à 265 et 267 *idem* relativement au salut du canon à la mer ;

Le titre 14 de l'ordonnance de 1765 pour les honneurs funèbres dans les ports et à la mer.



---

RÉGIME ET POLICE A BORD DES VAISSEAUX.

SALUTS.

---

27 mai 1664.

**R**ÉGLEMENT sur les saluts entre les vaisseaux et les galères du roi, et celles de Malthe. (*Cod. nav.*, page 14).

9 mai 1665.

Réglement pour les saluts entres les vaisseaux, galères et forteresses, tant de Sa Majesté que des princes étrangers. (*Cod. nav.*, page 15).

26 février 1666.

Ordonnance pour le salut des places de Portugal. (*Cod. nav.*, page 19).

17 février 1667.

Arrêt du conseil confirmatif d'un règlement du 23 avril 1663, touchant la visite des vaisseaux, pour empêcher la contrebande.

30 janvier 1668.

Ordonnance portant défenses aux capitaines de quitter leurs vaisseaux, pendant qu'ils sont dans les rades ou ports, pour aller coucher à terre. (*Cod. nav.*, page 98).

16 mars 1669.

Ordonnance portant défenses à tous les capitai-

nes de vaisseaux de S. M. de quitter leurs bords pour aller coucher à terre. (*Cod. nav.*, p. 99).

18 août 1669.

Ordonnance portant défenses aux capitaines de vaisseaux de guerre, d'embarquer des marchandises sur leurs bords. (*Cod. nav.*, p. 99).

24 août 1670.

Réglement sur la différence du salut des places du roi et des moindres états. (*Cod. nav.*, p. 21).

27 septembre.

Ordonnance portant défenses aux officiers des vaisseaux de quitter leur bord, sans la permission du commandant de l'escadre. (*Cod. nav.*, page 185).

6 mars 1671.

Ordre aux capitaines de marine de ne point quitter leurs vaisseaux, qu'ils ne soient désarmés. (*Cod. nav.*, page 101).

6 juillet.

Ordonnance portant qu'il sera informé des querelles qui arrivent entre les officiers de de marine. (*Cod. nav.*, page 186).

3 octobre.

Ordonnance portant règlement sur les saluts que les vaisseaux de Sa Majesté doivent se rendre entre eux. (*Cod. nav.*, page 22).

20 octobre 1672.

Ordonnance portant défenses de souffrir des

tavernes sur les vaisseaux. (*Cod. nav.*, p. 187).

17 juin 1674.

Règlement sur le salut des villes de Nice et Villefranche. (*Cod. nav.*, page 22).

2 août.

Ordonnance pour régler le salut entre le pavillon amiral et l'étendard réal des galères. (*Cod. nav.*, page 23).

13 février 1676.

Ordonnance portant défenses aux capitaines des vaisseaux du roi d'embarquer des marchandises sur leurs bords. (*Arch.*)

14 février.

Ordonnance portant confiscation de toutes les marchandises qui se trouveront embarquées sur les vaisseaux de S. M. (*Cod. nav.*, p. 105).

28 août.

Ordonnance portant défenses aux capitaines et autres officiers de marine, de coucher à terre quand ils sont en rade. (*Arch.*)

Février 1682.

Règlement des saluts à rendre par les galères et vaisseaux, aux principales places de la ville de Gènes.

16 août 1685.

Ordonnance du roi qui défend aux officiers commandant ses vaisseaux, de demander

d'autres meubles qu'une table et un banc.  
(*Arch.*)

19 mai 1692.

Ordonnance du roi qui défend aux officiers embarqués d'enlever aucuns meubles des vaisseaux.

2 septembre 1693.

Ordonnance qui défend aux commandants des vaisseaux et autres bâtiments du roi, de laisser leurs chaloupes à la remorque, et leur enjoint de les embarquer dans leurs vaisseaux.

17 mars 1696.

Ordonnance qui défend de tirer le coup d'assurance ou de semonce, sous autre pavillon que celui de France.

Cette défense regarde les vaisseaux de l'état et les bâtiments marchands. (*Code de Lebeau*, tom. 1<sup>er</sup>, page 223. *Valin*, tom. 2, page 242).

13 mars 1717.

Ordonnance qui défend tout commerce aux offic. sur les vaisseaux du roi. (*R. du C. d'état*.

14 août 1719.

Ordonnance pour prévenir les accidents du feu sur les bâtiments marchands mouillés à Marseille. (*R. du C. d'état*).

19 mai 1745.

Règlement sur la police à observer à l'égard

des matelots aux îles de l'Amérique, des navires armés dans le royaume. (*V.*, t. I, p. 539).

11 juillet 1759.

Règlement pour la police et discipline des équipages des navires expédiés pour les colonies de l'Amérique. (*Valin*, tom. 1<sup>er</sup>, page 542).

10 mai 1775.

Bref du pape pour dispenser les troupes de Sa Majesté de l'observance du maigre. (*Col.*)

15 janvier 1780.

Règlement concernant la propreté des vaisseaux et la conservation des équipages. (*Col.*)

1<sup>er</sup> janvier 1786.

Règlement sur la discipline des équipages à bord des vaisseaux.

Règlement sur la forme et la tenue des tables de loch et journaux, à bord des vaisseaux, frégates, corvettes et autres bâtiments du roi.

Règlement sur l'ordre, la propreté et la salubrité à maintenir à bord des vaisseaux.

28 septembre 1790.

Décret sur le logement des sous-lieutenants des vaisseaux et l'embarquement des officiers militaires attachés aux mouvements des ports. (*Journal milit.*, vol. 1<sup>er</sup>, page 312).



19 frimaire an 8.

Arrêté concernant la police et la discipline militaires, à bord des vaisseaux de l'état. (*Journal milit*, vol. 20, page 84).

2 mars 1807.

Règlement sur les emménagements des vaisseaux, des frégates et des bricks. (*Imprimé séparément*).

10 avril.

Règlement sur les saluts et salves d'artillerie à faire dans les ports et à bord des vaisseaux. (*R. des lois*, tom. 17., page 12).

10 avril.

Règlement sur les saluts et salves d'artillerie à faire à bord des vaisseaux.

25 octobre.

Décision portant que le règlement ministériel du 2 mars 1807, sur les emménagements des vaisseaux et autres bâtiments, sera généralisé sur tous les bâtiments de guerre. (*M. S.*)

13 avril 1814.

Arrêté du gouvernement provisoire portant que le pavillon blanc et la cocarde blanche seront arborés sur les bâtiments de guerre et sur les navires de commerce. (*Moniteur du 14 avril*).

---

---

## BATIMENTS DU COMMERCE.

---

ARMEMENTS EN COURSE. — CORSAIRES. — RE-  
PRÉSAILLES. — PAVILLONS DU ROI, MARQUES  
DE COMMANDEMENT. — PAVILLONS DU COM-  
MERCE, NATIONAUX ET ÉTRANGERS.

---

8 décembre 1649.

ORDONNANCE qui défend aux Français de pren-  
dre des commissions et d'arborer le pavillon  
d'aucun autre prince, et règle d'autres ma-  
tières de marine.

27 janvier 1650.

Arrêt du conseil qui défend sous peine de vingt  
mille francs et de punition corporelle aux ca-  
pitaines armés en course de déranger la na-  
vigation des bâtiments français, hollandais  
et alliés frétés par des marchands français.

17 août 1658.

Ordonnance du roi contre les capitaines qui  
fourbent sur l'usage de divers pavillons, et  
contre les Français qui arment sous commis-  
sions étrangères.

26 mars 1661.

Ordonnance du roi qui prescrit de courre sus les armateurs français amis et alliés qui arment sous commission étrangère, font des prises et les amènent dans les ports de France.

9 octobre.

Ordonnance sur les pavillons des vaisseaux marchands.

Elle défend aux marchands de porter le pavillon tout blanc destiné pour les bâtimens du roi, et leur prescrit de porter celui du commerce, qui est une croix blanche dans un étendard d'étoffe bleue. (*Cod. Nav.*, pag. 13).

24 août 1665.

Ordonnance pour le port des pavillons d'amiral, vice-amiral et contre-amiral, et sur le nombre des vaisseaux qui doivent accompagner ces pavillons. (*Cod. Nav.*, page 18).

31 juillet 1666.

Arrêt du conseil portant que les étrangers qui auront obtenu des commissions pour armer en course, ameneront leurs prises dans les ports du royaume, et qu'il n'y aura sur les navires français que des gens domiciliés en France; défend de rien piller sur les prises.

24 novembre 1667.

Arrêt du conseil confirmatif de la déclaration

du 20 juin 1659, portant que les deux tiers des officiers et matelots doivent être français, ou qu'autrement le bâtiment paiera le droit de fret.

12 juillet 1670.

Règlement sur les pavillons, flammes et autres marques de commandement des vaisseaux. (*Cod. Nav.*, page 19).

5 décembre 1672.

Ordonnance portant que les vaisseaux corsaires ennemis qui seront pris par les armateurs français, leur appartiendront entièrement, et qu'en outre il leur sera payé 500 liv. pour chaque pièce de canon. (*Cod. Nav.*, p. 192).

23 février 1674.

Ordonnance portant que les armateurs qui se trouveront saisis de plusieurs pavillons, seront traités comme forbans. (*Cod. Nav.*, page 197).

5 octobre.

Règlement sur les conditions auxquelles les vaisseaux de Sa Majesté pourront être donnés à armer en course aux armateurs particuliers. (*Cod. Nav.*, page 199).

26 janvier 1686.

Ordonnance qui permet aux vaisseaux mar-

chands de porter le pavillon blanc à l'arrière de leurs chaloupes à Cadix. (*Col. cah.* 12).

20 novembre 1688.

Ordonnance du roi portant que les bâtiments de Sa Majesté seront donnés aux corsaires français pour faire la course, exempte de toutes charges, même de la perte desdits vaisseaux.

5 décembre 1691.

Règlement concernant les conditions auxquelles les vaisseaux de Sa Majesté seront donnés aux particuliers pour faire la course. (*Col. cah.* 25).

5 mai 1693.

Ordonnance qui défend aux commissaires de la marine de prendre aucun intérêt dans les armements en course. (*Valin*, tom. 2, p. 229).

1<sup>er</sup> février 1695.

Ordonnance qui permet aux commissaires de la marine de s'intéresser dans les armements des vaisseaux de l'État cédés pour la course. (*Code de Lebeau*, tome 1, page 195).

25 mai.

Règlement du roi en faveur de ceux qui arment des vaisseaux en course. (*R. du C. d'État*).

29 octobre.

Arrêt qui défend aux officiers du roi de s'asso-

cier avec les corsaires dans les prises. (*Valin*, tome 2, page 408).

23 juillet 1764.

Réglement concernant la course.

18 juillet 1717.

Ordonnance du roi qui oblige les Français de se défaire de la part qu'ils ont avec les étrangers dans les bâtiments construits ou achetés dans les ports du royaume et dans les pays étrangers, ou d'en acquérir la totalité. (*R. du C. d'État*).

21 décembre 1721.

Ordonnance du roi portant défenses à tous capitaines, maîtres et patrons de vaisseaux et autres bâtiments français de faire porter la flamme blanche à aucun des mâts de leurs navires. (*R. du C. d'État*),

15 novembre 1745.

Ordonnance pour la discipline de la course sur les vaisseaux du roi, accordée aux particuliers. (*Valin*, tome 2, page 234).

24 mars 1746.

Lettre du roi qui permet de commander un bâtiment en course, sans avoir été reçu capitaine. (*Valin*, tome 1, page 383).

5 mars 1748.

Déclaration portant suspension du dixième de

l'amiral et autres encouragements pour la course. (*Valin*, tome 2, page 379).

13 avril 1757.

Ordonnance qui veut que tout matelot engagé pour la course soit établi sur le rôle d'équipage.. (*Valin*, tome 1, page 423).

20 décembre 1758.

Arrêt qui établit un droit pour le séjour que les navires marchands feront dans le bassin de Dunkerque. (*Col.*)

19 novembre 1776.

Ordonnance portant règlement sur les pavillons et marques de commandement que les vaisseaux du roi porteront à la mer. (*Col.*)

24 juin 1778.

Déclaration concernant la course sur les ennemis de l'État. (*Col.*)

10 juillet.

Lettre du roi à M. l'amiral pour faire délivrer des commissions en course. (*Col.*)

27 septembre 1778.

Arrêt concernant les avances à faire par les armateurs aux équipages des corsaires. (*Col.*)

8 octobre.

Déclaration du roi d'Espagne concernant les

navires français qui font le commerce dans les ports d'Espagne , à cause des hostilités entre la France et l'Angleterre. (*Col.*)

16 janvier 1780.

Arrêt concernant les avances à payer aux équipages des corsaires de Dunkerque , et le nombre d'officiers mariniens qui doivent y être embarqués. (*Col.*)

Ordonnance concernant la course et les armements des corsaires. (*Col.*)

11 octobre.

Arrêt portant défenses à tous capitaines de corsaires de rançonner en mer les bâtiments ennemis. (*Col.*)

9 janvier 1793.

Règlement sur les pavillons et marques de commandement que les vaisseaux de l'État porteront à la mer et dans les rades. (*Journal milit., supplém., vol. 2, page 597.*)

9 mai.

Décret concernant les navires neutres. Représailles exercées. (*Journ. milit., vol. 6, p. 314.*)

27 pluviose an 2.

Décret relatif au pavillon national. (*Journal milit., vol. 8, page 444.*)



## 4 brumaire an 3.

Loi portant que tous les objets pris sur les bâtiments ennemis appartenant à de nouvelles découvertes, tels que grains, plantes, arbustes, échantillons de carrières, mines, livres et manuscrits, etc., seront adressés à la Convention nationale. (*Journ. milit.*, vol. 10, page 154).

## 23 brumaire.

Arrêté concernant les marchandises à bord des bâtiments neutres. (*Journ. milit.*, vol. 10, page 250).

## 2 prairial an 11.

Arrêté relatif aux armements en course. (*Journ. milit.*, vol. 27, page 157).

## 21 octobre 1807.

Décret ordonnant de courre sus aux bâtiments naviguant sous pavillon portugais. (*R. des Lois*, tome 17, page 30).

## 22 janvier 1813.

Décret relatif à une nouvelle fixation des courtiers attachés au service de la bourse de Marseille, et au mode de désignation de ceux d'entre eux qui pourront exercer les fonctions spéciales de courtiers-interprètes, conducteurs de navires et celles de courtiers

d'assurance. (*Bull. des Lois*, 4<sup>e</sup> série, tom. 18, n<sup>o</sup> 472 page 118).

*Voir ce qui concerne les pavillons et marques de commandement :*

Articles 236, 238, 239 de l'ordonnance de 1765 ;

Article 17 de l'ordonnance du 19 novembre 1776 ;

Article 39 de l'ordonnance du 3 mars 1781 sur les Échelles du Levant et les côtes de Barbarie.



---

## PÊCHES.

---

28 avril 1671.

**A**RRÊT concernant la pêche des morues.  
(*Valin*, tome 2, page 780).

2 janvier 1677.

Arrêt concernant les passe-ports du roi pour  
la pêche des morues. (*Valin*, t. 2, page 449).

7 mai 1678.

Ordonnance qui permet aux bâtiments de 60  
tonneaux et au-dessous, de pêcher sur  
toutes les côtes de France, Flandres, Zé-  
lande, Hollande, etc.

3 mars 1684.

Arrêt concernant la pêche des morues. (*Valin*,  
tome 2, page 782).

24 mars 1687.

Arrêt concernant la pêche du hareng. (*Valin*,  
tome 2, page 772).

Arrêt au sujet de la pêche appelée dreige ou  
des vives. (*Valin*, tome 2, page 710).

1<sup>er</sup> octobre 1692.

Ordonnance faisant défenses à tous corsaires

de donner à tous bâtiments ennemis qu'ils rançonneront, pêcheurs ou autres, la permission de continuer leur pêche ou leur navigation.

17 décembre 1695.

Arrêt du conseil sur la pêche du hareng.

7 septembre 1716.

Ordonnance qui défend de pêcher des moules, huîtres, et autres espèces de coquillages, le long des quais, jetées et forts construits dans la mer. (*R. du C. d'État*).

14 mars 1718.

Ordonnance du roi portant que les capitaines et maîtres qui vont à la pêche de ~~de~~ la morue à la côte de Labrador, prendront place pour les hâvres, graves et sécheries, avec leurs chaloupes, qui ne mettront cependant à la mer qu'à la vue de terre (*R. du C. d'État*).

31 août 1722.

Règlement sur ce qui doit être observé par les maîtres et patrons des bateaux portant mâts, voiles et gouvernail, qui font la pêche du poisson frais à la mer. (*R. du C. d'État*).

24 août 1726.

Ordonnance du roi qui défend la pratique de la pêche dans la baie d'Étaples avec le filet

nommé *carreau*, pendant huit mois de chaque année. (*R. du C. d'État*).

24 décembre 1726.

Ordonnance du roi portant qu'il sera élu annuellement dans chaque port ou paroisse des amirautés des provinces de Flandres, Picardie, et Normandie, un garde-juré des pêcheurs, conformément à l'ordonnance de 1681. (*R. du C. d'État*).

4 août 1732.

Ordonnance du roi concernant les seines nommées *caplanières du Caplan*. (*R. du C. d'État*).

16 février 1734.

Ordonnance portant défenses aux capitaines de bâtiments qui vont pêcher à Terre-Neuve, etc., de traiter aucunes armes, munitions ni ferrements avec les sauvages Esquimaux. (*Col.*)

23 juillet 1737.

Ordonnance qui défend d'embarquer des paillasses pour la pêche de la morue. (*Valin*, tome 2, page 792).

28 juin 1738.

Arrêt qui règle la police qui doit être observée pour la vente du poisson de mer au Mainque, ou bureau du frais-pêché de la ville de Calais. (*Col.*)

9 septembre 1738.

Arrêt qui, à compter du 1<sup>er</sup> octobre, exempte pendant six années les huiles de baleine et autres poissons provenant de la pêche des sujets du roi, des droits ordonnés, etc. (Col.)

13 janvier 1739.

Arrêt qui permet aux pêcheurs du port de Grand-Ville, de prendre en Bretagne, excepté à Bouin et Noirmoutier, le sel nécessaire pour la salaison de la morue sèche seulement, en observant les formalités prescrites. (Col.)

27 janvier.

Arrêt qui permet aux pêcheurs du port de Renneville de prendre aux marais de Brouage, le sel nécessaire pour la salaison des morues de leur pêche, et les exempte des droits de de sortie et autres sur les provisions qu'ils feront embarquer pour l'armement et avituaillement des vaisseaux destinés pour la pêche de ladite morue au banc de Terre-Neuve, Ile-Royale et en Canada, en observant les formalités prescrites. (Col.)

Arrêt qui permet aux pêcheurs du port de Honfleur, de prendre en Bretagne, excepté aux îles de Bouin et de Noirmoutier, le sel nécessaire pour la salaison de la morue, avec exemption des droits, etc. (Col.)

27 janvier 1739.

Arrêt portant qu'il sera établi un magasin à Grand-Ville, pour les marchandises qui seront déclarées par entrepôt, pour être employées à l'armement et avitaillement des vaisseaux destinés pour la pêche, etc. (*Col.*)

2 mai.

Arrêt concernant les parcs et pêcheries, écluses et bouchots, etc. (*Valin*, tome 2, page 760).

26 mai.

Ordonnance concernant la police qui doit être observée par les pêcheurs tillolliers, qui font la pêche entre les ouvrages que Sa Majesté a ordonnés à la barre de Bayonne. (*Col.*)

20 octobre.

Arrêt qui permet la pêche avec le filet nommé dreige, à commencer du 1<sup>er</sup> octobre jusques et compris le samedi saint de chaque année, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. (*Col.*)

8 décembre.

Ordonnance qui défend aux pêcheurs du ressort de l'amirauté de Carentan et Isigny, et à ceux des amirautés voisines des Vais, la pêche avec le chalut, etc., pendant les mois de mai, juin, juillet, août et septembre de chaque année. (*Col.*)

15 août 1743.

Ordonnance pour assujétir à l'ordre des classes tous les particuliers qui tendent des filets à la basse eau. (*Col.*)

16 avril 1744.

Ordonnance qui suspend l'usage du filet nommé ret, traversier ou chalut. (*Valin*, tome 2, page 709).

20 mai.

Arrêt qui ordonne que les négociants et armateurs, maîtres et équipages de navires préparés pour la pêche, qui ne peuvent être expédiés à cause de la guerre, seront déchargés de leurs engagements. (*Col.*)

31 octobre.

Ordonnance qui rétablit l'usage du fillet nommé ret, traversier ou chalut. (*Valin*, tome 2, page 710).

24 août 1748.

Arrêt qui renouvelle les défenses faites de faire entrer dans le royaume des sardines de pêches étrangères. (*Col.*)

2 avril 1754.

Arrêt qui ordonne que pendant dix années les morues de la pêche de l'Île-Royale demeureront déchargées dans tous les ports du



royaume, de tous les droits d'entrée des cinq grosses fermes. (*Col.*)

18 octobre 1757.

Arrêt qui proroge l'exemption des droits sur les huiles de poissons de pêche française. (*Col.*)

6 juin 1763.

Arrêt qui rétablit les droits sur le poisson de pêche étrangère, suivant les anciens réglemens. (*Col.*)

18 octobre 1765.

Ordonnance concernant les paillasses qui s'embarquent sur les navires destinés pour la pêche de la morue. (*Col.*)

4 mai 1768.

Ordonnance des administrateurs de la Martinique sur la pêche. (*Gouv. des Esc.*, page 305).

1770.

Instruction pour les capitaines qui vont à la pêche de la morue sur les côtes de Terre-Neuve. (*Col.*)

19 mai 1775.

Arrêt qui accorde pendant six années, à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain, une gratification de vingt-cinq sous par quintal de morues sèches, de pêche française, qui seront transportées dans les îles françaises. (*Col.*)

10 juin 1780.

Arrêt qui ordonne que toutes les pêcheries actuellement subsistantes dans le ressort de l'amirauté de Saint-Brieux, autres que celles y mentionnées, seront démolies. (*Col.*)

9 juillet 1783.

Arrêt qui ordonne, à compter du 1<sup>er</sup> septembre prochain, l'exécution des dispositions de l'arrêt du 6 juin 1763, concernant le poisson de pêche étrangère.

18 septembre 1785.

Arrêt du conseil qui accorde des primes d'encouragement aux négociants français qui transporteront des morues sèches de pêche nationale dans les îles du Vent et sous le Vent, ainsi que dans les ports de l'Europe, tels que ceux d'Italie, d'Espagne et de Portugal.

20 mars 1786.

Arrêt du conseil d'État du roi portant règlement entre les pêcheurs français et étrangers de Marseille.

18 novembre.

Arrêt du conseil d'État du roi, qui casse et annule une ordonnance de l'amirauté de Marseille, rendue sur la requête de plusieurs pêcheurs catalans.

8 *brumaire an 3.*

Arrêté relatif aux bateaux de pêcheurs. (*Journ. milit.*, vol. 10, page 147).

20 *germinal.*

Arrêté portant établissement de bateaux ou chaloupes pour protéger la pêche sur les côtes de France. (*Journ. milit.*, vol. 11, page 788).

9 *germinal an 9.*

Arrêté relatif aux madragues et à la police de ces établissements. Dispositions relatives à la pêche du thon. (*Journ. milit.*, vol. 23, page 422).

13 *pluviose an 11.*

Arrêté qui accorde une prime pour la pêche du hareng d'automne. (*Journ. milit.*, vol 26, page 347).

23 *pluviose.*

Règlement sur la police de la pêche de la morue à l'île de Terre-Neuve. (*Journ. milit.*, vol. 2, page 312).

23 *octobre 1806.*

Décret portant que les capitaines commandants des navires ou barques faisant le petit cabotage, ou la pêche, ne sont pas assujétis aux droits de patente. (*Journ. milit.*, vol. 34, page 207).

8 octobre 1810.

Décret concernant la pêche du hareng et du maquereau sur la côte comprise entre Calais et Barfleur, ainsi que la salaison et la vente de ces poissons. (*Bull. des Lois*, n° 319, page 297, 4<sup>e</sup> série).

21 janvier 1812.

Décret sur la police de la pêche de la Loire. *Bull. des Lois*, tome 16, n° 419, page 133, 4<sup>e</sup> série).

25 avril.

Décret concernant les pêches de la morue, du hareng et du poisson frais dans les arrondissements maritimes de Hollande et d'Anvers. *Bull. des Lois*, tome 16, n° 435, page 373, 4<sup>e</sup> série. *Journ. milit.*, 1<sup>re</sup> partie, 1812, p. 174).

---

---

## COMMERCE.

---

RELATIONS EXTÉRIEURES EN GÉNÉRAL. =  
COMMERCE DU LEVANT. = PRIVILÈGES AC-  
CORDÉS AUX NÉGOCIANTS ÉTRANGERS. =  
CONSULATS.

---

20 janvier 1536.

**L**ETTRE-PATENTES en faveur des villes an-  
séatiques.

12 août 1489.

Lettres-patentes de Charles VIII en faveur  
de la hanse teutonique.

31 octobre 1593.

Ordonnances du roi d'Espagne, pour les assu-  
rances de la bourse d'Anvers. (*Us et cout.  
de la mer*, page 355).

1598.

Coutumier pour les assurances d'Amsterdam.  
(*Us et cout. de la mer*, page 363).

9 novembre 1604.

Lettres-patentes en faveur des villes anséatiques.

*Mai 1655.*

Lettres-patentes du roi en faveur des villes  
anséatiques.

*12 mars 1661.*

Ordonnance portant que les navires de fabrique  
étrangère, et dont la moitié de l'équipage  
sera composée d'étrangers, seront réputés  
étrangers et paieront les droits en consé-  
quence.

*Janvier 1685.*

Déclaration portant établissement d'une com-  
pagnie de Guinée, pour faire seule le com-  
merce sur les côtes d'Afrique, depuis la ri-  
vière de Serre-Lionne, jusqu'au cap de  
Bonne-Espérance. (*Code noir*).

*28 février 1687.*

Ordonnance pour la juridiction des consuls  
en pays de consulat. (*Valin*. tom. 1<sup>er</sup>, p. 236).

*9 mars 1689.*

Ordonnance des états-généraux de Hollande,  
servant de règlement pour le commerce de  
leurs sujets et de ceux des états neutres avec  
la France, et pour les marchandises de con-  
trebande et les assurances, publiée à l'occa-  
sion, déclarée à la France, le 9 mars 1689.

*21 août 1692.*

Ordre du roi portant que les Français quoique

établis en pays neutres, ne peuvent commercer avec les ennemis.

18 mars 1693.

Ordonnance du roi portant que toutes les marchandises des étrangers qui seront en Levant sur des bâtiments français, seront déclarées au juste aux chancelleries, à peine de confiscation. (*Recueil du Conseil d'état*).

29 avril.

Ordonnance portant que les draps d'Angleterre et de Hollande qui se trouveront chargés sur des vaisseaux français, pour le Levant, seront confisqués.

8 septembre 1694.

Articles de traité de bonne correspondance entre les députés de la ville et gouvernement de Bayonne, pays de Labour, et ceux de la province de Guipuscoa et seigneurie de Biscaye.

9 octobre 1697.

Ordonnance du roi portant que les vaisseaux des sujets des états-généraux des Provinces-Unies, seront reçus dans les ports du royaume. (*Recueil du Conseil d'état*).

20 août 1698.

Règlement pour le commerce et la navigation des îles de l'Amérique. (*Valin*, t. 1<sup>er</sup>, p. 414).

3 décembre 1698.

Ordonnance qui permet aux vaisseaux français qui vont à l'Amérique, de prendre des vins à Madère. (*Col.*)

17 mars 1716.

Ordonnance du roi qui permet aux échevins et aux députés de la chambre de commerce de Marseille, de délivrer des certificats de résidence aux parents et enfants des négociants de Provence qui voudront s'établir au Levant, pourvu qu'ils aient dix-huit ans, et aux femmes et filles dont les maris ou les pères sont établis dans lesdites Échelles, d'aller y vivre avec eux. (*R. du C. d'état.*)

25 juillet 1719.

Ordonnance du roi portant que les capitaines, maîtres et patrons des vaisseaux et autres bâtiments français, recevront sur leurs bords les matelots dégradés qui leur seront donnés par les consuls des Échelles du Levant, de Barbarie et des ports d'Italie. (*R. du C. d'état.*)

26 décembre 1719.

Ordonnance du roi qui défend à tous les négociants français dans les Échelles du Levant et de Barbarie, de députer à Constantinople, sous quelque prétexte que ce soit, les consuls



et vice-consuls de leurs Échelles. (*R. du C. d'état*).

31 mars 1722.

Ordonnance du roi qui permet aux négociants de la ville de Marseille et des autres ports de Provence, d'envoyer leurs vaisseaux chargés de marchandises, dans les ports d'Italie. (*R. du C. d'état*).

23 avril 1723.

Ordonnance du roi qui règle les attributions dont doivent jouir les premiers députés de la nation française, dans le Levant et en Barbarie, lorsque en cas de mort ou d'absence des consuls, ils font les fonctions consulaires. (*R. du C. d'état*).

20 juillet 1726.

Ordonnance du roi qui défend à tous Français de se marier dans les Échelles du Levant, aux femmes et filles de Français établis dans lesdites Échelles, d'y passer, et enjoint aux filles desdits Français, qui y sont, de revenir en France, même à leurs femmes dont la conduite ne serait pas régulière. (*R. du C. d'état*)

7 janvier 1727.

Ordonnance du roi portant révocation de celles des années 1689, 1713 et 1719, et des défenses y contenues; en conséquence permet à

tous Français résidants dans les Échelles du Levant, de Barbarie et ports d'Italie, de charger des marchandises pour leur compte, sur des bâtiments étrangers. (*R. du C. d'état*).

4 février.

Ordonnance du roi portant règlement sur ce qui doit être observé dans les Échelle du Levant et de Barbarie, de la part des Juifs et autres étrangers qui y jouissent de la protection de la France. (*R. du C. d'état*).

24 mai 1728.

Ordonnance du roi servant de règlement pour le consulat de la nation française à Cadix. (*R. du C. d'état*).

25 août.

Ordonnance du roi qui exclut de la faculté de négocier en France et des privilèges du corps de la nation, les Français qui se marieront dans les Échelles du Levant, et les fils de Français nés dans lesdites Échelles, dont les mères sont étrangères. (*R. du C. d'état*).

29 juillet 1730.

Ordonnance du roi portant que les chanceliers des consulats de la nation française dans les pays étrangers, seront choisis et nommés à l'avenir par S. M. (*R. du C. d'état*).

6 octobre 1730.

Ordonnance du roi concernant les bâtiments français qui vont faire le commerce à Damiette et à Alexandrie. (*R. du C. d'état*),

11 septembre 1731.

Ordonnance du roi concernant les dépôts qui se font dans les chancelleries des consulats du Levant et de Barbarie. (*R. du C. d'état*).

28 février 1732.

Règlement pour les droits des consuls et vice-consuls des Échelles de Négrepont, la Cavalle, Rhodes, Metelin, Scio, Tine et Niconi. (*R. du C. d'état*).

27 mai 1733.

Ordonnance du roi concernant les droits des consuls et vice-consuls des Échelle de Négrepont, la Cavalle, Rhodes, Metelin, Scio, Milet, Tine et Miconi. (*R. du C. d'état*).

23 avril 1737.

Ordonnance qui permet que les bâtiments français soient adressés aux négociants étrangers établis dans les Échelles du Levant, dans le cas où ils auront été frétés en entier par des étrangers. (*Col.*)

11 janvier 1746.

Arrêt portant que les marchandises énoncées

dans le tarif annexé à l'arrêt du 10 juillet 1703, seront réputées du Levant, lorsque elles viendront de l'étranger. (*Col.*)

18 janvier 1749.

Arrêt qui ordonne que l'arrêt du conseil, du 12 juillet 1748, concernant les polices d'assurances, sera exécuté pour les navires du Levant. (*Col.*)

1<sup>er</sup> février 1751.

Arrêt portant interdiction du commerce direct des ports du royaume sur l'Océan, avec ceux des états de Barbarie et de Maroc. (*Col.*)

27 août 1754.

Arrêt qui permet aux fabricants de Riols et à tous autres, d'expédier pour le Levant toutes les espèces de draps qu'ils jugeront à propos. (*Col.*)

15 janvier 1759.

Arrêt pour la liberté du commerce dans le Levant. (*Valin*, tom. 1<sup>er</sup>, page 244).

24 mai 1760.

Arrêt concernant les habitants et sujets de la ville de Hambourg. (*Col.*)

24 mai 1760.

Lettre du roi à M. l'amiral, concernant les navires hambourgeois. (*Col.*)

18 juillet 1764.

| Arrêt qui ordonne qu'il ne sera plus perçu sur les charbons de terre venant de l'étranger, que 9 liv. par tonneau. (*Col.*)

11 mai 1766.

Arrêt qui ordonne que les draps de Languedoc destinés pour le Levant, seront portés au bureau de Montpellier, et que ceux destinés pour le Ponant, seront portés au bureau de Toulouse. (*Col.*)

7 février 1768.

Arrêt qui casse une sentence de la table de marbre à Paris, homologuant un prétendu règlement sur une entreprise de commerce maritime. (*Col.*)

10 juillet 1776.

| Lettres-patentes qui ordonnent que les maîtres et marchands qui arriveront dans un port, soit en relâche, soit pour faire le commerce de leurs cargaisons, et qui sauront la langue française, seront dispensés de se servir des interprètes-courtiers. (*Col.*)

9 décembre 1776.

Arrêt qui défend de faire payer, soit par imposition, soit par la caisse de la chambre du commerce de Marseille, les avances, les emprunts demandés à la nation, dans les Échelles

du Levant et de Barbarie, etc., et qui défend également aux négociants établis dans lesdites Échelles, d'emprunter en corps de nation. (*Col.*)

9 décembre 1776.

Arrêt qui réduit toutes les impositions établies sur le commerce du Levant et de Barbarie, au droit unique de cinq pour cent, sous la dénomination de droit de consulat. (*Col.*)

Ordonnance concernant les consuls et autres officiers de S. M. dans les Échelles du Levant et de Barbarie. (*Col.*)

Arrêt qui ordonne la liquidation et le paiement de ce qui reste dû aux négociants de Morée, et des dettes des Échelles du Levant et de Barbarie. (*Col.*)

Arrêt qui ordonne à la chambre du commerce de Marseille d'emprunter onze cent mille livres, au denier vingt-cinq, et d'employer cette somme au paiement des dettes des Échelles du Levant et de Barbarie. (*Col.*)

Juin 1778.

Édit portant règlement sur les fonctions judiciaires et de police, qu'exercent les consuls de France en pays étrangers. (*Col.*)

26 juillet.

Déclaration concernant le droit d'aubaine entre |

la France et les États-Unis de l'Amérique. (*Col.*)

26 août 1778.

Arrêt concernant la chambre du commerce de Dunkerque. (*Col.*)

14 février 1779.

Lettre du roi à M. l'amiral, concernant la ville de Harlem. (*Col.*)

22 avril 1780.

Arrêt qui révoque ceux des 14 janvier, 27 avril, 15 juin et 18 septembre 1779, concernant la navigation des Hollandais dans les ports du royaume, et confirme en leur faveur le règlement du 26 juillet 1778. (*Col.*)

3 mars 1781.

Ordonnance du roi concernant les consulats, la résidence, le commerce et la navigation des sujets du roi, dans le Levant et Barbarie.

Arrêt du conseil d'état du roi, concernant le commerce des sujets du roi dans le royaume de Maroc.

Arrêt du conseil d'état du roi concernant les droits et émoluments attribués par S. M. aux chanceliers des consulats des Échelles du Levant et de Barbarie.

Ordonnance du roi concernant l'établissement

à Marseille d'un dépôt des actes passés par ses sujets dans les Échelles du Levant et Barbarie.

*Mars 1781.*

Ordonnance qui soumet les négociants français dans les Échelles du Levant et de Barbarie, à fournir des cautionnements, et qui désigne leur valeur et la forme dans laquelle ils doivent être passés.

*Février 1784.*

Lettres-patentes du roi qui confirment les privilèges ci-devant accordés, tant à la ville, au port, au Hâvre et aux habitants de Dunkerque, qu'aux négociants étrangers qui viennent s'y établir.

*25 septembre.*

Arrêt du conseil qui accorde différentes faveurs au commerce du nord.

*29 avril 1785.*

Ordonnance du roi qui révoque les art. 12, 13 et 15, tit. 3, de celle du 3 mars 1781, en vertu desquels les étrangers avaient été admis au commerce de ses sujets, en Levant et en Barbarie.

*27 fructidor an 3.*

Arrêté concernant les bâtiments neutres qui ;



entreront dans les ports de l'état. (*Journal militaire*, vol. 12, page 14).

13 novembre 1785.

( Arrêt du conseil qui permet aux fabricants étrangers de s'établir dans le royaume.

1<sup>er</sup> janvier 1790.

) Convention entre Louis XVI et les États-Unis d'Amérique, à l'effet de déterminer et de fixer les fonctions et prérogatives des consuls et vice-consuls des deux puissances. (*Code de Lebeau*, tome 3, page 2).

29 frimaire an 8.

Arrêté qui remet en vigueur le règlement du 26 juillet 1778, concernant la navigation des bâtiments neutres. (*Journal milit.*, vol. 20, page 100).



---

## DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE.

---

FRANCHISES.==EXEMPTIONS.==IMPORTATIONS.

EXPORTATIONS.==DROITS, IMPÔTS RELATIFS A  
LA MARINE.==CONNAISSEMENTS.==CHARTES-  
PARTIES.==POLICES D'ASSURANCES.

---

28 juin 1386.

**L**ETTRE-PATENTE de Marie, reine de Jérusalem et de Sicile, qui déchargent la communauté et les habitants de la ville d'Antibes, des droits de péage et de Leyde, imposés et à imposer dans toute la Provence. (*Arch. de Versailles*).

23 avril 1665.

Arrêt qui exempte de tous droits d'entrée et de sortie, et locaux, les marchandises, vaisseaux, agrès, etc., appartenant à la compagnie des Indes orientales.

26 août.

Arrêt qui décharge la compagnie des Indes orientales des droits de 35 liv. 11 s par muid

de sel, et défend d'exiger d'elle plus de 10<sup>s</sup> par muid.

30 septembre 1665.

Arrêt en interprétation de l'article 43 de l'édit du mois d'août 1664, portant qu'il ne sera perçu aucun droit d'entrée et de sortie sur les marchandises, etc., servant aux équipages de la compagnie des Indes orientales.

9 février 1666.

Arrêt du Conseil, qui règle la distribution de la concession faite d'une imposition sur le tabac, en faveur des hôpitaux d'Aix et de Toulon.

19 avril 1668.

Arrêt portant décharge des droits d'entrée des bois de chêne et autres bois à bâtir des vaisseaux. (*Cod. Nav.*, page 23).

Mars 1669.

Édit pour l'affranchissement du port de Marseille, et pour le commerce d'Italie et du Levant.

20 mai 1670.

Arrêt portant décharge des droits d'octroi de la ville de Toulon, pour les vivres destinés pour les équipages des vaisseaux du roi. (*Cod. Nav.*, page 166).

4 juin 1671.

Arrêt qui exempte du droit des fermes les marchandises destinées pour les colonies, et dispense les capitaines qui y iront de porter des armes, des soldats ou des engagés.

11 novembre 1673.

Arrêt du Conseil portant qu'il sera délivré des passe-ports à tous les vaisseaux des villes neutres et pays étrangers, en payant 30<sup>s</sup> par tonneau; au moyen de quoi ils seront libres dans leur commune.

28 août 1676.

Ordonnance portant défenses aux capitaines d'embarquer aucunes marchandises, ni de les faire débarquer dans des barques, à peine de confiscation desdites barques. (*Arch.*)

Juin 1680.

Tarif arrêté par le règlement du mois de juin pour le paiement des droits de la marque des fers.

10 août 1683.

Arrêt qui règle les droits d'entrée et de sortie sur les marchandises provenant des prises faites par les vaisseaux de guerre de S. M. (*Cod. de Lebeau*, tome 1, page 106).

13 avril 1689.

Lettre du contrôleur-général aux fermiers-géné-

raux sur les droits des sucres étrangers provenant des prises. (*Cod. de Lebeau*, tom. 1, page 117).

29 décembre 1690.

Règlement du roi de Suède sur les cas où les vaisseaux suédois devront jouir des franchises de bourgeoisie.

22 janvier 1691.

Ordonnance portant défenses d'apporter dans le royaume aucune marchandise des pays ennemis sans passe-port de Sa Majesté.

22 octobre 1692.

Ordonnance qui défend à tous les officiers de la marine de transporter sur leurs vaisseaux aucunes marchandises, ni aux îles, ni au Canada.

13 novembre 1694.

Ordonnance du roi portant défenses aux officiers de l'amirauté d'exiger plus de 5 francs par chacune des déclarations des maîtres de barques et autres bâtimens qui chargent des grains, et pour les certificats qu'ils leur donnent lorsqu'ils en déchargent. (*R. du C. d'Ét.*)

8 juin 1695.

Ordre du roi concernant les navires neutres chargés de vin de Bordeaux.

4 mars 1699.

Ordonnance portant défenses de transporter des espèces d'or et d'argent dans l'Amérique. (Col.)

8 avril.

Ordonnance du roi portant défenses aux capitaines des vaisseaux qui vont aux îles de l'Amérique de prendre des engagés qu'ils n'aient atteint l'âge de dix-huit ans, et pour régler la proportion et la qualité des fusils boucaniers. (*R. du C. d'État*).

10 juillet 1719.

Ordonnance du roi, qui, en exécution de celles des 7 janvier 1689 et 5 avril 1713, fait défenses à tous ses sujets résidents es-Échelles du Levant, de Barbarie et ports d'Italie, de charger aucunes marchandises sur des bâtimens étrangers, et qui ne portent pas le pavillon de France. (*R. du C. d'État*).

2 octobre 1728.

Ordonnance du roi portant que les droits consulaires et nationaux dûs sur les marchandises chargées sur les bâtimens français destinés pour Cadix, seront payés à bord sur le pied fixé par l'ordonnance de Sa Majesté, du 24 mai dernier, servant de règlement pour le consulat de France à Cadix. (*R. du C. d'État*).

30 septembre 1732.

Arrêt portant exemption des droits d'entrée et de sortie sur les denrées et marchandises qui seront transportées à la Louisiane, et exemption pendant dix ans sur celles provenant de ladite colonie. (*Col.*)

28 juillet 1733.

Arrêt qui casse deux sentences du juge des fermes d'Agde; ordonne l'exécution des réglemens rendus concernant la perception du droit de fret, etc. (*Col.*)

16 février 1734.

Arrêt qui règle les droits qui doivent être perçus sur les savons de Marseille, etc. (*Col.*)

20 avril.

Ordonnance portant défenses à tous gens de guerre sur le commerce du faux sel, du faux tabac et des marchandises de contrebande. (*Col.*)

6 mars 1736.

Arrêt qui permet l'entrée des drogueries et épiceries par le port du Havre. (*Col.*)

21 juillet.

Ordonnance qui soumet les maîtres et capitaines au paiement des droits des consuls. (*Valin*, tome 1, page 243).

18 décembre 1736.

Arrêt qui ordonne que les cafés des îles françaises de l'Amérique jouiront du bénéfice de l'entrepôt pendant un an. (*Col.*)

21 avril 1739.

Arrêt qui nomme des commissaires pour procéder à l'examen des titres des droits qui se lèvent sur les quais, ports, etc. (*Col.*)

23 décembre.

Arrêt pour l'établissement d'un foyer sur la hauteur de la paroisse de Biarit, territoire de Labour, et qui ordonne pour son entretien une imposition par tonneau sur les bâtimens tant français qu'étrangers qui entreront dans les ports de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz. (*Col.*)

2 septembre 1742.

Arrêt portant que les capitaines de navires seront tenus de représenter sous quinzaine aux bureaux des fermes les ballots, etc. mentionnés, et la déclaration de leur arrivée, à peine de 3000 liv. de confiscation, et pareille somme d'amende, etc. (*Col.*)

24 juin 1743.

Arrêt portant exemption de droit sur les marchandises des îles françaises destinées pour l'île Royale et le Canada. (*Col.*)



1<sup>er</sup> octobre 1743.

Ordonnance pour renouveler les défenses à tous les gens de guerre, sur le commerce du faux sel, du faux tabac et des marchandises de contrebande. (*Col.*)

10 juillet 1744.

Arrêt qui prescrit les formalités à observer pour la liquidation des droits dûs sur les bois et charbons qui passent en franchise par Nantes pour le compte de Sa Majesté. (*Col.*)

14 août.

Arrêt portant règlement pour empêcher les abus et fraudes sur les marchandises des îles qui jouissent du bénéfice de restitution des droits, etc. (*Col.*)

6 octobre.

Ordonnance pour défendre aux troupes qui entreront dans le royaume, ou qui passeront d'une province dans une autre, de se charger d'aucunes marchandises, faux sel ni faux tabac. (*Col.*)

6 avril 1745.

Arrêt portant exemption de droits en faveur des armements en course. (*Valin*, tome 2, page 349).

12 juillet 1748.

Arrêt qui annule les polices d'assurance faites

avant la signature des préliminaires de la paix , et règle les primes , etc. (*Col.*)

15 octobre 1748.

Arrêt portant règlement sur les chartes-parties passées avant la signature des préliminaires de la paix , pour les navires expédiés pour les colonies. (*Col.*)

20 janvier 1749.

Arrêt en interprétation de celui du 12 juillet 1748, concernant les assurances. (*Col.*)

29 juillet.

Arrêt qui ordonne l'exécution de l'ordonnance de 1687 et des règlements rendus depuis au sujet des déclarations des marchandises dans les bureaux des fermes , et en conséquence que les négociants de Nantes et les capitaines de navires , etc. (*Col.*)

30 juin 1750.

Arrêt portant règlement pour la jauge des bâtimens qui chargent des sels dans le territoire de Guérande. (*Col.*)

25 août.

Arrêt qui condamne le sieur Marchais au paiement des droits de la prévôté de Nantes, pour des marchandises venues de Léogane à Bordeaux sur le brigantin *le Bacchus*, au lieu

d'avoir fait son retour à Nantes d'où il était parti. (*Col.*)

24 novembre 1750.

Déclaration portant augmentation du droit de fret sur les navires étrangers, à commencer du 1<sup>er</sup> janvier 1751. (*Col.*)

22 décembre.

Arrêt qui continue la perception du droit de 20 pour 100 sur les marchandises du Levant;

Exempte de celui de 30 pour 100 du domaine d'Occident les cotons venant des colonies pour la consommation du royaume;

Et ledit droit sera perçu sur celui qui passera à l'étranger. (*Col.*)

17 août 1751.

Arrêt qui fixe à 8 liv. du cent pesant les droits de sortie du royaume sur les cotons en laine venant des îles, et à 10 livres sur le coton filé. (*Col.*)

13 novembre.

Arrêt qui proroge pour trois ans le droit d'un demi pour cent sur les marchandises venant des îles françaises de l'Amérique. (*Col.*)

30 novembre.

Arrêt qui proroge pour dix ans l'exemption des droits sur les marchandises qui seront trans-

portées à la Louisiane, et sur celles provenant de ladite colonie. (*Col.*)

1<sup>er</sup> janvier 1752.

Arrêt qui commet des commissaires pour la vérification des droits maritimes. (*Col.*)

8 août.

Arrêt qui condamne un capitaine anglais en 3,000 liv. d'amende, pour avoir versé sur les côtes de France des marchandises prohibées. (*Col.*)

28 mai 1753.

Ordonnance qui défend à tous capitaines, maîtres et patrons de navires, ou autres bâtimens français, de porter dans l'île de Corse aucunes armes, munitions ou ustensiles de guerre. (*Col.*)

6 janvier 1756.

Arrêt qui permet l'entrée des drogueries et épiceries dans le royaume. (*Col.*)

24 janvier.

Arrêt qui ordonne qu'il sera dressé des procès-verbaux par les commissaires établis pour la vérification des titres des droits sur les ports, quais, etc., pour en être ordonné ce qu'il appartiendra. (*Col.*)

26 juillet 1757.

Arrêt qui casse une sentence des traites du

Hâvre, et ordonne que tous bâtiments étrangers paieront 5 liv. de droit de fret par tonneau, lorsqu'ils transporteront des marchandises d'un port de France dans un autre port de France. (*Col.*)

20 décembre 1758.

Arrêt concernant le paiement du fret des marchandises apportées de Saint-Domingue sur les vaisseaux de Sa Majesté. (*Col.*)

Arrêt qui renvoie pardevant l'intendant de la marine à Brest toutes les contestations nées et à naître à l'occasion du fret des marchandises apportées de Saint-Domingue sur des vaisseaux de Sa Majesté. (*Col.*)

25 août 1759.

Arrêt qui modère les droits sur les sucres bruts venant de l'étranger. (*Col.*)

5 septembre.

Lettres-patentes concernant les toiles de coton blanches et les toiles peintes, teintes et imprimées. (*Col.*)

28 septembre.

Arrêt qui dispense du paiement des quatre nouveaux sous pour livres établis par l'édit du mois de septembre 1759, la marchandise de poisson de mer sec et salé. (*Col.*)

12 mai 1761.

Arrêt qui ordonne que les cotons filés venant de l'étranger, même des îles et colonies françaises de l'Amérique, paieront 20 livres par quintal de droits d'entrée dans le royaume. (Col.)

16 juin 1768.

Arrêt qui ordonne que tous les grains, excepté ceux destinés au jardinage, ne seront transportés que sur des bâtiments français. (Col.)

21 janvier 1770.

Règlement concernant les passe-ports qui s'expédient en franchise des droits des fermes du roi. (Col.)

28 mai.

Arrêt concernant les ouvrages d'orfèvrerie destinés pour les pays étrangers et les colonies. (Col.)

16 juillet.

Ordonnance des administrateurs des îles de France et de Bourbon, qui défend l'importation des plants de muscadiers et girofliers.

23 septembre.

Arrêt qui défend la sortie des sels par les ports de l'Océan, et qui permet d'en tirer de l'étranger pour la pêche. (Col.)

24 novembre 1772.

Arrêt qui fait défense de percevoir les droits sur les marchandises et effets destinés pour la marine, qui passeront par Paris. (*Col.*)

24 décembre.

Arrêt qui commet les sieurs intendants et ordonnateurs de la marine pour juger les contestations nées et à naître au sujet des droits à percevoir dans les ports de France sur les denrées et marchandises des colonies, chargées sous voile et non déclarées. (*Col.*)

14 janvier 1779.

Arrêt qui révoque à l'égard des Hollandais les avantages annoncés par le règlement du 26 juillet 1778 pour la navigation des neutres, les assujétit au droit de fret, et annonce un nouveau tarif. (*Col.*)

27 avril.

Arrêt contenant un nouveau tarif relativement aux denrées et aux productions que les sujets de la république des Provinces-Unies feront entrer dans tous les ports du royaume. (*Col.*)

20 mai.

Arrêt portant révocation de la permission accordée aux armateurs de tirer de l'Espagne

et du Portugal les sels nécessaires à la pêche de la morue. (*Col.*)

5 juin 1779.

Arrêt portant interprétation de l'article 3 de l'arrêt du 27 avril contenant le nouveau tarif des droits sur les denrées et marchandises de Hollande. (*Col.*)

3 juillet.

Arrêt qui ordonne qu'il sera sursis à la perception des droits de fret, et de 15 pour cent sur les navires de Hollande. (*Col.*)

18 septembre.

Arrêt qui interdit et prohibe jusqu'à nouvel ordre l'entrée des fromages de Nord-Hollande dans le royaume. (*Col.*)

17 mars 1782.

Arrêt qui fixe les droits sur les sucres raffinés venant de l'étranger.

5 octobre 1783.

Arrêt du conseil d'État du roi, qui proroge à deux mois le délai accordé par l'article 8 du titre 1<sup>er</sup> de l'ordonnance de 1687, aux navires en relâche forcés pour exporter leurs cargaisons en exemption des droits.

26 juin 1784.

Arrêt du conseil portant règlement pour la franchise du port de Lorient.



29 avril 1785.

Arrêt du conseil qui, en supprimant le droit de 2 pour cent perçus à l'expédition de Marseille, des marchandises du royaume pour le Levant et la Barbarie, réduit à 3 pour cent la totalité du droit jusqu'à présent de 5 pour cent, connu sous la dénomination de droit du consulat.

17 juillet.

Arrêt du conseil d'État du roi concernant les marchandises étrangères prohibées dans le royaume.

25 septembre.

Arrêt du conseil portant à 5 liv. par quintal la taxe imposée sur la morue de pêche étrangère qui sera importée aux îles de l'Amérique du vent et sous le vent.

5 février 1786.

Arrêt du conseil d'État du roi qui fixe les chargements de morue sèche de pêche nationale à 50 quintaux au moins pour obtenir les primes d'encouragements accordées par arrêt du 18 septembre dernier.

13 octobre.

Arrêt du conseil d'État du roi qui déclare de nul effet, après un délai de trois mois, les passe-ports expédiés par la compagnie des

Indes pour l'entrée des toiles de coton blanches et peintes.

6 juin 1807.

Décret qui assujétit au paiement effectif des droits de douanes toutes les marchandises qui seront importées pour les approvisionnements de la marine, de la guerre et autres départements. (*R. des Lois*, tom. 17, p. 18).

12 janvier 1810.

Loi sur les droits auxquels sont assujéties les marchandises à leur importation ou exportation. (*Bull. des Lois*, 4<sup>e</sup> série, n° 260, p. 5).

23 avril 1814.

Ordonnance du lieutenant-général du royaume, qui règle les droits d'entrée de certaines marchandises et denrées coloniales. (*Moniteur du 24 avril*).



---

## SERVICE DE SANTÉ.

---

### SALUBRITÉ NAVALE.

---

25 août 1683.

**R**ÉGLEMENT qui sera observé à l'avenir dans les ports de Toulon et de Marseille, pour empêcher que la peste ne s'introduise dans le royaume.

17 mars 1687.

Contrat passé pour l'aumônerie et le séminaire du port de Rochefort, entre M. de Seignelai et les supérieurs de l'ordre de Saint-Lazare.

27 août 1692.

Ordonnance portant que les vaisseaux venant de la Martinique feront quarantaine dans les rades de l'île d'Aix ou d'Aiguillon. (*Col. cah.*, page 30).

2 mars 1737.

Règlement sur ce qui doit être observé à l'égard des équipages des navires qui partent des ports de Provence, et au sujet des passagers qui s'y embarquent, par rapport aux expéditions des patentes de santé. (*Col.*)

13 août 1738.

Règlement concernant l'hôpital militaire de Bourbonne-lès-Bains. (*Col.*)

6 février 1759.

Traité et conventions pour les malades, blessés et prisonniers de guerre, entre le roi et le roi d'Angleterre. (*Col.*)

1<sup>er</sup> janvier 1747.

Ordonnance portant règlement général concernant les hôpitaux militaires. (*Col.*)

12 avril 1776.

Ordonnance qui prescrit ce qui sera observé relativement à l'acquisition de remèdes particuliers par S. M. (*Col.*)

26 février 1777.

Règlement concernant les trois amphithéâtres établis dans les hôpitaux militaires de Strasbourg, Metz et Lille. (*Col.*)

Ordonnance concernant les hôpitaux militaires. (*Col.*)

16 mars 1779.

Tarif des drogues nécessaires pour la composition des coffres de médicaments des vaisseaux, et autres bâtiments du roi, et des ustensiles à délivrer aux chirurgiens majors.

Instruction particulière pour les chirurgiens-majors des vaisseaux, relativement au tarif du 16 mars dernier.

1<sup>er</sup> janvier 1780.

Ordonnance concernant les hôpitaux militaires.  
(Col.)

1<sup>er</sup> février.

Traité des hôpitaux de Brest. (Col.)

1<sup>er</sup> juin.

Tarif des drogues qui doivent composer les  
coffres de médicaments à embarquer sur les  
vaisseaux. (Col.)

2 mai 1781.

Règlement concernant les amphithéâtres des  
hôpitaux militaires de Strasbourg, Metz,  
Lille, Brest et Toulon.

Ordonnance du roi portant règlement général  
concernant les hôpitaux militaires.

De la réception des soldats, cavaliers, chevau-  
légers, hussards, dragons, chasseurs à che-  
val, etc., dans les hôpitaux.

Du transport des malades et blessés d'un hô-  
pital dans un autre, de l'armement, habit,  
argent, et autres effets des malades, à leur  
entrée ou sortie des hôpitaux.

De la distribution des malades dans les salles  
des hôpitaux.

Des visites des médecins et chirurgiens - ma-  
jors, etc., etc., etc.

1<sup>er</sup> juillet 1781.

Traité de la fourniture générale des aliments ,  
médicaments, lits, ustensiles et autres effets  
accessoires dans les hôpitaux militaires du  
royaume.

19 pluviose an 6.

Arrêté contenant règlement sur le service des  
hôpitaux de marine et des armées navales.  
(*Journ. milit.*, vol. 17, page 370).

1<sup>er</sup> ventose.

Loi relative à la nomination aux places de con-  
servateurs, secrétaires et gardes de santé,  
dans l'île de Corse. (*Journ. milit.*, vol. 17,  
page 470).

7 messidor.

Arrêté concernant la quarantaine, à laquelle  
sont soumis les bâtiments qui arrivent dans  
les ports de la Méditerranée. (*Journ. milit.*,  
vol. 17, page 792.)

7 vendémiaire an 8.

Arrêté sur le service de santé de la marine.  
(*Journ. milit.*, vol. 20, page 277).

7 thermidor.

Arrêté relatif aux établissements de santé de la  
marine et des colonies.

7 nivose an 9.

Arrêté relatif aux établissements de santé de la

marine et des colonies. (*Journ. milit.*, vol. 22, page 234).

15 *pluviose an 9.*

Arrêté relatif à la police et à l'administration du lazareth de Toulon et des autres établissements de ce genre, dans les ports du midi de la France. (*Journ. milit.*, vol. 22, page 281).

15 *messidor an 12.*

Traité pour la fourniture des vivres aux hôpitaux maritimes, avec le sieur Auguste-Zacharie-Nicolas Montessuy.

16 *vendémiaire an 13.*

Règlement sur l'économie intérieure des hôpitaux de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 31, page 202).

1808.

Avis des inspecteurs-généraux du service de santé, sur les moyens de diminuer la consommation du quinquina. (*Journal milit.*, 2<sup>e</sup> partie, page 283).

*Pour l'ordre, la propreté et la salubrité à bord des vaisseaux :*

Articles 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 de l'arrêté du 7 vendémiaire an 8, sur le service de santé.

Articles 1, 2, et de l'article 4 à celui 44 inclusivement du règlement de 1786, sur l'ordre, la propreté, etc.

---

## CHIOURMES.

---

FORÇATS. = POLICE DES BAGNES.

---

9 *décembre* 1682.

ORDONNANCE portant défenses de donner des couteaux ou autres ferrements à la chiourme.

Ordonnance portant défenses aux gardiens conduisant des Turcs ou des forçats, d'entrer dans aucun cabaret ou autre lieu public, ni de sortir de la ville.

21 *octobre* 1683.

Ordonnance contre les forçats qui se mutilent.

18 *février* 1686.

Règlement concernant la conduite des chaînes des criminels condamnés aux galères.

8 *octobre*.

Ordonnance pour l'établissement et l'instruction de six jeunes proueurs par galère. (*Col*).

6 *novembre*.

Ordonnance contre les forçats blasphémateurs.



16 décembre 1686.

Ordonnance contre les forçats qui se battent avec le couteau.

16 octobre 1688.

Ordonnance qui défend d'acheter les robes des forçats, à peine de 300 francs d'amende.

13 juin 1689.

Ordonnance portant défenses aux comes, argousins et autres bas-officiers, de se servir du bâton pour punir les forçats.

9 mai.

Ordonnance portant défenses de prendre des pertuisaniers pour soldats.

14 décembre 1691.

Ordonnance contre les forçats qui frapperont ou blesseront un argousin ou autre bas-officier des galères.

Ordonnance portant que tous les bâtiments qui entrent dans le port de Marseille, soient visités avant que d'en sortir, ce qui établit des amendes contre ceux à bord desquels seront trouvés des Turcs ou forçats.

7 mai 1692.

Ordonnance pour empêcher l'évasion des Turcs et forçats des galères.

18 février 1693.

Ordonnance portant défenses aux mariniers de rame des galères, de porter sur eux aucuns pistolets et couteaux pointus.

25 octobre 1695.

Ordonnance contre les forçats et Turcs trouvés saisis de choses volées.

22 août 1696.

Ordonnance portant défenses aux habitants de Marseille de donner retraite à aucun Turc, ni de faciliter leur fuite ou embarquement.

8 mai 1697.

Ordonnance portant défenses aux officiers des galères, d'avoir aucun intérêt avec les bas-officiers de la chiourme.

14 août 1700.

Ordonnance et règlement du roi concernant la garde et sûreté des chiourmés des galères.

4 octobre 1702.

Ordonnance du roi portant que tout condamné attaché à la chaîne, qui frappera ou blessera les officiers préposés à sa garde, sera condamné à mort par le conseil de guerre.

2 avril 1704.

Ordre aux forçats libérés de ne point venir à Paris, ni de séjourner à Marseille.

24 novembre 1706.

Tout forçat libéré par grace et avant le temps, s'il va résider dans une ville qui lui est interdite, sera ramené aux galères, sans autre forme de jugement.

20 décembre 1713.

Ordonnance contre les forçats qui frappent et blessent les pertuisaniers, et les condamne à mort.

4 juin 1719.

Ordonnance contre les argousins, sous-argousins et autres bas-officiers, aussi bien que contre les forçats et Turcs, à l'occasion des coups de couteau qui se donnent en galère.

Février 1720.

Arrêt et lettre-patente portant itératives défenses aux pertuisaniers qui conduisent des forçats, d'entrer dans les cabarets et lieux publics.

1<sup>er</sup> août 1731.

Règlement concernant la justice, la police et les chiourmes et galères.

18 juillet 1741.

Retenue de vingt sols à chaque pertuisanier, pour l'évasion de chaque forçat.

2 avril 1749.

Ordonnance du roi qui réduit à 200 francs

l'amende à payer par les argousins qui laisseront échapper un forçat. Elle avait été d'abord de 600 fr. , ensuite de 400 fr.

*4 avril 1749.*

Retenue de deux cents francs aux argousins, par chaque évasion de forçat.

*14 juin.*

Règlement concernant les gardes, rondes et fatigues des comites et sous-comites.

*16 août 1760.*

Règlement concernant l'organisation des pertuisaniers.

*20 septembre 1764.*

Ordonnance du roi sur la police des bagnes.

*1<sup>er</sup> octobre 1765.*

Nouvelle organisation des compagnies de pertuisaniers à Brest.

*5 janvier 1767.*

Établissement d'une chiourme à Rochefort.

*9 brumaire an 7.*

Arrêté portant établissement de bagnes dans les ports de Nice et du Havre , uniquement destinés à recevoir les soldats marins déserteurs. (*Journal militaire*, vol. 18 , page 141 ).

17 juillet 1806.

Décret impérial concernant les forçats libérés.  
(*Journal militaire*, vol. 34, page 492).

16 mars 1807.

Décret concernant les militaires détenus dans  
les bagnes de Cherbourg et de Nice, pour  
cause de désertion ou d'insubordination. (*R.  
des lois*, tom. 17, page 9).

19 octobre 1808.

Décret sur la peine encourue par les militaires  
et marins condamnés aux fers, en cas d'éva-  
sion ou de récidive. (*R. des lois sur la marine*,  
tom. 18, page 188. *Journal milit.*, 2<sup>e</sup> partie,  
page 277).



# COLONIES.

---

**La plupart de ces Lois et Ordonnances se trouvent dans la collection générale dont j'ai parlé dans ma préface, dans le code de la Martinique, dans le Code Noir, dans les lois et constitutions de M. Moreau de Saint-Méri.**

**Une autre partie a été imprimée isolément.**

---

---

## LÉGISLATION.

---

JUSTICE. = CONSEILS SUPÉRIEURS. = TRI-  
BUNAUX.

---

7 septembre 1683.

**A**RRÊT de règlement du conseil supérieur de  
la Martinique sur les saisies réelles.

9 décembre 1720.

Règlement des droits et salaires des officiers du  
siège de l'amirauté de l'Isle-Royale. (*R. du  
C. d'État*).

7 décembre 1722.

Règlement des droits et salaires des officiers des  
sièges d'amirauté des îles du Vent de l'Amé-  
rique. (*R. du C. d'État*).

24 mai 1735.

Règlement des droits et salaires des officiers  
d'amirauté de Quebec. (*Col.*)

Règlement des droits et salaires des officiers  
d'amirauté à l'Isle-Royale. (*Col.*)

1<sup>er</sup> février 1743.

Déclaration sur les tutelles et émancipations



des mineurs ayant des biens en France et dans les colonies.

25 novembre 1743.

Déclaration concernant les ordres religieux et gens de main-morte établis aux colonies françaises de l'Amérique. (*Col.*)

7 octobre 1747.

Arrêt qui commet les officiers de l'amirauté de France à la table de marbre, pour continuer la vérification des titres des droits maritimes. (*Col.*)

1<sup>er</sup> décembre 1756.

Ordonnance sur les rangs dans les conseils aux Indes. (*Col.*)

Mai 1757.

Lettres-patentes pour l'administration de la justice dans l'île de Minorque. (*Col.*)

13 octobre 1759.

Déclaration qui attribue aux juges ordinaires, et par appel aux conseils supérieurs des îles sous le vent, la connaissance de toutes les contestations et procès qui naîtront pour raison des concessions des terres faites et à faire par le gouverneur lieutenant-général et l'intendant desdites îles. (*Col.*)

19 décembre 1761.

Arrêt portant établissement d'une commission

pour la législation des colonies françaises. (Col.)

16 avril 1762.

Arrêt concernant la législation des colonies.  
(Col.)

3 juin 1765.

Déclaration qui accorde aux officiers des conseils supérieurs du Canada et de l'Isle-Royale, les mêmes privilèges dont jouissent les officiers honoraires des cours souveraines en France. (Col.)

Juin 1766.

Édit portant suppression des conseils supérieurs des îles de France et de Bourbon, et l'établissement d'un nouveau conseil supérieur dans chacune de ces îles.

Septembre.

Lettres-patentes qui autorisent les gouverneur et intendant des îles de France et de Bourbon à commettre à quatre places d'assesseurs dans chacun des deux conseils supérieurs de ces îles.

25 septembre.

Ordonnance portant création d'un tribunal tiers aux îles de France et de Bourbon.

30 septembre.

Ordonnance sur les enregistrements et les représentations par les conseils supérieurs des îles de France et de Bourbon.

1<sup>er</sup> octobre 1766.

Déclaration sur la discipline des conseils supérieurs aux îles de France et de Bourbon.

21 août 1768.

Règlement concernant les sièges d'amirauté établis dans l'île de Corse. (Col.)

11 novembre.

Arrêt qui supprime le bureau de législation des colonies établi le 19 décembre 1761. (Col.)

23 octobre 1775.

Ordonnance du conseil supérieur du Cap concernant les libertés.

Février 1776.

Édit portant suppression du conseil supérieur de Pondichéry, et création d'un nouveau conseil supérieur à l'instar des autres colonies.

3 février.

Déclaration sur la discipline du conseil supérieur de Pondichéry.

22 février 1777.

Règlement pour les procédures dans les établissements français de l'Inde.

12 décembre 1779.

Arrêt qui fixe les règles, les époques et la forme

de la distribution de la justice en l'île de la Grenade et dépendances. (*Col.*)

3 *germinal an 11.*

Arrêté relatif aux tribunaux des îles de France et de la Réunion. (*Journ. milit.*, vol. 27, p. 83).

26 *septembre 1808.*

Lettre du ministre de la marine aux capitaines généraux et commissaires de justice des colonies, relative aux parentés et alliances dans un même tribunal, et aux formes à suivre pour les remplacements. (*R. des lois de la marine*, tome 18. page 169).

---

---

## ADMINISTRATION.

---

NOMINATIONS.—HONNEURS, RANGS,  
PRÉSÉANCES.

---

17 novembre 1719.

**O**RDONNANCE du roi qui défend aux gouverneurs et lieutenants-généraux, gouverneurs particuliers et intendants de colonies d'avoir des habitations. (*R. du C. d'État*).

7 février 1738.

Arrêt de règlement du conseil supérieur du Cap, portant injonction aux chirurgiens, apothicaires et droguistes pour la garde des poisons.

30 décembre 1846.

Déclaration sur la garde des vénéfices et poisons.

25 novembre 1748.

Ordonnance qui renouvelle pour six années l'exemption accordée aux navires marchands destinés pour la Louisiane, d'y porter des engagés et des fusils. (*Col.*)

23 juillet 1759.

Ordonnance portant règlement pour les appointements du gouverneur lieutenant-général, intendant, gouverneurs particuliers, lieutenants de roi et autres officiers de l'état-major, commissaires et écrivains de la marine servant aux îles sous le vent, et qui fixe leur nombre, leur grade et leur résidence. (*Col.*)

10 décembre.

Arrêt portant établissement d'une chambre mi-partie d'agriculture et de commerce aux îles du Vent, avec faculté d'avoir à Paris un député à la suite du conseil.

8 février 1761.

Arrêt qui attribue aux commissaires y nommés la connaissance de toutes les affaires contentieuses provenant des colonies, et qui sont de nature à être portées au conseil de Sa Majesté. (*Col.*)

30 avril 1764.

Ordonnance portant règlement pour l'exercice de la chirurgie dans les différentes colonies françaises de l'Amérique. (*Col.*)

1<sup>er</sup> février 1766.

Ordonnance pour le gouvernement civil des îles sous le vent.

6 août 1766.

Ordonnance qui règle le commandement en chef en cas de mort et d'absence du gouverneur des îles de France et de Bourbon.

Ordonnance portant qu'en cas de mort ou d'absence de l'intendant des îles de France et de Bourbon, le plus ancien commissaire en fera les fonctions.

20 août.

Ordonnance concernant les affranchissements des nègres esclaves aux îles de France et de Bourbon.

15 septembre.

Ordonnance concernant les paroisses et les hôpitaux des îles de France et de Bourbon.

20 septembre.

Ordonnance pour régler le prix des denrées aux îles de France et de Bourbon.

25 septembre.

Ordonnance concernant le gouvernement civil des îles de France et de Bourbon.

11 février 1767.

Ordonnance des administrateurs de la Martinique sur les libertés accordées par testaments.

30 janvier 1768.

Ordonnance des administrateurs de la Martinique sur la chasse.

10 septembre 1774.

Arrêt concernant les places d'engagés, dues par chaque navire allant aux colonies, et le port des fusils. (*Col.*)

23 mai 1775.

Ordonnance concernant le gouvernement civil des îles sous le vent.

Février 1776.

Lettres-patentes pour régler les matières dont la connaissance exclusive doit être attribuée aux administrateurs des établissements français dans l'Inde.

3 février.

Ordonnance sur les saluts et honneurs à rendre dans l'Inde.

22 février 1777.

Règlement sur les places et rangs dans les églises et dans les marches et cérémonies publiques, dans les établissements français de l'Inde.

Déclaration sur l'administration des biens des mineurs dans les établissements français de l'Inde.



5 avril 1778.

Arrêt concernant les mariages des noirs, mulâtres ou autres gens de couleurs. (*Col.*)

13 décembre 1784.

Ordonnance du roi concernant les procureurs et les économes gérants des habitations situées aux îles sous le vent.

27 thermidor an 8.

Arrêté concernant les dépenses du bureau des colonies.

18 nivose an 9.

Arrêté relatif aux appointements des employés de la marine dans les colonies. (*Journ. milit.*, vol. 22, page 234).



---

## FINANCES.

---

COMPTABILITÉ. = TERRITOIRE. = IMPOSITIONS.

APPOINTEMENTS. = LIQUIDATIONS.

---

5 août 1732.

**A**RRÊT qui ordonne que les droits du domaine d'Occident, qui se perçoivent aux colonies, seront distraits du bail des fermes, etc., à commencer du 1<sup>er</sup> janvier 1732. (*Col.*)

19 juillet 1742.

Ordonnance qui défend aux capitaines des navires désarmés aux îles, de payer leurs équipages dans lesdites îles. (*Valin*, tom. 1<sup>er</sup>, page 717).

12 juin 1745.

Déclaration pour les jugements concernant les dettes de cargaison, aux îles de l'Amérique. (*Valin*, tom. 1<sup>er</sup>, page 332).

17 octobre 1748.

Arrêt pour le paiement des équipages des navires de retour des îles, sous convoi. (*Valin*, tom. 1<sup>er</sup>, page 698).

13 octobre 1750.

Arrêt qui fixe à six mois le *visa* de tous les effets concernant l'ancienne compagnie royale de la Chine. (Col.)

12 septembre 1752.

Arrêt qui fixe à trois mois le *visa* des effets de l'ancienne compagnie de la Chine. (Col.)

30 novembre 1756.

Ordonnance portant fixation de la livre tournois en monnaie de l'Inde , pour servir au paiement des troupes destinées à passer dans ce pays. (Col.)

18 octobre 1758.

Arrêt qui nomme des commissaires pour procéder à la liquidation des dettes de la marine. (Col.)

29 octobre.

Arrêt qui prescrit ce que les créanciers , pour raison du service de la marine , doivent observer pour la représentation de leurs titres, etc. (Col.)

30 décembre.

Arrêt qui commet le Sr J. P. Bégaud , écrivain principal de la marine , en qualité de préposé à l'examen et vérification des dettes d'icelle. (Col.)

15 octobre 1759.

Arrêt concernant le paiement des lettres de change tirées des colonies françaises de l'Amérique, sur les trésoriers généraux desdites colonies. (Col.)

28 novembre 1761.

Arrêt qui surseoit à l'examen et vérification des dettes de la marine et des colonies, autres que du Canada. (Col.)

28 février 1762.

Ordonnance portant qu'il ne sera plus accordé, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1762, de relief aux officiers des colonies qui passeront en France. (Col.)

31 décembre.

Arrêt qui ordonne que le montant des lettres de change tirées de Cayenne, sera acquitté en 1763. (Col.)

3 juin 1763.

Lettres-patentes concernant la poursuite des biens de la société et compagnie de Jésus, qui sont dans les colonies françaises. (Col.)

15 juillet.

Arrêt qui fixe des époques pour le paiement des dettes des colonies en France. (Col.)

29 août 1765.

Arrêt concernant les dettes des colonies en France, des années 1760, 61, 62, 63 et 64. (Col.)

12 mars 1766.

Ordonnance des administrateurs de la Martinique, sur l'imposition.

*Octobre.*

Édit qui ordonne la fabrication de pièces de cuivre d'un sou, pour l'usage intérieur des colonies. (*Col.*)

*Décembre.*

Édit portant suppression du papier-monnaie créé aux îles de France et de Bourbon, et création d'une monnaie de carte.

*1<sup>er</sup> décembre.*

Ordonnance qui autorise les commandant et intendant des îles de France et de Bourbon à former un tarif pour le prix des marchandises venues d'Europe.

*25 janvier 1767.*

Arrêt qui fixe les droits qui seront perçus sur les cafés provenant des colonies françaises de l'Amérique, du Levant ou de la compagnie des Indes. (*Col.*)

*1<sup>er</sup> juillet 1769.*

Arrêt qui casse celui du conseil supérieur de l'île de Bourbon, du 22 avril 1768, par lequel le commis des trésoriers-généraux a été condamné à payer 18,000 liv.

*1<sup>er</sup> octobre 1770.*

Instruction des administrateurs des îles du Vent, sur la recette de la capitation.

31 octobre.

Procès-verbal d'imposition à Saint-Domingue.

3 janvier 1771.

Ordonnance pour l'imposition des îles du Vent.

30 juillet 1773.

Ordonnance portant réduction du nombre des quartiers de l'Île-de-France.

15 janvier 1775.

Arrêt qui ordonne que les lettres de change tirées des îles de France et de Bourbon, seront représentées au Sr Morv, pour en dresser un état.

10 février 1776.

Arrêt portant règlement pour le paiement des rentes, à quatre pour cent, dues aux Indiens ou domiciliés dans l'Inde, à cause des contrats ou promesse de passer contrat, qui leur ont été donnés en paiement de leurs créances sur la compagnie. (Col.)

22 février 1777.

Déclaration sur la contribution, en cas de déconfiture, dans les établissements français de l'Inde.

7 juillet 1779.

Ordonnance du gouverneur général de la Grenade, qui surseoit au paiement des dettes des habitants de cette colonie. (Col.)

*Août 1779:*

Édit qui ordonne la fabrication d'espèces de billon, en pièces de trois sous, pour les îles de France et de Bourbon. (*Col.*)

*12 décembre.*

Arrêt concernant les dettes des habitants de l'île de la Grenade. (*Col.*)

*Mars 1781.*

Édit du roi qui ordonne une réformation dans la monnaie de Paris de 60,000 marcs d'espèces de Billon, pour être transportées aux îles de France et de Bourbon, et aux colonies de l'Amérique, où elles auront cours seulement.

*1<sup>er</sup> vendémiaire an 1<sup>r</sup>.*

Instruction sur la comptabilité des colonies. (*Journal milit.*, vol. 26., page 58).

*28 pluviôse.*

Arrêté portant que la solde et les traitements militaires des troupes de terre employées dans les colonies, sont exceptés de la retenue des trois pour cent, ordonnée au profit des invalides de la marine, et que les lettres de change seront acquittées sans retenue. (*Journal milit.*, vol. 26, page 383).

*20 juin 1807.*

Décret qui fixe l'époque à laquelle il sera sursis

à toutes poursuites, pour le paiement de créances antérieures à 1792, et relatives à Saint-Domingue. (*R. des lois*, t. 17, p. 19).

24 juin 1808.

Décret relatif aux créanciers, pour une des causes énoncées au décret du 20 juin 1807, concernant Saint-Domingue. (*Journal mil.*, 1<sup>re</sup> partie, page 370).

4 mars 1809.

Décret qui ordonne le paiement des deux tiers des lettres de change de l'Ile-de-France, exercice 1807. (*M. S.*)

24 mars.

Autorisation de Sa Majesté pour payer des traitements de l'Ile-de-France, exercices 1807 et 1808. (*M. S.*)

11 juillet 1811.

Décret qui enjoint aux porteurs des titres de créance de Saint-Domingue sur la marine, de produire, dans le délai de deux mois, les pièces justificatives de leurs réclamations. (*Bull. des lois*, n° 379, page 4, 4<sup>e</sup> série).

~~~~~

TROUPES COLONIALES.

30 mai 1695.

RÉGLEMENT pour la police, conduite et discipline des compagnies que Sa Majesté entretient dans le Canada. (*R. du C. d'État*).

16 novembre 1716.

Réglement au sujet des engagés et fusils qui doivent être portés par les navires marchands aux colonies des îles françaises de l'Amérique et de la Nouvelle-France, avec les lettres-patentes du roi pour l'enregistrement dudit règlement. (*R. du C. d'État*).

16 mars 1723.

Ordonnance du roi pour la levée et le paiement de quatre compagnies d'infanterie qui doivent être employées à la garde des îles de France et de Bourbon ; Indes-Orientales. (*R. du C. d'État*).

15 février 1724.

Ordonnance du roi au sujet des engagés. (*R. du C. d'État*).

11 février 1737.

Ordonnance au sujet des déserteurs des troupes des îles françaises de l'Amérique. (*Col.*)

15 juillet 1738.

Ordonnance qui proroge pour six ans l'exemption accordée aux navires marchands destinés pour la Louisiane, d'y porter des engagés et fusils. (Col.)

25 février 1758.

Ordonnance concernant le second bataillon du corps des volontaires étrangers qui doit s'embarquer à Brest pour le Canada. (Col.)

Ordonnance concernant le troisième bataillon du corps des volontaires étrangers qui doit s'embarquer en Bretagne pour les Indes-Orientales. (Col.)

25 mars.

Ordonnance concernant la composition et le traitement du troisième bataillon du corps des volontaires étrangers destiné pour les Indes-Orientales. (Col.)

1^{er} février 1762.

Ordonnance portant création d'un régiment de soldats - matelots, sous le titre de régiment étranger de Dunkerque. (Col.)

31 janvier 1763.

Ordonnance pour réformer les six piquets d'infanterie employés à Saint-Domingue. (Col.)

19 mars.

Ordonnance pour réformer le régiment étranger de Dunkerque. (Col.)

1^{er} juin 1763.

Ordonnance pour licencier le régiment suisse de Halwil. (*Col.*)

1^{er} avril 1766.

Ordonnance portant création d'une légion pour l'île de Saint-Domingue. (*Col.*)

1^{er} mars 1767.

Ordonnance concernant la compagnie d'infanterie entretenue à Lorient par la compagnie des Indes. (*Col.*)

1^{er} avril 1768.

Ordonnance concernant le rétablissement des milices de Saint-Domingue.

1^{er} septembre.

Ordonnance pour le rétablissement des milices aux îles du Vent.

1^{er} avril 1769.

Ordonnance portant établissement d'un dépôt de recrues pour les troupes des colonies à l'île de Ré.

22 février 1770.

Ordre du roi qui admet les créoles des îles de France et de Bourbon dans la légion de l'Île-de-France.

18 août 1772.

Ordonnance portant création de quatre régi-

ments pour le service des colonies de l'Amérique. (*Col.*)

30 décembre 1772.

Ordonnance portant création de trois régiments pour la garde des îles de France et de Bourbon.

Ordonnance portant suppression de la compagnie établie pour la garde du port de Lorient, et création de deux nouvelles compagnies, tant pour la garde dudit port, que pour le dépôt des recrues des troupes des îles de France, de Bourbon et de l'Inde.

Ordonnance pour la levée d'un corps de volontaires à pied, pour le service des établissements français au-delà du cap de Bonne-Espérance.

Ordonnance qui ordonne la translation à l'Île-de-France de la compagnie d'invalides établie à Pondichéry.

Ordonnance portant suppression des places de lieutenant de roi à l'Île-de-France et de Bourbon.

Ordonnance portant établissement de deux pièces de canon à la suite des régiments des îles de France et de Bourbon.

Ordonnance portant création d'un régiment

d'infanterie sous la dénomination de régiment de Pondichéry.

26 décembre 1774.

Ordonnance pour le dépôt de recrues des troupes des colonies à l'île de Ré. (*Col.*)

Ordonnance pour la réforme du régiment de l'Amérique.

21 janvier 1775.

| Ordonnance portant suppression des trois régiments créés le 18 août 1772 pour la garde des îles de France et de Bourbon, et leur incorporation en un seul régiment de quatre bataillons.

1^{er} mai.

Ordonnance portant établissement de hautes-paies et distinctions pour les bas-officiers, soldats et tambours des compagnies de canonniers-bombardiers des îles du Vent et sous le Vent. (*Col.*)

Ordonnance pour donner une nouvelle forme aux régiments affectés au service des colonies de l'Amérique. (*Col.*)

22 mai.

Ordonnance portant établissement de hautes-paies, et distinctions pour les bas-officiers attachés au dépôt des recrues des colonies à l'île de Ré. (*Col.*)

21 juillet 1775.

Ordonnance pour donner une nouvelle forme au régiment de Pondichéry, créé le 30 décembre 1772, pour la garde des possessions de S. M. dans l'Inde.

8 août.

Ordonnance pour donner une nouvelle forme aux troupes nationales de Cayenne, et qui règle les hautes-paies, tant des bas-officiers et soldats desdites troupes, que de ceux des compagnies entretenues à Saint-Pierre, à Miquelon et à Gorée. (Col.)

2 septembre.

Ordonnance portant création d'un dépôt de recrues qui sera établi à l'île de Ré. (Col.)

12 septembre 1776.

Ordonnance pour la formation nouvelle du dépôt des recrues des colonies, établi à l'île de Ré. (Col.)

28 août 1777.

Ordonnance pour régler provisoirement le traitement des officiers, bas-officiers et soldats des quatre régiments coloniaux des îles du Vent et sous le Vent. (Col.)

28 août 1777.

Ordonnance pour donner une nouvelle forme

aux six compagnies de canonniers-bombardiers des îles du Vent et sous le Vent de l'Amérique, et assimiler leur traitement à celui des troupes du corps-royal employées dans les mêmes colonies. (*Col.*)

Ordonnance pour régler le traitement des compagnies de dragons qui seront employées dans les colonies de l'Amérique. (*Col.*)

Ordonnance pour régler le traitement des régiments d'infanterie qui seront employés dans les colonies de l'Amérique. (*Col.*)

24 septembre 1779.

Ordonnance pour porter le corps des volontaires d'Afrique à six compagnies de cent hommes, y compris une compagnie de canonniers-bombardiers. (*Col.*)

14 novembre.

Ordonnance pour régler le traitement des régiments d'infanterie qui seront employés dans les colonies situées au-delà du cap de Bonne-Espérance. (*Col.*)

28 novembre.

Ordonnance pour régler un uniforme aux officiers réformés des troupes des colonies. (*Col.*)

13 décembre 1779.

Ordonnance concernant les règles qui seront observées pour les grâces militaires, avance-

ment et grades qui seront accordés à l'avenir aux officiers des troupes et des états-majors employés au département des colonies. (*Col.*)

13 décembre 1779.

Ordonnance pour l'établissement d'une compagnie de cadets-gentilshommes à l'île de Ré, pour le département des colonies. (*Col.*)

20 décembre.

Ordonnance pour régler le traitement des régiments d'infanterie qui seront employés dans les colonies situées au-delà du cap de Bonne-Espérance. (*Col.*)

3 mars 1781.

Ordonnance du roi portant création d'un second bataillon au régiment de Pondichéry, suppression de la troisième légion de volontaires étrangers de la marine, de la compagnie servant à la suite de l'artillerie de l'île de France, et leur incorporation dans le régiment de Pondichéry.

Ordonnance du roi portant réunion des deux compagnies de l'Inde aux trois compagnies de canonniers-bombardiers de l'île de France, pour en former quatre compagnies.

25 juillet 1781.

Ordonnance du roi portant réunion des dépôts de recrues des colonies, de celui de l'Inde

et des trois compagnies d'infanterie, affectées à la garde du port de Lorient, pour ne former qu'un seul et même corps, sous la dénomination de bataillons auxiliaires des régiments des colonies.

10 août.

Ordonnance du roi concernant la compagnie des cadets-gentilshommes des troupes des colonies.

20 décembre 1783.

Ordonnance du roi concernant les états-majors des îles du Vent de l'Amérique.

Même ordonnance pour ceux de Saint-Domingue.

10 décembre 1784.

Ordonnance du roi concernant la formation et la solde des troupes affectées au service des colonies orientales et occidentales.

26 février.

Ordonnance du roi pour l'incorporation des différents corps employés au département des colonies dans le régiment de la Martinique et de la Guadeloupe, pour y former un troisième bataillon.

28 février 1784.

Ordonnance du roi portant réduction sur les appointements des états-majors des régi-

ments coloniaux, et suppression des chefs de bataillon.

17 juin 1784.

Ordonnance du roi portant dédoublement du régiment de l'île de France, et formation du régiment de l'île de Bourbon.

24 octobre.

Ordonnance du roi portant création d'un corps royal de l'artillerie des colonies.

16 janvier 1785.

Ordonnance du roi concernant la formation et la solde d'un bataillon sous la dénomination de bataillon d'Afrique.

1^{er} janvier 1786.

Ordonnance du roi concernant le corps royal de l'artillerie des colonies.

22 février 1787.

Ordonnance du roi concernant la compagnie des cadets-gentilshommes des troupes des colonies.

3 brumaire an 4.

Loi sur le rétablissement des troupes d'artillerie de la marine et les divers services auxquels elles sont affectées. (*Journ. milit.*, vol. 12, page 289.)

9 germinal an 11.

Arrêté relatif à la formation d'un bataillon

colonial, sous la dénomination de bataillon de l'île de France, destiné pour le service des colonies. (*Journ., milit.*, vol. 27, page 85).

16 février 1807.

Décret qui modifie l'organisation du régiment de l'île de France. (*R. des Lois*, t. 17, p. 2).

10 février 1808.

Décret ordonnant la formation de deux compagnies de canonniers des colonies. (*R. des Lois de la marine*, tome 18, page 24).

3 janvier 1809.

Décret qui nomme le colonel Leclerc, commandant du Sénégal. (*M. S.*)



COMMERCE.

COMPAGNIE DES INDES-ORIENTALES ET OCCIDENTALES.

26 mai 1664.

ARTICLES et conditions sur lesquelles les marchands et négociants du royaume supplient le roi de leur accorder sa déclaration et les graces y contenues, pour l'établissement d'une compagnie des Indes orientales.

Août.

Déclaration portant établissement d'une compagnie, pour le commerce des Indes orientales.

27 août.

Déclaration en faveur des officiers du conseil et cours souveraines intéressées, èz-compagnie des Indes.

26 octobre.

Statuts, ordonnances et réglemens de la compagnie établie pour le commerce des Indes orientales.

1^{er} juillet 1665.

Déclaration en faveur de la compagnie des Indes orientales.

15 juillet.

Arrêt qui permet à la compagnie des Indes orientales de faire voiturer les bois qui lui seront nécessaires, par tels endroits que bon lui semblera, etc.

Arrêt qui défend de prendre prisonniers les officiers commis et engagés de la compagnie des Indes orientales, pour dettes, etc.

29 juillet.

Arrêt qui permet à la compagnie des Indes orientales, de mettre dans les magasins de la Rochelle et du Hâvre, par entrepôt, les marchandises qu'elle fera acheter dans les pays de sa concession.

14 avril 1670.

Arrêt de règlement du conseil supérieur de la Martinique, sur les plantations des vivres.

23 juin 1682.

Lettres-patentes sur l'arrêt du conseil du 6 janvier, relatif à la permission accordée à tout particulier, de faire le commerce des Indes orientales.

6 janvier.

Arrêt du conseil qui permet à tous particuliers

de faire le commerce aux Indes orientales ,
à condition qu'ils se serviront, pour leur
passage et celui de leurs marchandises, des
vaisseaux des Indes de la compagnie des Indes
orientales.

26 novembre 1719.

Ordonnance du roi contre les capitaines ou
facteurs des vaisseaux marchands qui font le
commerce étranger aux îles françaises de
l'Amérique. (*R. du C. d'état*).

27 septembre 1732.

Déclaration concernant les cafés de la Martini-
que et autres îles françaises de l'Amérique.
(*Col.*)

29 mai 1736.

Arrêt portant règlement sur les cafés des îles
françaises de l'Amérique. (*Col.*)

4 septembre 1742.

Arrêt qui ordonne l'exécution des lettres-pa-
tentes du mois d'avril 1717, portant régle-
ment pour le commerce des îles, casse, etc.
(*Col.*)

4 mai 1745.

Arrêt portant prorogation, pendant la présente
guerre, de l'entrepôt des marchandises des-
tinées pour le commerce des îles et colonies
françaises. (*Col.*)

19 juin 1745.

Arrêt qui en interprétant celui du 20 avril 1744, défend le retour des navires venant des colonies, dans d'autres ports que ceux où ce commerce est permis, à peine de 10,000 liv. d'amende. (*Col.*)

3 décembre 1748.

Arrêt qui ordonne que les vaisseaux munis de permission de la compagnie des Indes, pour le commerce de Guinée, jouiront des mêmes privilèges dont elle jouit. (*Col.*)

26 mars 1749.

Arrêt qui ordonne que les marchandises destinées pour les colonies, ne jouiront plus que d'une année d'entrepôt. (*Col.*)

24 février 1750.

Arrêt qui proroge pour dix ans les exemptions accordées au commerce du Canada, de l'île Royale et des îles du Vent. (*Col.*)

13 octobre.

Arrêt qui fixe le prix des tabacs de la Louïsiane, et désigne les ports pour l'entrée desdits tabacs. (*Col.*)

21 septembre 1756.

Arrêt qui permet aux négociants de Caen de faire directement par leur port, le commerce des îles et colonies françaises de l'Amérique. (*Col.*)

20 décembre 1756.

Ordonnance et règlement concernant les prises aux Indes orientales, et les parts des officiers et équipages des vaisseaux du roi, et de ceux de la compagnie des Indes. (*Col.*)

13 octobre 1759.

Déclaration concernant les parts des prises provenant du commerce étranger, attribuées au gouverneur-lieutenant-général, intendant, gouverneurs particuliers et autres officiers des îles françaises de l'Amérique sous le Vent. (*Col.*)

10 décembre.

Déclaration concernant les parts des prises provenant du commerce étranger, attribuées aux gouverneur-lieutenant-général, intendant, gouverneurs particuliers et autres officiers des îles françaises du Vent et de l'Amérique. (*Col.*)

19 avril 1760.

Arrêt qui fixe à trois mois, pour tout délai, le paiement du fret des marchandises et denrées des colonies, qui seront à l'avenir apportées en France sur les vaisseaux de Sa Majesté. (*Col.*)

Août 1764.

Édit portant confirmation de l'établissement

de la compagnie des Indes , sous le titre de compagnie commerçante.

29 novembre 1766.

Ordonnance qui permet aux habitants des îles de France et de Bourbon , de faire le commerce d'Inde en Inde.

25 janvier 1767.

Lettres-patentes concernant les billets de caisse, récépissés et autres effets de la compagnie des Indes, circulant dans les îles de France et de Bourbon.

26 juillet.

Arrêt qui ordonne l'établissement de deux entrepôts, l'un au port du Carenage, dans l'île Sainte-Lucie, et l'autre au môle Saint-Nicolas, à Saint-Domingue, et qui permet aux étrangers d'y introduire certaines marchandises. (Col.)

31 juillet.

Arrêt qui accorde des encouragements pour l'envoi des morues séchées de pêche française, aux îles du Vent de l'Amérique. (Col.)

1^{er} avril 1768.

Arrêt concernant l'établissement d'un entrepôt au port du Carenage à Sainte-Lucie. (Col.)

1^{er} mai.

Lettres - patentes qui accordent à l'île de

Cayenne et la Guyanne française, la liberté de commerce pendant douze ans. (*Col.*)

28 juin 1768.

Lettres-patentes contenant règlement général pour l'administration de la compagnie des Indes.

1^{er} août.

Arrêt du conseil qui défend l'entrée dans le royaume, des soies blanches dites nankin, autres que celles de la compagnie des Indes. (*Col.*)

6 avril 1769.

Arrêt qui autorise une loterie en faveur de la compagnie des Indes.

13 août.

Arrêt concernant le commerce de l'Inde.

6 septembre.

Arrêt portant règlement pour le commerce de l'Inde.

Février 1770.

Édit portant création d'un contrat d'un million deux cent mille livres de rente, au principal de trente millions, au profit de la compagnie des Indes.

9 février.

Lettres-patentes qui autorisent les syndics et directeurs de la compagnie des Indes, à ouvrir une loterie.

8 avril 1770.

Arrêt qui homologue la délibération prise par les députés, syndics et directeurs de la compagnie des Indes, le 7 avril 1770, pour faire au roi la cession de tous ses biens et droits.

29 septembre.

Arrêt qui nomme des commissaires aux îles de France et de Bourbon, pour connaître des demandes contre la compagnie des Indes.

13 novembre.

Ordonnance concernant les officiers de marine de la compagnie des Indes. (*Col.*)

22 décembre 1775.

Arrêt qui permet aux négociants de Rochefort de faire directement par le port de cette ville, le commerce des îles et colonies françaises de l'Amérique, en se conformant aux dispositions des lettres-patentes du mois d'avril 1717. (*Col.*)

10 février 1776.

Arrêt portant évocation de toutes les contestations nées et à naître aux îles françaises de l'Amérique, concernant la liquidation de la compagnie des Indes. (*Col.*)

Arrêt qui ordonne le renvoi en France des originaux des titres de créance sur la com-

pagnie des Indes, déposés dans les greffes des conseils des Indes et des îles de France et de Bourbon. (*Col.*)

14 mars 1776.

Arrêt qui permet aux négociants des ports de Saint-Brieux, Binic et Portérieux, de faire directement le commerce des îles et colonies françaises de l'Amérique. (*Col.*)

3 octobre.

Arrêt qui en interprétant celui du 14 mars dernier, ordonne que les négociants des ports Saint-Brieux, Binic et Portérieux, ne pourront à l'avenir faire directement le commerce des îles et colonies françaises de l'Amérique, que par le port de Saint-Brieux, etc. (*Col.*)

2 février 1783.

Arrêt du conseil d'état du roi, concernant le commerce de la Chine.

15 mai 1784.

Arrêt du conseil qui prolonge jusqu'au 1^{er} juin 1792, l'effet des lettres-patentes du 1^{er} mai 1768, qui accordait à l'île de Cayenne et à la Guyanne française, la liberté de commercer avec toutes les nations.

30 août.

Arrêt du conseil concernant le commerce dans les îles françaises de l'Amérique.

31 octobre 1784.

Arrêt du conseil d'état du roi concernant les armements de commerce pour les îles et colonies françaises.

14 avril.

Arrêt du conseil portant établissement d'une nouvelle compagnie des Indes.

15 mai.

Arrêt du conseil pour la nomination des administrateurs de la nouvelle compagnie des Indes.

20 mai.

Arrêt portant cession et transport à la nouvelle compagnie des Indes, en toute propriété, du vaisseau *le Dauphin*, expédié en Chine pour le compte de S. M., le 27 février dernier, à la charge par elle de rembourser au trésor royal les frais d'armement.

19 juin.

Arrêt du conseil d'état du roi, portant homologation des statuts et réglemens de la compagnie des Indes.

20 août.

Arrêt qui nomme les administrateurs et les employés de la compagnie des Indes qui doivent signer les portions d'intérêts et les dividendes d'icelles.

23 septembre 1785.

Arrêt du conseil d'état du roi concernant le commerce interlope des colonies.

21 septembre 1786.

Arrêt du conseil d'état du roi concernant les toiles peintes d'Alsace et les toiles de coton blanches provenant du commerce de la compagnie des Indes.

Arrêt du conseil d'état du roi qui porte à quarante millions les fonds de la compagnie des Indes, et qui prolonge à quinze années de paix la durée de son privilège, fixé à sept années par l'arrêt du conseil du 14 avril 1785.

30 septembre.

Arrêt qui permet aux administrateurs de la compagnie des Indes de faire faire les balanciers et les planches nécessaires pour graver les nouveaux plombs et bulletins qui doivent servir à la marque des mousselines et toiles de coton que ladite compagnie fera vendre à l'avenir.

1^{er} novembre 1810.

Décret relatif aux marchandises coloniales venant des colonies, qui sont au pouvoir de la France. (*B. des lois*, n° 324, 4^e série, p. 420).

~~~~~

---

## APPROVISIONNEMENTS.

---

VIVRES. = POLICE ET DÉFENSE DES COLONIES.

---

19 juin 1664.

**R**ÉGLEMENT général de police par M. de Tracy,  
lieutenant-général pour le roi ès-îles fran-  
çaises de l'Amérique.

Mars 1685.

Édit appelé Code Noir. (*Valin*, tom. 1, p. 428).

18 mai 1732.

Règlement pour les farines du Canada. (*Col.*)

1<sup>er</sup> septembre 1736.

Ordonnance des administrateurs des îles du  
Vent sur des plantations de vivres.

10 mars 1740.

Ordonnance des administrateurs des îles du  
Vent sur des plantations de vivres.

10 mars 1741.

Ordonnance des administrateurs des îles du  
Vent sur des plantations de vivres.

12 juin 1744.

Ordonnance des gouverneur général et intendant pour plantations de vivres.

4 novembre.

Ordonnance portant défenses des jeux de hasard aux colonies. (Col.)

22 juin 1753.

Règlement pour la police et discipline des équipages des navires expédiés pour les colonies de l'Amérique. (Col.)

18 février 1761.

Arrêt de règlement du conseil supérieur du Cap, sur les abus dans le culte extérieur de la religion, de la part des noirs.

15 juillet 1763.

Ordonnance concernant les jeunes gens de mauvaise conduite, que Sa Majesté permet d'envoyer à l'île de la Desirade. (Col.)

5 septembre 1769.

Arrêt du conseil souverain de la Martinique concernant les chirurgiens, apothicaires, droguistes et autres distributeurs de drogues.

23 mars 1783.


Arrêt du conseil pour le renouvellement des



cartouches des noirs et autres gens de couleur qui sont à Paris.

14 mars 1784.

( Ordonnance du roi portant suppression des ingénieurs des colonies, et fixation du traitement des officiers du corps royal du génie, qui seront chargés du service des fortifications aux Indes orientales et occidentales.



# FONDS.

22.



---

## S O L D E.

---

APPOINTEMENTS. = TRAITEMENTS. = SALAIRES.  
GRATIFICATIONS. = INDEMNITÉS.

---

9 août 1671.

**O**RDONNANCE portant défenses aux intendants et commissaires généraux de marine de faire payer les appointements des officiers absents. (*Cod. Nav.*, page 97).

20 octobre 1672.

Ordonnance portant que les matelots seront payés chez eux par les commissaires après le désarmement. (*Cod. Nav.*, page 144).

14 mars 1674.

Ordonnance portant défenses aux officiers de marine de prétendre aucun paiement que celui qui leur sera fait au désarmement. (*Cod. Nav.*, page 151).

15 juin 1675.

Règlement sur le paiement des officiers de marine résidant dans les ports et arsenaux. (*Cod. Nav.*, page 147).

13 décembre 1677.

Ordonnance portant règlement de la solde des équipages et du temps où elle doit commencer. (*Arch.*)

10 mars 1686.

Règlement pour la levée, habillement, solde, entretien et discipline des soldats gardiens. (*Arch*)

12 août 1693.

Ordonnance du roi portant règlement pour la paie des matelots qui servent sur les vaisseaux de Sa Majesté. (*R. du C. d'État*).

7 juillet 1732.

Ordonnance portant règlement pour le service, la solde et l'habillement de la compagnie des gardes du pavillon amiral. (*Col.*)

20 mai 1744.

Arrêt. Voyage rompu à cause de la guerre : il n'est dû alors aux matelots que le salaire de leurs journées. (*Valin*, tome 1, page 689).

18 août 1745.

Règlement de l'amirauté de la Rochelle, concernant les pilotes lamaneurs, et qui fixe leurs salaires. (*Valin*, tome 2, page 501).

21 avril 1746.

Ordonnance qui règle le paiement des équi-

pages des navires en attendant le départ des convois. (*Valin*, tome 1, page 696).

18 mai 1746.

Ordonnance confirmative du règlement du 21 avril 1746, concernant le paiement des équipages des navires attendant le départ des convois. (*Valin*, tome 1, page 697).

1<sup>er</sup> janvier 1752.

Ordonnance portant règlement pour un supplément de solde et de gratification à l'infanterie française et étrangère, du 1<sup>er</sup> juillet 1751 au dernier juin 1752. (*Col.*)

12 décembre.

Ordonnance portant que les salaires des matelots déserteurs seront déposés au bureau des classes. (*Valin*, tome 1, page 541).

13 juin 1757.

Ordonnance portant augmentation de solde en faveur des officiers mariniers et matelots employés sur les vaisseaux du roi. (*Col.*)

1<sup>er</sup> juin 1758.

Ordonnance portant augmentation de traitement aux troupes d'infanterie française pour l'entretien du linge et de la chaussure. (*Col.*)

11 janvier 1762.

Ordonnance portant règlement sur les appointements des officiers de la marine. (*Col.*)

23 mars 1762.

Ordonnance portant règlement sur les titres et les appointements des officiers de plume de la marine. (*Col.*)

10 mai 1767.

Arrêt qui fait défenses à tous particuliers et habitants des villes maritimes de former aucune action sur la solde des matelots, si ce n'est pour loyer de maison, subsistance ou hardes fournies du consentement des officiers des classes. (*Col.*)

1<sup>er</sup> juin 1782.

Règlement concernant la recette et l'emploi des fonds dont la remise se fait dans les quartiers des classes pour le paiement des salaires et des conduites des gens de mer.

1<sup>er</sup> janvier 1786.

Règlement sur le traitement des officiers à la mer

Ordonnance du roi sur les appointements des officiers de la prévôté de la marine.

Règlement sur les paies et les avancements des gens de mer.

31 juillet 1790.

Décret qui règle provisoirement le traitement des officiers de marine sur les vaisseaux et à la mer. (*Journ. milit.*, vol. 1, page 193).

17 novembre 1790.

Décret relatif à la fourniture de tabac aux matelots. (*Journ. milit.*, vol. 1, page 330).

11 février 1791.

Décret relatif à la solde des gens de mer employés sur les vaisseaux de l'État. (*Journ. milit.*, vol. 2, page 163).

23 messidor an 3.

Arrêté concernant les indemnités dues aux marins dans le cas de naufrage ou de prise. (*Journ. milit.*, vol. 11, page 1117).

28 germinal an 5.

Arrêté qui détermine le paiement des frais de voyage et vacations des officiers civils et militaires de la marine. (*Journal milit.*, vol. 15, page 495).

11 prairial.

Loi relative à la solde des officiers et gens de mer. (*Journ. milit.*, vol. 15, page 605).

12 prairial.

Arrêté concernant les rations de fourrage des troupes d'artillerie de la marine. (*Journal milit.*, vol. 15, page 611).

3 fructidor an 9.

Arrêté qui accorde un supplément de traitement graduel aux préposés à l'inscription



maritime et aux syndics des marins, jusqu'à la paix générale. (*Journ. milit.*, vol. 23, p. 655).

27 nivose an 11.

Arrêté relatif aux officiers et employés civils de la marine dont le traitement n'excède pas 1200 fr. (*Journ. milit.*, vol. 26, page 287).

22 nivose an 13.

Décret portant que celui du 29 fructidor an 12 qui règle les appointements des officiers du génie maritime, d'administration, de santé, et de divers entretenus de la marine de France, aura son exécution dans les colonies pour les employés et grades correspondants. (*Journ. milit.*, vol. 31, page 254).

17 avril 1806.

Décret qui accorde un délai de trois mois à tout fonctionnaire militaire et autre rentrant des colonies, pour réclamer ce qui peut lui être dû; passé lequel délai il sera en déchéance. (*Journ. milit.*, vol. 33, page 171).

28 février 1808.

Mode de paiement des canonnières gardes-côtes et détachements en recrutement. (*Journal milit.*, 1<sup>re</sup> partie, page 281).

12 avril.

Décret qui établit un nouveau mode pour le

paiement d'indemnité de logement et d'ameublement, à la charge de la masse du casernement et de l'indemnité des fourrages. (*R. des lois de la marine*, tome 18, page 101).

20 avril 1808.

Mesures à prendre pour faire payer à la gendarmerie la gratification qui lui est accordée pour l'arrestation des réfractaires et déserteurs. (*Journ. milit.*, 1<sup>re</sup> partie, p. 304).

23 janvier 1809.

Circulaire du ministre de la marine pour rappeler l'exécution littérale des articles 3 de la loi du 3 brumaire an 4 et 21 du décret du 1<sup>er</sup> avril 1808, en ce qui concerne le supplément alloué aux gabiers. (*R. des lois de la marine*, tome 19, page 1).

15 février 1809.

Instruction du ministre-directeur de l'administration de la guerre sur le traitement en route des marins français et étrangers. (*Journal milit.*, 1<sup>re</sup> partie, page 181).



---

## REVUES DE SOLDE.

---

MASSÉS.—DÉCOMPTES.—FRAIS DE CONDUITE.

---

15 juin 1675.

ORDONNANCE qui enjoint aux intendants de faire faire des revues des officiers de marine en différents jours de chaque mois, sans en donner avis, et de ne passer que ceux qui auront servi et résidé dans le port pendant un mois entier. (*Arch.*)

22 mai 1717.

Ordonnance du roi qui établit une masse pour l'habillement uniforme de la compagnie des gardes du pavillon amiral, et de chacune de celles des gardes de la marine et des bombardiers. (*R. du C. d'État*).

25 octobre 1728.

Ordonnance du roi qui supprime la masse établie pour l'habillement des gardes du pavillon amiral et de la marine, et ordonne que les gardes-marine se feront habiller à leurs dépens. (*R. du C. d'État*).

3 novembre 1733.

Ordonnance concernant la masse des bombardiers de la marine. (*Col.*)

1<sup>er</sup> août 1743.

Ordonnance portant règlement des frais de conduite à payer aux gens de mer. (*Valin*, tome 1, page 718).

6 novembre 1763.

Arrêt qui ordonne le paiement des décomptes expédiés par les trésoriers de la marine pour les dépenses de 1754, 55, 56 et 1757. (*Col.*)

20 mars 1764.

Ordonnance concernant les différentes masses destinées à l'entretien des troupes. (*Col.*)

27 mars.

Déclaration concernant la distribution des comptes.

Juillet 1781.

Tarif de la solde réglée aux troupes de S. M., tant françaises qu'étrangères, et de la retenue à faire sur lesdites troupes, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1781, pour les journées du traitement des malades et blessés dans les hôpitaux du royaume.

2 frimaire an 9.

Arrêté relatif à la formation d'une masse pour l'habillement et l'équipement des troupes

d'artillerie de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 22, page 162).

23 nivose an 11.

Arrêté qui applique aux troupes d'artillerie de marine non embarquées, les dispositions de l'arrêté du 24 frimaire sur la masse de pain de soupe. (*Journ. milit.*, vol. 26, page 287).

8 octobre 1811.

Décision de Sa Majesté, qui met à la charge du ministre de la marine les dépenses de la masse d'habillement des troupes de la marine employées à l'armée d'Espagne. (*M. S.*)

---

---

# COMPTABILITÉ.

---

## COMPTES GÉNÉRAUX.

---

13 janvier 1673.

**O**RDRE au trésorier de la marine de ne remettre aucuns fonds dans les ports et arsenaux de marine sans un ordre exprès, et de ne point divertir les fonds faits pour la solde des équipages à aucune dépense, à peine de radiation. (*Code Nav.*, page 150).

1<sup>er</sup> avril 1745.

Arrêt qui ordonne l'exécution de la déclaration du 19 mars 1712, concernant les délais accordés aux comptables. (*Col.*)

26 juillet 1761.

Arrêt qui ordonne l'imposition de quinze cent mille livres sur les vingt généralités de pays d'élections et provinces de Franche-Comté, Metz, etc., pour le paiement des dépenses faites à l'occasion de l'assemblée des milices gardes-côtes pendant l'année 1761. (*Col.*)

13 juillet 1762.

Arrêt qui ordonne l'imposition en 1763, de la somme de quinze cent mille livres pour le paiement des dépenses faites pour les milices gardes-côtes pendant l'année 1762. (Col.)

Mémoire du contenu en l'édit du mois de février 1762, portant création de trente mille actions en faveur des matelots. (Col.)

15 août.

Déclaration concernant les comptables. (Col.)

1<sup>er</sup> septembre 1765.

Arrêt concernant les dettes de la marine des exercices 1758 et 1759. (Col.)

13 décembre 1767.

Ordonnance concernant les décharges des trésoriers-généraux de la marine pour les dépenses des brigades d'artillerie de la marine. (Col.)

18 octobre 1778.

Arrêt portant établissement d'un nouvel ordre pour toutes les caisses de dépense. (Col.)

31 janvier 1781.

Arrêt du conseil d'état du roi, et lettres-patentes sur icelui, enregistrées en la chambre des comptes, qui commettent le S<sup>r</sup> Antoine Lalbin pour continuer et achever les exer-

cices du feu S<sup>r</sup> de Lettre, trésorier-général de la marine et des colonies.

12 octobre 1791.

Loi portant établissement dans chaque département d'un payeur-général des dépenses de la guerre et de la marine.

28 germinal an 9.

Arrêté relatif à l'administration et à la comptabilité des demi-brigades d'artillerie de marine, compagnies d'ouvriers et enfants de troupes. (*Journ. milit.*, vol. 23, page 423).

25 brumaire an 11.

Arrêté portant que les fonds affectés à l'armée navale seront faits par bâtiment. (*Journ. milit.* vol. 26, page 112).

6 fructidor.

Arrêté relatif à la comptabilité, à l'administration et au service des compagnies de gendarmerie établies près des ports et arsenaux. (*Journ. milit.*, vol. 27, page 405).

17 février 1809.

Décret qui veut que les biens cédés à la caisse d'amortissement ne soient plus censés faire partie du domaine public. (*M. S.*)

13 octobre.

Décision portant que les sommes provenant de



successions vacantes doivent être consignées à la caisse d'amortissement.

18 mai 1811.

Tous les comptes à rendre par les agents des vivres doivent être rendus aux préfets maritimes. (*Circulaire*).

17 avril 1812.

Décret sur le mode de paiement et la comptabilité des dépenses de la marine. (*Bull. des Lois*, page 300).

~~~~~

TRAITEMENTS DE TABLE. = AVANCES.
= A-COMPTES. = IMPÔTS PERSONNELS.

20 octobre 1672.

ORDONNANCE pour former les équipages et régler le paiement de la table des capitaines. (*Cod. nav.*, page 144).

16 mars 1673.

Règlement sur la table des officiers de marine servant sur les vaisseaux de Sa Majesté. (*Cod. nav.*, page 151).

28 juillet 1693.

Ordonnance concernant la table des capitaines commandant des vaisseaux de trois cent quatre-vingts hommes d'équipage. (*Col.*, page 58).

Ordonnance qui règle les appointements et la table des capitaines et lieutenants de frégates. (*Col.*, page 57).

1^{er} août 1719.

Ordonnance du roi pour régler le temps où doit commencer et finir la table des capitaines commandants ses vaisseaux, et pour

23.

les décharger de la nourriture des valets d'officiers. (*R. du C. d'état*).

19 janvier 1734.

Arrêt concernant l'embarquement et le débarquement des matelots, les à-comptes qui peuvent leur être donnés, et le lieu du paiement de leurs salaires. (*Valin*, t. 1, p. 714.)

18 juin 1759.

Ordonnance concernant le nouveau traitement accordé par Sa Majesté pour les tables tenues à la mer par les commandants de ses vaisseaux. (*Col.*)

Ordonnance portant règlement sur ce qui doit être payé aux officiers-généraux, capitaines et autres commandants des vaisseaux de Sa Majesté, pour la dépense de leur table à la mer. (*Col.*)

2 décembre 1772.

Tarif portant règlement pour la capitation des officiers militaires et d'administration, et autres attachés au service de la marine. (*Col.*)

4 septembre 1782.

Règlement du roi pour la table à bord de vaisseaux à la mer.

17 ventose an 5.

Arrêté qui détermine l'époque où doit com-

mencer et finir le traitement de mer. (*Journ. milit.*, vol. 15, page 469).

17 ventose an 5.

Arrêté qui détermine la solde des gens de mer et la paie de tous les ouvriers. Traitement de table des officiers embarqués. (*Journal milit.*, vol. 15, pages 470 et suivantes).

28 vendémiaire an 11.

Arrêté relatif aux avances à faire aux troupes qui s'embarquent pour les colonies. (*Journ. milit.*, vol. 2, page 449).

25 brumaire an 11.

Arrêté concernant le traitement de table des officiers-généraux composant l'état-major, et des aspirants de marine embarqués sur les batiments de l'État destinés pour les colonies. (*Journ. milit.*, vol. 26, page 111).

3 novembre 1809.

Décision sur les droits à exercer relativement aux effets mobiliers d'une personne décédée dans un hospice et dont la succession est tombée en déshérence. (*Bulletin des Lois*, 4^e série, n° 248).

15 juin 1812.

Décret relatif à la durée de la jouissance du traitement de réforme. (*Bull. des Lois*, 4^e série, tome 16, n° 438, page 412).



RETENUES POUR TOUTES NATURES DE DÉPENSES.

10 avril 1732.

ORDONNANCE pour régler la retenue qui doit être faite sur la solde des troupes pour la ration de pain de munition qui leur sera fournie. (*Col.*)

2 octobre 1736.

Ordonnance portant règlement pour les journées des soldats malades dans les hôpitaux. (*Col.*)

1^{er} mai 1747.

Tarif de la solde et de la retenue à faire sur les troupes pour les journées du traitement des malades et des blessés dans les hôpitaux. (*Col.*)

30 décembre 1750.

Extrait de l'arrêt du conseil qui règle les dépenses de la marine et des galères, sur lesquelles le vingtième doit être retenu. (*Col.*)

26 février 1777.

Tarif de la solde et de la retenue à faire aux soldats dans les hôpitaux du royaume. (*Col.*)

27 mai 1785.

Règlement du roi pour fixer les retenues à faire

sur les appointements et la solde des individus attachés au service de la marine et des colonies, qui seront traités, tant dans les hôpitaux de la marine, que dans ceux des provinces du royaume.

23 vendémiaire an 10.

Arrêté qui rend applicables aux marins les dispositions de celui du 7 messidor an 9, relatif aux retenues d'hôpital des militaires atteints de maladies vénériennes. (*Journ. milit.*, v. 24, page 75).

15 pluviose an 13.

Décret relatif à la retenue à exercer sur la solde de terre et de mer des officiers et autres attachés au service de la marine, pendant leur séjour à l'hôpital. (*Journ. milit.*, vol. 30, page 200).

1^{er} juillet 1809.

Décret concernant la retenue qui se fait dans le commerce sous le nom de passe de sacs. (*Journ. milit.*, 2^e partie, 1809, page 321).

8 janvier 1810.

Décret qui déclare nul et incompétamment rendu un jugement du juge de paix du premier arrondissement de Brest, relatif à une retenue de solde. (*M. S.*)

29 janvier 1810.

Modifications à l'article 106 du règlement du

15, relatif aux retenues à exercer sur la solde des individus attachés à la marine qui sont traités dans les hôpitaux. (*Circulaire ministérielle. M. S. Bureau de la solde et des revues*).

8 juin 1813.

Lettre du ministre directeur de l'administration de la guerre faisant connaître que la retenue de trois pour cent n'aura point lieu pour toutes les dépenses du matériel de la guerre, soit en nature, soit en argent, pour les corps de la marine mis à la disposition du service de terre. (*Journal milit.*, 1^{re} partie, 1813, page 238).

**CAISSE
DES INVALIDES.**

La plupart des ordonnances, lois, décrets, arrêtés, etc.
relatifs au service de cette direction ont été imprimés iso-
lément.

NOMINATION DES TRÉSORIER.S.—BRIS.
—NAUFRAGES.—ÉCHOUEMENTS.

12 mai 1696.

ORDONNANCE concernant la manière de juger les vaisseaux qui échouent ou qui sont portés aux côtes de France par tempête ou autrement. (*Valin*, tome 2, page 247).

Mai 1709.

Édit du roi concernant l'établissement de quatre deniers pour livres, et qui crée la caisse des invalides de la marine.

26 novembre.

Arrêt du conseil d'état du roi portant que l'édit du mois de mai 1709, qui pourvoit à la subsistance des officiers, matelots, soldats et ouvriers de la marine, qui sont invalides et hors d'état de servir, sera exécuté selon sa forme et teneur.

5 septembre 1712.

Déclaration du roi portant que toutes les sommes provenant de la retenue des quatre

deniers pour livre seront portées au trésor royal pour servir à l'acquisition des rentes au denier vingt, sur les aides et gabelles, au profit des invalides.

Mars 1713.

Édit du roi portant création d'un office de conseiller du roi, comme général résident à Paris, et de dix commissaires provinciaux des invalides de la marine, et qui ordonne une retenue de six deniers pour livre en faveur de l'établissement royal desdits invalides.

Juillet 1720.

Édit du roi concernant les invalides de la marine.

30 décembre.

Déclaration du roi en interprétation de l'édit du mois de juillet, concernant la caisse des invalides de la marine.

15 juin 1735.

Déclaration au sujet des naufrages des navires submergés. (*Valin*, tome 2, page 620).

1739.

Règlement du roi pour la recherche des produits d'inventaire en faveur des soldats qui meurent sans tester pendant leur voyage sur les bâtiments marchands, etc., etc.

Novembre 1749.

Édit portant suppression de deux offices de trésoriers-généraux des galères, et création de deux offices de trésoriers-généraux des colonies. (*Col.*)

23 juin 1759.

Arrêt concernant la retenue de six deniers pour livre, attribués aux invalides de la marine, sur le produit des prises faites par les vaisseaux et autres bâtiments de Sa Majesté, armés pour son service. (*Col.*)

Décembre.

Édit portant réduction de deux offices de trésoriers-généraux de la marine à un seul corps d'office, et suppression d'un desdits offices. (*Col.*)

Février 1762.

Édit portant création de trente mille parties de rentes viagères ou actions de tontines de 40 liv. chacune, avec accroissements, en faveur des matelots français et étrangers. (*Col.*)

6 août 1763.

Arrêt au sujet de la recherche des soldes et produits d'inventaires des gens de mer, et parts de prises non réclamées. (*Col.*)

14 mai 1767.

Arrêt qui nomme des commissaires pour pro-

poser les réglemens nécessaires sur les prises et échouements. (*Col.*)

21 février 1772.

Arrêt qui ordonne qu'il ne sera plus accordé, sur la caisse des invalides, de pensions excédant la somme de mille livres. (*Col.*)

Novembre 1778.

Édit portant suppression de diverses offices de trésoriers et contrôleurs, et création de deux charges de trésoriers-payeurs-généraux de la guerre et de la marine. (*Col.*)

1782.

Règlement concernant la recette et l'emploi des fonds dont la remise se fait dans les quartiers de classes pour le paiement des salaires et des conduites des gens de mer.

13 mai 1791.

Décret relatif à la caisse des invalides de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 3, page 573).

29 juin.

Instruction relative à la caisse des invalides de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 13, page 583 du supplément).

8 juin 1792.

Loi concernant la demie solde et pensions à accorder aux troupes de la marine et à leurs veuves.

22 *vendémiaire an 2.*

Décret qui supprime la retenue de quatre deniers pour livre sur les dépenses de la marine et des colonies. (*Journ. milit.*, vol. 8, p. 44).

9 *messidor an 3.*

Loi qui distrait et sépare de la trésorerie nationale la caisse des invalides de la marine. (*Journ. milit.*, vol. 11, page 1034).

27 *nivose an 9.*

Arrêté relatif au mode d'exécution de la loi du 13 mai 1791, sur la caisse des invalides. (*Journ. milit.*, vol. 22, page 237).

15 *germinal an 3.*

Loi concernant les pensionnaires et les invalides de la marine.

14 *fructidor an 6.*

Loi concernant les pensions à accorder aux veuves et aux enfants.

28 *fructidor an 7.*

Loi sur la solde de retraite pour l'armée de terre.

27 *nivose an 9.*

Arrêté concernant la caisse des invalides de la marine.

17 *floréal an 9.*

Arrêté qui fixe les attributions des officiers

d'administration en ce qui concerne les bris et naufrages.

3 brumaire an 11.

Arrêté concernant la retenue au profit de la caisse des invalides convertie en taxe fixe. (*Journ. milit.*, vol. 26, page 108).

19 frimaire.

Arrêté qui rejette sur la caisse des invalides de la marine les soldes de retraite et traitements de réforme. (*Journ. milit.*, vol. 26, page 173).

8 floréal.

Loi relative au mode d'admission à la solde de retraite, ou traitement de réforme de l'armée de terre et à l'hôtel des invalides.

21 décembre 1808.

Décision de Sa Majesté sur les formalités exigées pour les officiers réformés, lorsqu'ils se marient

25 décembre.

Dépêche du ministre sur le même objet.

11 février an 1809.

Décret portant que la caisse des invalides de la marine est comptable de la cour des comptes. (*R. des lois de la marine*, tome 19, page 1).

25 février.

Décret portant qu'il n'est rien attribué à la

caisse des invalides de la marine sur le produit des saisies faites et à faire par les douanes. (*R. des lois de la marine*, tome 19, page 1).

13 août 1810.

Décret portant création de plusieurs caisses.

Extrait pour ce qui concerne la caisse des invalides.

31 août.

Décret qui nomme trésorier de la caisse des invalides de la marine, le sieur Peytes Moncabrié. (*S. M.*)

~~~~~



---

## PRISES.

*Nota.* Le Nouveau Code des Prises de Lebeau, renfermant tout ce que l'on peut desirer sur cette matière, depuis l'an 1400 jusqu'au 3 prairial an 8 (23 mai 1800) nous y renvoyons le lecteur, et nous nous bornons à indiquer les lois rendues depuis cette dernière époque jusqu'à ce jour.

---

9 septembre 1806.

**D**ÉCRET qui fixe la proportion dans laquelle la caronade et le pierrier devront compter dans la répartition des prises. (*M. S.*)

11 janvier 1808.

Avis du conseil d'état portant que le recours au conseil d'état, contre une décision du conseil des prises, n'a pas d'effet suspensif. (*Journ. milit.*, 1<sup>er</sup> partie, 1808, page 138).

30 mars.

Décret sur le costume des officiers du conseil des prises. (*Journ. milit.*, 1<sup>re</sup> partie, 1808, page 140).

24 juin.

Décret qui prescrit les formalités nécessaires pour l'admission dans le commerce de dif-

férentes marchandises provenant de prises faites sur l'ennemi. (*Journ. milit.*, 1<sup>re</sup> partie, 1808, page 369).

21 septembre 1808.

Décret ordonnant de courre sus aux bâtiments espagnols non munis d'expéditions émanées de l'autorité légitime, et de s'en emparer. (*R. des lois de la marine*, tome 1, page 168).

7 février 1809.

Décret portant que les neutres qui auraient obtenu des adjudications en matières de prises seront tenus de fournir caution, pour l'exécution des jugements, pendant le délai accordé pour le recours au conseil d'état. (*Bull.*, 4<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 225).

4 avril.

Décret qui détermine les droits des garnisons des forts et batteries de terre, et des préposés des douanes dans les prises. (*Imprimé.*)

17 mai.

Décision portant que la connaissance des ventes des navires saisis appartient aux tribunaux ordinaires. (*R. des lois de la marine*, t. 19, page 16).

16 novembre.

Décret qui attribue au conseil des prises le  
24.

jugement des contestations relatives aux saisies faites par les douanes françaises depuis . Reez jusqu'à Travemunde.

27 septembre 1810.

Décret qui attribue au conseil des prises , séant à Paris, la connaissance des contestations relatives aux saisies faites en Hollande. (*Journ. milit.*, 2<sup>e</sup> partie , 1810, page 235 ).

8 novembre.

Décret qui accorde à chacun des membres du conseil des prises un supplément de cinq mille francs par an. (*M. S.*)

Décret portant que les membres du conseil des prises prendront le titre de conseillers. (*Journ. milit.*, 2<sup>e</sup> partie , 1810 , page 387 ).

29 mars 1811.

Décret qui règle la manière de procéder relativement aux prises faites en mer et conduites dans les ports d'Espagne. (*Bulletin des Lois*, 4<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 359 , page 291 ).

22 avril.

Décret relatif au trésorier-général des invalides de la marine et à ses préposés. (*S. M.*)

6 juin.

Décret qui fixe le traitement des huissiers-audienciers du conseil des prises. (*M. S.*)

7 juillet 1811.

Décret qui autorise le secrétaire général du conseil des prises à percevoir un droit d'expédition et un droit de signature sur les expéditions qu'il délivrera aux parties. (*Bull. des lois*, n° 379, 4<sup>e</sup> série, page 2).

10 octobre.

Décret qui détermine les parts de prises appartenant aux militaires de terre et de mer dans les trois grands arrondissements maritimes. (*M. S.*)

2 d'cembre.

Décret relatif au jugement, à la vente, à la liquidation des prises conduites en Espagne. (*M. S.*)

8 juin 1814.

Ordonnance du roi qui replace le conseil royal des prises dans les attributions du ministère de la marine (*Moniteur du 13 juin*).

---

---

## PRISONNIERS DE GUERRE.

---

9 octobre 1666.

ORDONNANCE portant défenses aux armateurs français de mettre à rançon les prisonniers faits sur les vaisseaux ennemis. (*Cod. Nav.*, page 189).

4 octobre 1760.

Ordonnance concernant les prisonniers de guerre faits à la mer. (*Col.*)

10 mars 1762.

Ordonnance concernant le paiement des officiers prisonniers de guerre. (*Col.*)

12 mars 1780.

Cartel pour l'échange des prisonniers faits en mer, entre la France et l'Angleterre, amenés en Europe. (*Col.*)

17 thermidor an 2.

Arrêté relatif aux prisonniers de guerre maritime. (*Journ. milit.*, vol. 9, page 966).

23 floréal an 3.

Arrêté concernant les prisonniers de guerre marins non employés à des travaux (*Journ. milit.*, vol. 11, page 971).

24 floréal an 3.

Arrêté concernant la solde des prisonniers de guerre marins. (*Journ. milit.*, vol. 11, p. 972).

27 thermidor.

Arrêté concernant la solde conservée aux marins français faits prisonniers de guerre. (*Journ. milit.*, vol. 11, page 1141).

17 mars 1809.

Décret concernant les militaires faits prisonniers par l'ennemi. (*Bull. des lois*, n° 229, 4<sup>e</sup> série).

Décret qui détermine le traitement qui, après la rentrée des prisonniers de guerre français, doit leur être accordé pour le temps de leur captivité. (*Journ. milit.*, 1<sup>re</sup> partie, 1809, page 306).

20 décembre.

Décision qui met en liberté et renvoie dans leur pays quatre prisonniers anglais reconnus évidemment pêcheurs. (*M. S.*)

23 avril 1814.

Ordonnance de Monsieur, lieutenant-général du royaume, qui nomme le vice-amiral Sercey et M. Delaboulaye, commissaires des prisonniers de guerre en Angleterre. (*Mon. du 27 avril*).

~~~~~


TRAITÉS DE PAIX.

Quiconque doit, par état, être versé dans la connaissance des lois relatives à la marine et aux colonies, ne peut rester étranger aux transactions politiques, qui en ont si fréquemment réglé la destinée et déterminé l'existence.

J'ai donc cru devoir indiquer les principaux traités de paix dont la plupart se trouveront dans le Corps universel diplomatique du droit des gens, par Dumont, 12 vol. in-fol. 1626 — 1731, et dans les diverses collections de ce genre, sans nom d'ouvrage.

TRAITÉS DE PAIX.

10 *janvier* 1356.

BULLÈ d'Or de l'empereur Charles IV.

8 *juillet* 1522.

Traité de neutralité entre les duché et comté
de Bourgogne.

1^{er} *février* 1611.

Traité de neutralité entre les duché et comté
de Bourgogne.

29 *novembre* 1642.

Traité de commerce entre l'Angleterre et le Por-
tugal, conclu à Londres.

30 *janvier* 1648.

Traité de Munster ou de Westphalie entre l'Es-
pagne et la Hollande.

24 *octobre*.

Traité d'Osnabrugk entre l'Empire, la Suède et
la France.

17 *décembre* 1650.

Traité de marine entre l'Espagne et la Hollande.

23 *avril* et 3 *mai* 1660.

Traité d'Oliva entre la Pologne, la Suède et

leurs alliés, sous la médiation de la France.
(*En latin*).

6 août 1661.

Traité entre le Portugal et la Hollande. (*En latin*).

26 décembre.

Traité de partage des trois quartiers de Dalem, Falquemont, Rolleduc et pays d'outre-Meuse, entre la Hollande et l'Espagne.

23 mai 1667.

Traité de commerce entre l'Angleterre et l'Espagne, conclu à Madrid.

21 octobre 1711.

Capitulation de l'empereur Charles VI.

9 et 11 août 1712.

Traité de paix entre les deux cantons protestans, Zurich et Berne, et les cinq cantons catholiques, Lucerne, Uri, Schweiz, Unterwalde et Zug.

7 novembre.

Renonciation du roi d'Espagne à la couronne de France.

19 novembre.

Renonciation du duc d'Orléans à la couronne d'Espagne.

30 janvier 1713.

Traité de garantie pour la succession britannique d'une part, et de la Barrière d'autre

part, entre l'Angleterre et la Hollande. (*En latin*).

Mars 1713.

Lettres-patentes de Louis XIV pour confirmer la renonciation de Philippe V à la couronne de France, du 7 novembre 1712.

26 mars.

Contrat de l'Assiento en faveur de l'Angleterre, signé à Madrid.

2 avril.

Traité conclu à Utrecht entre l'Empereur et le roi de Prusse.

11 avril.

Traité de paix conclu à Utrecht entre la France et la Hollande.

Traité de paix conclu à Utrecht entre la France et l'Angleterre. (*En latin et en français*).

Traité de navigation conclu à Utrecht entre la France et les Hollandais.

Traité de navigation et de commerce conclu à Utrecht entre la France et l'Angleterre.

Traité de paix conclu à Utrecht entre la France et la Prusse. (*En latin et en français*).

17 mai.

Ordonnance pour la liberté du commerce des Anglais, des Hollandais, des Prussiens et des Savoyards.

13 juillet 1713.

Traité de paix conclu à Utrecht entre l'Espagne et l'Angleterre. (*En latin*).

13 août.

Traité de paix conclu à Utrecht entre l'Espagne et la Savoie.

9 décembre.

Traité de navigation conclu à Utrecht entre l'Angleterre et l'Espagne. (*En latin*).

26 juin 1714.

Traité de paix conclu à Utrecht entre la Hollande et l'Espagne.

7 septembre.

Traité de paix conclu à Rastadt et Bade entre l'Empereur et la France. (*En latin*).

6 février 1715.

Traité de paix conclu à Utrecht entre l'Espagne et le Portugal.

9 mai.

Renouvellement d'alliance entre la France et les Cantons catholiques suisses, conclu à Soleure.

15 novembre.

Traité de la Barrière, conclu à Anvers entre l'Empereur, l'Angleterre et les Hollandais.

14 décembre 1715.

Traité de commerce conclu à Madrid, entre l'Angleterre et l'Espagne.

28 septembre 1716.

Traité de commerce conclu à Paris, entre la France et les villes anséatiques.

4 janvier 1717.

Traité de la triple alliance, conclu à Londres, entre la France, l'Angleterre et la Hollande.

21 janvier 1718.

Traité d'amitié et de règlement de limites, entre la France et la Lorraine, conclu à Paris.

21 juillet.

Traité de paix conclu à Passarowitz, entre l'empereur ottoman et la république de Vénise. (*En latin*).

Traité de paix conclu à Passarowitz, entre l'empereur romain et l'empereur ottoman. (*En latin*).

27 juillet.

Traité de commerce conclu à Passarowitz, entre l'empereur des romains et le sultan des Turcs. (*En latin*).

2 août.

Traité de la quadruple alliance, conclu à Londres, entre l'Empereur, la France et l'Angleterre. (*En latin*).

16 septembre.

Renonciation de l'Empereur à la couronne d'Espagne. (*En latin*).

15 octobre 1718.

Traité de paix et d'amitié conclu à Bade en Ergau, entre les cantons de Zurich et Berne, d'une part, et l'abbé de Saint-Gall, d'autre part.

22 décembre.

Convention de la Haye, sur le traité de la Barrière.

15 janvier 1719.

Traité d'alliance conclu à Vienne, entre l'empereur et les électors de Saxe et d'Hanovre. (*En latin*).

20 novembre.

Traité conclu à Stockholm, entre la Suède et l'électorat d'Hanovre.

21 janvier 1720.

Traité de paix conclu à Stockholm, entre la Suède et le roi de Prusse.

Traité d'alliance conclu à Stockholm, entre la Suède et l'Angleterre. (*En latin*).

17 février.

Accession du roi d'Espagne au traité de la quadruple alliance. (*En latin*).

3 juin.

Traité de paix conclu à Stockholm, entre la Suède et le Danemarck.

22 juin.

Rénonciation du roi d'Espagne aux états dé-

membres de sa couronne et possédés par l'Empereur. (*En latin*).

8 août 1720.

Cession de la Sardaigne faite par l'Empereur au roi de Sicile, duc de Savoie. (*En latin*).

13 juin 1721.

Traité de commerce conclu à Madrid, entre l'Espagne et l'Angleterre.

Traité d'alliance conclu à Madrid, entre la France, l'Espagne et l'Angleterre.

30 août 1721.

Traité de paix conclu à Neustadt, entre la Russie et la Suède.

27 septembre 1721.

Garantie par la France et l'Angleterre de la renonciation faite le 22 juin 1720, par le roi d'Espagne, aux États démembrés de sa couronne, et possédés par l'Empereur.

1723.

Lettre d'investiture éventuelle des États de Parme, Plaisance et Toscane, en faveur de l'infant don Carlos. (*En latin*).

12 septembre.

Traité d'alliance conclu à Saint-Pétersbourg entre la Russie et la Perse.

24 janvier 1724.

Copie des reversales accordées par le roi d'Espagne par rapport aux lettres d'investiture des États de Parme, Plaisance et Toscane, en faveur de l'infant don Carlos, avec les garanties de l'investiture. (*En latin*).

22 février.

Traité d'alliance conclu à Stockholm entre la Russie et la Suède.

25 novembre.

Traité conclu à Rome entre l'Empereur et le Pape, pour la restitution de Comachio. (*En latin*).

30 avril 1725.

Traité d'alliance conclu à Vienne entre l'Empereur et l'Espagne. (*En latin*).

Traité de paix conclu à Vienne entre l'Empereur et l'Espagne. (*En latin*).

1^{er} mai.

Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne entre l'Empereur et l'Espagne.

7 juin.

Traité de paix conclu à Vienne entre l'Empereur et l'Empire d'une part, et l'Espagne d'autre part. (*En latin*).

3 septembre.

Traité d'alliance conclu à Hanovre entre la France, l'Angleterre et la Prusse.

23 *septembre* 1725.

Traité de navigation conclu à Tunis entre l'Empereur et la régence de Tunis.

1726.

Traité de navigation conclu entre l'Empereur et la régence de Tripoli.

16 *avril*.

Accession de l'Empereur au traité passé à Stockholm le 22 février 1724 entre la Russie et la Suède.

6 *août*.

Traité d'alliance conclu à Vienne entre l'Empereur des Romains et l'Impératrice de Russie.

9 *août*.

Accession de la Hollande au traité d'Hanovre du 3 septembre 1725, entre la France, l'Angleterre et la Prusse.

8 *septembre*.

Traité conclu à Alger entre la Hollande et la régence d'Alger.

13 *janvier* 1727.

Convention signée entre les ambassadeurs de France et de Hollande, pour terminer les différends des compagnies des Indes des deux nations.

8 *mars*.

Traité conclu à Constantinople entre l'Empereur et la régence d'Alger.

25.

14 mars 1727.

| Accession de la Suède au traité d'Hanovre du 3 septembre 1725, entre la France, l'Angleterre et la Prusse.

16 avril.

| Traité d'alliance conclu à Copenhague entre la France, l'Angleterre et le Danemarck.

9 novembre 1729.

| Traité de paix, d'union et d'amitié conclu à Séville entre la France, l'Espagne et l'Angleterre.

21 novembre.

| Accession de la Hollande au traité de Séville du 9 novembre 1729.

1731.

| Traité d'alliance conclu à Vienne entre l'Empereur, la Hollande et l'Angleterre. (*En latin*).

6 juin.

| Acte de réhabilitation dans le traité de Séville du 9 novembre 1729, accordé par l'Espagne à l'Angleterre.

22 juillet.

| Traité d'alliance conclu à Vienne entre l'Empereur, l'Angleterre et l'Espagne. (*En latin*).

25 juillet.

| Traité de famille conclu à Florence entre le roi d'Espagne et le grand-duc de Toscane.

3 août 1731.

Traité d'alliance conclu à Dresde entre les électeurs de Saxe et de Hanovre.

20 février 1732.

Accession de la Hollande au traité de Vienne du 22 juillet 1731.

13 mai.

Traité de partage et d'accommodement sur la succession de la maison d'Orange, entre le roi de Prusse et le prince d'Orange et de Nassau.

26 mai.

Traité d'alliance et de garantie conclu à Copenhague entre l'Empereur, la Russie et le Danemarck.

1738.

Paix de Vienne.

21 décembre 1739.

Traité de commerce, navigation et marine, entre le roi et les états-généraux des provinces-unies des Pays-Bas, avec un nouveau tarif.

25 avril 1741.

Convention préliminaire de commerce et de navigation, entre le roi et le roi de Suède (Col.)

23 août 1742.

Traité de commerce, navigation et marine,

entre le roi et le roi de Danemarck. (*Col.*)

31 décembre 1745.

Arrêt qui ordonne que les sujets des États-Unis des Pays-Bas cesseront de jouir des avantages du traité de commerce du 21 décembre 1739. (*Col.*)

26 mai 1748.

Ordonnance concernant la suspension d'armes par mer. (*Col.*)

1748.

Paix d'Aix-la-Chapelle.

1^{er} février 1749.

Ordonnance pour la publication de la paix.

1756.

Traité d'alliance entre le roi de France et la reine de Hongrie.

24 août 1760.

Lettres-patentes confirmatives du traité de règlement du 24 mars dernier, qui fixe les limites entre la France et la Sardaigne. (*Col.*)

15 août 1761.

Pacte de famille entre les puissances de la maison de Bourbon.

10 janvier 1763.

Paix de Paris.

1^{er} avril 1769.

Traité de commerce et de marine entre la France et la ville de Hambourg. (*Col.*)

6 février 1778.

Traité d'alliance entre le roi et les États-Unis de l'Amérique septentrionale. (*Col.*)

3 septembre 1783.

Traité de paix passé à Versailles, entre le roi de France et le roi de la Grande-Bretagne.

1784.

Conventions provisoires pour servir d'explication à la convention préliminaire de commerce et de navigation, du 25 avril 1741, entre le roi et le roi de Suède, ratifiée en 1784.

16 germinal an 3. (5 avril 1795).

Traité de paix entre la république française et le roi de Prusse. (*R. de traité de paix*, p. 10).

27 floréal an 3.

Traité de paix et d'alliance entre la république française et la république des Provinces-Unies. (*R. de T. de paix*, page 10).

15 mai 1796.

Traité entre la France et la Sardaigne. (*R. de T. de paix*, page 96).

22 juillet 1795.

Traité fait à Bâle, entre la France et l'Espagne.
(*R. de T. de paix*, page 53).

19 août 1796.

Traité d'alliance offensive et défensive entre la France et l'Espagne, conclu à Saint-Ildephonse. (*R. de T. de paix*, page 190).

11 octobre 1796.

Traité de paix entre la France et le roi des deux Siciles.

26 vendémiaire an 6. (17 octobre 1797).

Traité de paix de Campo-Formio avec l'Autriche. (*R. de T. de paix*, page 325).

6 germinal an 10. (27 mars 1802).

Traité définitif de paix entre la république française, S. M. le roi d'Espagne et des Indes et la république Batave, d'une part, et S. M. le roi des royaumes unis de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'autre part, fait à Amiens.
(*R. des lois relatives à la marine*, tome 12, page 263).

27 décembre 1805.

Paix signée à Presbourg avec l'Autriche.

20 juillet 1806.

Paix signée avec la Russie.

7 et 9 juillet 1807.

Traité de paix entre la France, la Russie et la Prusse, conclu à Tilsit. (*R. des lois*, tom. 17, page 21, *Bull. des lois*, n° 151, 4^e série).

14 octobre 1809.

Traité de paix entre la France et l'Autriche. (*Bull. des lois*, n° 249, 4^e série. *R. des lois de la marine*, tom. 19, page 21).

6 janvier 1810.

Traité de paix entre l'empereur des Français et le roi de Suède. (*Journal milit.*, 1^{re} partie de 1810, page 1^{re}).

23 avril 1814.

Conventions arrêtées entre S. A. R. Monsieur, lieutenant-général du royaume, et les hautes puissances alliées. (*Bull. des lois*, n° 12, 5^e série, tome 1^{er}, page 93).

30 mai.

Traité de paix entre la France et l'Autriche, et ses alliés la Russie, la Grande-Bretagne et la Prusse. (*Moniteur du 2 juin. Bull. des lois*, n° 16, 5^e série, page 173).

FIN.

TABLE

DES MATIÈRES.

P R É F A C E.....	Page	vij
L O I S R H O D I E N N E S.....		I
L O I S R O M A I N E S.....		20
L I S T E des ministres et secrétaires d'état ayant eu le département de la marine et des colonies depuis l'année 1547 jusqu'en 1814.....		28
P E R S O N N E L.....		33
A M I R A L D E F R A N C E. Amirautés. — Leurs droits, attributions et compétence.....		35
A D M I N I S T R A T I O N C E N T R A L E. Conseils de marine. Bureaux. — Ports de lettres. — Franchise. — Contre-seing. — Correspondance. Paquebots.		48
O R G A N I S A T I O N S. États-majors. — Nominations — Avancements. — Provisions. — Fonctions....		56
É L È V E S D E L A M A R I N E. Gardes du pavillon. — Gardes de la marine. Aspirants.....		76
C L A S S E S. Enrôlements. — Levées.....		80
S E R V I C E D E S G E N S D E M E R. Leurs privilèges. — Ou- vriers. — Calfats.....		89
F O R M A T I O N D E S É Q U I P A G E S. Composition, distri- bution des équipages. — Services et résidences chez l'étranger.....		99
T R O U P E S D' A R T I L L E R I E D E M A R I N E. Troupes em- barquées. — Soldats de marine. — Compagnies franches. — Gendarmerie.....		106
G A R D E S - C Ô T E S.....		120
Honneurs, rangs, préséances. — Ordres, dignités, promotions, graces. — Récompenses. — Uni- formes, habillements.....		124

INSTRUCTION. Académies, écoles.—Devoirs et obligations des officiers et des gens de mer. Page	132
CONGÉS. Licences.—Passe-ports.—Congés.—Licenciements.—Permissions.....	143
PENSIONS. Retraites.—Traitements de réformes.—Secours.....	151
DÉSERTION. Peines.—Amnistie.....	157
CRIMES ET DÉLITS MILITAIRES. Peines.—Conseils de guerre.—Cours martiales, tribunaux maritimes.....	168
MATÉRIEL.....	181
APPROVISIONNEMENTS. Vivres.—Objets de consommations.—Poids et mesures.....	183
BOIS DE CONSTRUCTIONS. Martelage.—Exploitation des bois.....	193
CONSTRUCTIONS. Travaux maritimes.—Ouvrages hydrauliques.—Défenses des rades.—Entrepreneurs de travaux publics.....	200
ARTILLERIE. Fabrication d'armes.—Poudres de guerre.—Forges, fonderies.....	204
ARMEMENTS ET DÉARMEMENTS. Ventes de navires et autres.....	209
PASSAGES. Embarquements.—Escortes, convois, rencontres.—Expéditions lointaines.—Navigation au long cours, navigation des côtes...	213
POLICE DE LA NAVIGATION. Embargos.—Entrées et sorties des ports.—Sauvetage.....	217
Régime et police intérieure des arsenaux.—Honneurs militaires.....	224
Régime et police à bord des vaisseaux. Saluts..	229
BÂTIMENTS DU COMMERCE. Armements en course.—Corsaires.—Représailles.—Pavillons du roi, marques de commandement.—Pavillons du commerce, nationaux et étrangers.....	235
PÊCHES.....	244
COMMERCE. Relations extérieures en général.—Commerce du Levant.—Privilèges accordés	

aux négociants étrangers. — Consulats. Page	254
DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE. Franchises. —	
Exemptions. — Importations. Exportations. —	
Droits, impôts relatifs à la marine. — Connaiss-	
sements. — Chartes - parties. — Polices d'as-	
surances	267
SERVICE DE SANTÉ. Salubrité navale.....	284
CHIOURMES. Forçats. — Police des bagnes.....	289
COLONIES.....	295
LÉGISLATION. Justice. — Conseils supérieurs. —	
Tribunaux.....	297
ADMINISTRATION. Nominations. — Honneurs ,	
rangs , préséances	302
FINANCES. Comptabilité. — Territoire. — Impos-	
sitions. Appointements. — Liquidations.....	307
TROUPES COLONIALES.....	314
COMMERCE. Compagnie des Indes orientales et	
occidentales.	325
APPROVISIONNEMENTS. Vivres. — Police et défense	
des colonies.....	336
FONDS.....	339
SOLDE. Appointements. — Traitements. — Sa-	
laires. Gratifications. — Indemnités.....	341
REVUES DE SOLDE. Masses. — Décomptes. — Frais	
de conduite.....	348
COMPTABILITÉ. Comptes généraux.....	351
Traitements de table. — Avances. — A-comptes.	
Impôts personnels	355
Retenues pour toutes natures de dépenses.....	358
CAISSE DES INVALIDES.....	361
Nomination des trésoriers. — Bris. — Naufrages.	
— Échouements.....	363
PRISES.....	370
Prisonniers de guerre.....	374
TRAITÉS DE PAIX.....	377

